

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JUILLET 1927.

- 1° Projet de loi sur l'entretien, l'amélioration et la police des cours d'eau non navigables;
- 2° Proposition de loi portant modification à la loi du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. PUSSEMIER.

PREMIÈRE PARTIE

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES

I

La loi du 7 mai 1877; ses dispositions fondamentales.

1. La loi du 7 mai 1877 ⁽³⁾ sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables a comblé en partie une lacune de nos codes administratifs ⁽⁴⁾.

Le projet de loi sur la matière, réclamé et préparé depuis 1841 ⁽⁵⁾, fut déposé

⁽¹⁾ Projet et proposition de loi, n° 181 et 154 (1923-1926).

⁽²⁾ La *Section centrale*, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Vandeveld, Lepage, Van den Eynde (J.), de Kerchove d'Exaerde, De Bruycker et Pussemier.

⁽³⁾ Les ouvrages suivants commentent les textes :

DE ROBIANO, *Commentaire de la loi sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables*. Bruxelles, 1877, 1 vol. in-8°.

GIRON, *Dictionnaire de droit administratif*, Vbo *Cours d'eau*, t. I.

Pandectes belges, Vbo *Eaux courantes non navigables ni flottables*, t. XXXIV et Vbo *Curage*, n°s 53 à 118, t. XXVII.

ROLLIER, *Cours d'eau et terres basses*, 1 vol. in-8°, Bruxelles, 1899.

⁽⁴⁾ La législation qui fut appliquée jusqu'en 1877 était consignée principalement dans la loi du 14-24 Floréal an XI et dans les articles 538, 545, 556 à 563 et 640 à 643 du Code civil. Elle se bornait à annoncer des principes généraux sans entrer dans les détails d'application. Les dispositions des règlements provinciaux étaient contradictoires. Sur les lacunes de cette législation, voir : Exposé des motifs du projet de loi déposé le 13 décembre 1870 (Chambre, *Doc. parl.*, pp. 149-157); le rapport cité ci-après de M. de Zérézo de Tejada; LAURENT, *Principes de droit civil*, t. VII, p. 379 et suivantes et SIVILLE, *Supplément aux Principes de droit civil*, t. II, p. 434.

⁽⁵⁾ *Pandectes belges*, Vbo cité *Eaux courantes*, n°s 316-344.

sur le bureau de la Chambre le 13 décembre 1870; la discussion en fut longue et approfondie; elle provoqua l'intervention dans les débats des parlementaires les plus éminents de l'époque ⁽¹⁾.

Publiée au *Moniteur belge* du 23 mai 1877, la loi n'est cependant entrée en vigueur qu'en 1884 ⁽²⁾; elle fut d'ailleurs critiquée dès qu'elle fut appliquée.

Votre section centrale croit qu'il est indispensable d'en analyser les dispositions essentielles au moment où leur revision est proposée.

2. La loi, son titre même le démontre, a un objet strictement limité.

Elle ne décide pas si les riverains ou l'État sont propriétaires du lit du cours d'eau; la question de la propriété du fonds ne fut pas tranchée en 1877 ⁽³⁾. Elle ne contient pas de dispositions relatives aux prises d'eau, quoique des articles du projet qui fut déposé s'en occupassent. Le Parlement a décrété qu'il ne créait pas de droits civils nouveaux. Il a réglementé la police ainsi que l'administration des cours d'eau. En résumé, la loi définit le cours d'eau; elle assure par des sanctions pénales l'exécution des ordres qui seront donnés par les pouvoirs publics pour faciliter l'évacuation des eaux courantes et elle attribue aux conseils provinciaux le droit d'organiser l'application des principes qui sont inscrits dans les textes promulgués. Consacrant le principe fondamental par un texte formel, la loi proclame à l'article 9 que les arrêtés royaux cloturant la procédure précédant l'inscription d'une voie d'écoulement dans la catégorie des cours d'eau soumis à réglementation, ne « font aucun préjudice aux réclamations de propriété ni aux droits qui en dérivent ».

3. Le législateur de 1877 n'a pas entendu soumettre tous les cours d'eau non navigables à la réglementation qu'il édictait, mais ceux d'entre eux seulement qui seraient inscrits à des « catalogues » spéciaux.

Les autorités provinciales dressèrent après 1877, dans les délais et suivant des règles arrêtées par le Gouvernement, un état indicatif et un tableau descriptif des cours d'eau.

Les états indicatifs énumèrent les cours d'eau existant sur le territoire des communes du Royaume. Ils ont une valeur documentaire.

Les tableaux descriptifs et leurs annexes énumèrent les cours d'eau et les sections de cours d'eau auxquels les dispositions de la loi sont applicables. Ils constituent des titres attributifs de pouvoirs spéciaux à certaines administrations publiques ⁽⁴⁾.

Les états indicatifs, les tableaux descriptifs et leurs annexes ⁽⁵⁾ ont été soumis

(1) Un remarquable rapport fut présenté, en 1875, par M. de Zérézo de Tejada (Session de 1875-1876, Chambre des Représentants. Doc., p. 86-114). Il énumère toutes les études préalables MM. Pirmez, Thonissen, Tesch et Woeste intervinrent, notamment, dans la discussion qui fut soutenue par M. Delcour, Ministre de l'Intérieur. La discussion occupa, en 1877, plus de quatorze séances du Parlement.

(2) Voir ci-après, § 4.

(3) Pour le détail, voir ci-après, § 17.

GIRON, *Dictionnaire*, t. I, pp. 260-262, énumère très exactement les droits que possèdent les propriétaires riverains.

(4) Article 1^{er} de la loi de 1877 et les §§ 27 et 28 du rapport.

(5) L'article 2 de la loi de 1877 décide que les tableaux descriptifs se référeront aux plans cadastraux qui seront complétés, s'il y a lieu, et qu'ils renseigneront notamment la

à de réelles enquêtes de commodo et d'incommodo afin de permettre aux intéressés de faire rectifier toutes les erreurs de leur première rédaction ⁽¹⁾

4. Le législateur de 1877 a aussi subordonné l'entrée en vigueur des textes promulgués à l'achèvement des « catalogues » des cours d'eau et à la revision des règlements provinciaux en vigueur.

Les tableaux descriptifs n'ont définitivement été arrêtés par le Roi qu'en 1884 ⁽²⁾; les gouverneurs des provinces étaient cependant chargés depuis 1842 ⁽³⁾ par le Ministre de l'Intérieur de dresser une liste des cours d'eau existant sur le territoire de leurs circonscriptions. La revision des règlements provinciaux qui aurait dû être terminée deux ans après la publication de la loi, n'a pas été achevée avant 1886 ⁽⁴⁾.

5. Les « catalogues » des cours d'eau ayant définitivement été arrêtés par le Roi depuis 1884, il est devenu impossible de les compléter ⁽⁵⁾.

Les autorités provinciales ont inscrit aux états indicatifs tous les cours d'eau connus. Liées par les dispositions de la circulaire ministérielle du 8 mai 1878 ⁽⁶⁾, elles n'ont porté aux tableaux descriptifs que les cours d'eau dont l'importance, la pente ou la configuration exigeait un curage régulier; les cours d'eau auxquels il importait que les riverains ne pussent apporter de modifications sans une autorisation préalable; les cours d'eau sur lesquels se trouvaient établis une usine ou un ouvrage quelconque pouvant exercer une influence au point de vue agricole, industriel ou hygiénique.

direction des cours d'eau, etc., etc... L'article 3 ajoute qu'un double procès-verbal décrira les ouvrages qui existent sans droit sur les cours d'eau ainsi que les modifications apportées au lit. En un mot, le tableau descriptif comprend en fait : un atlas, le tableau lui-même, des procès-verbaux annexes.

En Flandre orientale, l'état indicatif et le tableau descriptif forment un document unique (*Règl. prov.*, du 23 juillet 1879. *Mém. adm.*, 1880, t. CXXVIII, p. 1239), tous les cours d'eau existant sur le territoire de la province ayant été déjà portés sur un tableau descriptif dressé en vertu du règlement provincial du 18 juillet 1850 (*Mém. adm.*, t. LXVIII, 1850, p. 742). Ce dernier tableau fut révisé et complété après 1877.

(1) Articles 4 à 12 de la loi de 1877.

(2) Arrêté royal du 30 avril 1884, *Pasinomie*, 1884, n° 125.

(3) Circulaire du 21 février 1842. Un arrêté royal du 25 novembre 1850 avait organisé un service central qui inspectait les cours d'eau et qui étudiait leur régime.

(4) Les règlements provinciaux furent approuvés par les arrêtés royaux : Anvers, 12 novembre 1886; Brabant, 29 avril 1880; Flandre occidentale, 29 mai 1880; Flandre orientale, 13 septembre 1884; Hainaut, 20 mai 1880; Liège, 29 mai 1880; Luxembourg, 29 mai 1880; Namur, 29 mai 1880.

Des arrêts de la Cour de Cassation du 19 décembre 1881 et du 13 juillet 1883 (J. T., 1882, p. 116, et 1885, p. 1358) ont décidé que les dispositions de la loi de 1877 ne devenaient applicables qu'après approbation par le Roi des tableaux descriptifs des cours d'eau. Or, cette approbation ne fut, dans certains cas, donnée qu'en 1884. Depuis 1886, les règlements provinciaux, sauf ceux d'Anvers et de Liège, ont tous été modifiés à diverses reprises. Les arrêtés royaux approuvant les modifications sont énumérés : BERTA et VANDEVELD, *Code des lois politiques*, t. II, p. 238.

(5) Articles 9 et 12 de la loi de 1877.

(6) La circulaire ministérielle du 28 mai 1877 (*Pasinomie*, 1887, p. 113) indique les règles qui seront suivies pour la confection de l'État indicatif. La circulaire ministérielle du 8 mai 1878 (*Moniteur belge* du 5 juin) indique les règles qui seront suivies pour la confection des tableaux descriptifs.

Or, les tableaux descriptifs ne renseignent pas tous les cours d'eau importants qui existaient en 1877 ⁽¹⁾; les défrichements ou d'autres causes ont donné de l'importance à des cours d'eau dont l'utilité était jugée secondaire en 1877; il est devenu nécessaire de combler les lacunes que présentent les tableaux descriptifs et les atlas ⁽²⁾.

6. Les autorités communales, investies des pouvoirs requis par la loi communale et par la loi de 1877, assurent l'exécution des travaux de curage des cours d'eau; leur intervention est minutieusement réglementée ⁽³⁾.

La Députation permanente doit d'abord fixer l'époque du curage; on ne conteste pas, qu'en général, les autorisations sont, soit tardivement données, soit délivrées à un moment où la main-d'œuvre est peu abondante.

De plus, les riverains ont, en principe ⁽⁴⁾, le droit de faire exécuter le curage par leurs soins. L'exécution d'office des travaux par les administrations communales n'est autorisée que si elle est difficile et que si les riverains, dans les cas où leur collaboration a été admise, n'ont pas satisfait à leurs obligations dans les délais prescrits.

L'application de la loi a démontré que les administrations doivent souvent refaire les curages effectués par les riverains; ceux-ci réduisent les travaux à un strict minimum et le riverain dont le travail a été jugé insuffisant allègue, plus qu'on ne le croit, s'être acquitté de toutes ses obligations.

7. Les travaux exécutés par les soins des riverains imposent exclusivement des charges à ces derniers ⁽⁵⁾.

Les frais des travaux de curage, d'entretien et de réparation exécutés d'office, sont avancés par la caisse communale; ils sont récupérés par elle à charge des propriétaires riverains et des usiniers ou autres usagers.

L'intervention des riverains et celle des usiniers ou autres usagers ont été

(1) L'inscription de 838 kilomètres a été omise, après 1877, dans la province d'Anvers (voir § 28, note 2, p. 13 du présent rapport).

(2) Il est utile de rappeler ici des avis délibérés par le Conseil des Mines siégeant comme Comité consultatif.

Le Conseil, consulté par le Ministre de l'Agriculture sur l'appel introduit auprès du Roi par M. du Roy de Blicquy contre une résolution de la Députation permanente du Hainaut, décidant de soumettre à l'approbation royale l'inscription aux états indicatifs et aux tableaux descriptifs de neuf cours d'eau de la commune de Chapelle-à-Oye, omis lors du recensement de 1877, a, en séances des 19 février et 4 mars 1904, opiné en faveur de l'incommutabilité des tableaux depuis le 31 décembre 1884.

Délibérant, le 21 octobre 1904, à la demande du même Ministre, sur un référé introduit par le Gouverneur de la Flandre orientale, le Conseil, interrogé sur les conséquences légales d'une résolution supprimant un cours d'eau, estime que l'incommutabilité des tableaux est absolue, toute modification étant interdite quand il s'agit de suppression comme quand il s'agit d'addition.

Le Gouvernement s'est rallié au principe de l'incommutabilité.

(3) Articles 90, n° 12, de la loi communale et 13 de la loi de 1877.

(4) Article 16 de la loi de 1877.

(5) Idem.

décidées, parce qu'en 1877 tous paraissaient pouvoir jouir d'avantages procurés par la riveraineté : le droit de pêche; le droit de bac et de péage; le droit de moulin, d'étang, de barrage et d'écluse; le droit aux alluvions internes; le droit d'extraire le sable, les pierres, les minerais; le droit d'usage matériel des eaux pour les besoins d'irrigation, d'agriculture ou d'industrie ⁽¹⁾.

La loi ne définit ni le riverain, ni l'usager.

Ne sont cependant riverains, il est impossible de le contester, que ceux dont le fonds contigu est bordé ou traversé par une eau courante autre que celle qui est déclarée dépendante du domaine public par les articles 538 et 644 du Code civil ⁽²⁾.

Ne sont usagers que les occupants ou les exploitants des rives d'un cours d'eau ⁽³⁾.

Pourrait-on affirmer que la grande majorité des riverains jouit encore des avantages énumérés en 1877? La négative est certaine, comme il est certain aussi que les avantages escomptés avaient été exagérés.

Or, de nombreux propriétaires riverains, débiteurs exclusif des charges quand les usiniers ou d'autres usagers n'interviennent pas, réclament parce que ces charges, toujours importantes et qui peuvent dépasser l'entière du revenu brut d'une propriété, profitent cependant à la communauté.

M. Giron ne se trompait pas quand il affirmait dans son cours de droit administratif l'injustice de la loi : les propriétés situées dans une vallée, mais non riveraines, ne contribuant pas aux frais de curage bien qu'elles fussent préservées des inondations par les travaux.

Ce qui précède explique finalement pourquoi la loi de 1877 n'est plus appliquée comme elle devrait l'être : les administrations provinciales et communales redoutent l'exercice de pouvoirs aboutissant dans bien des cas à des conséquences iniques.

(1) M. de Zérézo de Tejada écrivait dans son rapport : « La loi est destinée à donner satisfaction aux justes exigences de l'agriculture, qui ne dispose pas d'engrais suffisants pour produire davantage et subvenir complètement à l'alimentation publique. En présence d'une semblable situation, il importe de prendre des mesures pour rendre à notre sol les éléments de fertilité qu'on lui enlève, et pour ne pas se laisser perdre inutilement ceux que renferment les cours d'eau. Les cours d'eau ont été créés pour arroser, rafraîchir et féconder les campagnes. Ils circulent et ils se ramifient pour vivifier nos champs, nos prés et nos bois. Ils accordent ainsi à l'agriculture un indispensable concours. C'est là leur fonction capitale et leur mission providentielle. » (Rapport cité, p. 105, col. 2.)

(2) LAURENT, *Principes de droit civil*, t. VII, n° 271, cité par les *Pandectes Belges*, v^{ho} *Eaux courantes*, n°s 134 et suivants.

Voir aussi SIVILLE, *Supplément aux principes de droit civil de Laurent*, t. II, pp. 454 et suivantes.

Le Conseil des Mines (Séance du 26 décembre 1905) a, par exemple, opiné qu'est riverain, donc tenu des charges d'entretien, le propriétaire d'une parcelle de terrain située le long d'un cours d'eau non navigable et sur laquelle existe, le long du cours d'eau, un sentier classé à l'Atlas de la voirie vicinale.

(3) *Pandectes Belges*, V^{ho} Curage, n°s 81 et 82.

Avis du Conseil des Mines (Séances des 4 avril et 14 novembre 1902) opinant que la ville de Louvain est assujettie à une participation dans les frais de curage du chef de la prise d'eau pratiquée par elle à la Dyle à l'effet d'alimenter le canal de Louvain au Rupel.

II

Les projets de révision de la loi du 7 mai 1877.

8. La révision de la loi de 1877 devait, dans ces conditions, arriver inévitablement à l'ordre du jour du Parlement ⁽¹⁾.

Les eaux courantes ne procurent pas d'avantages si elles ne conservent pas un cours calme et régulier.

9. Le Parlement a été saisi des projets suivants :

Une première proposition de loi fut déposée le 21 février 1921 par MM. Van den Eynde et consorts ⁽²⁾.

Devenue caduque, la proposition fut reproduite par M. Van den Eynde et ses co-signataires le 20 décembre 1923 ⁽³⁾.

Un projet de loi, contresigné par le Baron Ruzette, Ministre de l'Agriculture, fut déposé le 4 juin 1924 ⁽⁴⁾.

Après la dissolution du Parlement une nouvelle proposition de loi fut déposée par M. Van den Eynde le 3 février 1926 ⁽⁵⁾.

Le Gouvernement a itérativement manifesté son opinion en laissant déposer le 16 février 1926 un projet de loi contresigné par M. Van de Vyvere, Ministre de l'Agriculture ⁽⁶⁾.

10. Votre section centrale est donc saisie de l'examen de la proposition de loi et du projet de loi déposés en 1926.

Elle estime devoir analyser rapidement tous les textes qui vous furent soumis afin de vous rappeler l'évolution des réformes proposées.

11. La proposition de loi déposée en 1921 par M. Van den Eynde apportait en ordre principal trois grandes modifications à la loi de 1877.

Elle classait les cours d'eau non navigables ni flottables en deux catégories; confiait exclusivement aux administrations communales l'exécution des travaux de curage; partageait par tiers les frais du curage des cours d'eau importants, ceux de la première catégorie, entre les riverains, la commune ainsi que l'État

(1) La Chambre des Représentants a discuté en 1885 les lacunes de la loi de 1877. Interpellation de M. de Zerezo de Tejada, *Annales Parlementaires*, session de 1884-1885, séances des 18 et 20 mars 1885.

(2) Session de 1920-1921, Chambre des Représentants, Document, n° 110. Signataires : MM. Vanden Eynde, Maenhaut, de Kerchove d'Exaerde, De Keersmacker, De Bruycker et Pussemier.

(3) Session de 1922-1923, Chambre des Représentants, Document, n° 64. Mêmes signataires qu'en 1920-1921.

(4) Session de 1923-1924, Chambre des Représentants, Document, n° 279.

(5) Session de 1925-1926, Chambre des Représentants, Document, n° 154. Mêmes signataires qu'en 1921 et en 1923.

(6) Session de 1925-1926, Chambre des Représentants, Document, n° 181.

et la province; imposait les frais de curage des cours d'eau de la seconde catégorie, ceux d'intérêt purement local, pour un tiers aux riverains et pour les deux autres tiers à la commune.

La proposition amendait donc quelques articles de la loi.

12. La proposition de la loi déposée en 1923 est plus complète que celle de 1921; elle tient compte des observations qui furent adressées aux auteurs de la dernière par les sociétés ou les fédérations de cultivateurs et de propriétaires.

M. Van den Eynde et ses collègues précisaient les bases de la classification qu'ils proposaient. Celle-ci était établie soit sur la largeur légale des cours d'eau, soit sur la superficie du bassin hydrographique que le cours d'eau desservait.

L'inscription dans la première catégorie des cours d'eau ayant une largeur de trois mètres rendait, sans frais, la loi proposée immédiatement applicable; les décisions requises étaient presque toutes dictées par les données fournies par les tableaux descriptifs (1). La confection de plans était rarement exigée, dans le cas seulement où il faudrait inscrire dans la première catégorie un cours d'eau de moins de trois mètres desservant un bassin occupant plus de 2,000 hectares de superficie.

La proposition amendait la première : déférant aux vœux qui leur furent adressés, les auteurs acceptaient le curage par les soins des riverains des cours d'eau peu importants, ceux de la seconde catégorie.

Elle était plus complète que la première parcequ'elle étendait l'application des dispositions légales à toute voie d'écoulement existant à ciel ouvert et non navigable; admettait l'ouverture de nouveaux cours d'eau; soumettait à la haute surveillance de l'État l'exécution des travaux de curage et l'ouverture des cours d'eau nouveaux.

13. Le projet de loi déposé en 1924 par le baron Ruzette, reproduit dans ses grandes lignes la proposition de loi de 1923, mais il prévoit la revision de tous les articles de la loi de 1877.

Le projet classait sous la dénomination de cours d'eau, les rivières, les ruisseaux, les fossés d'écoulement, existant ou à créer, qui recevaient les eaux naturelles de tout bassin hydrographique dont la superficie atteindrait 200 hectares.

Il répartissait les cours d'eau en deux catégories. La première comprenait les cours d'eau dont le bassin hydrographique s'étendait sur 3,000 hectares. Elle pouvait, par décision des Députations permanentes, comprendre : les cours d'eau établis dans un autre but que l'amélioration du régime des eaux naturelles; les cours d'eau dont les eaux sont polluées par des eaux d'égouts ou par des eaux résiduaires d'établissements industriels; les cours d'eau qui sont influencés par un barrage de retenue.

Le projet n'admettait pas l'intervention de l'État dans les frais provoqués par les travaux de curage et d'entretien.

(1) L'article 2 de la loi de 1877 décide : « Les tableaux descriptifs... renseigneront... la « direction actuelle du cours d'eau, la largeur, la profondeur... »

Il ne prévoyait pas la haute surveillance de l'État soit sur l'exécution des travaux, soit sur l'établissement des nouveaux cours d'eau.

14. La proposition de loi déposée en 1926 par M. Van den Eynde reproduit, mais en les amendant comme vous le verrez ci-après, les textes du projet de loi de 1924.

15. Le projet de loi déposé par M. Van de Vyvere en 1926 reprend le dernier texte présenté par M. Van den Eynde, mais en amende des articles.

Ces amendements traduisent des suggestions qui furent adressées au Gouvernement par le Comité permanent issu de la Commission nationale pour l'intensification de la production agricole. Ils renforcent les pouvoirs qui sont attribués au Gouvernement et aux Députations permanentes.

SECONDE PARTIE

EXAMEN DES TEXTES SOUMIS A LA CHAMBRE

PREMIÈRE SECTION

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

16. Votre section centrale a pris comme base de ses travaux le dernier texte déposé sur le bureau de votre assemblée : celui qui a été contresigné le 16 février 1926 par M. Van de Vyvere. Ce projet de loi résume les travaux antérieurs, même quand il s'écarte de la dernière proposition de loi présentée par M. Van den Eynde.

17. Le projet ne s'occupe pas plus que le fait la loi de 1877 de la propriété du lit des cours d'eau. La question n'est pas plus aisée à résoudre maintenant qu'elle ne l'était alors ⁽¹⁾.

(1) Deux précisions sont indispensables.

Voici la première :

En 1877, la question de la propriété du lit des cours d'eau était vivement discutée. Dans son rapport, M. de Zérézo de Téjada inséra un aperçu historique des divers systèmes que cette question avait fait surgir : propriété des riverains ; choses communes ; *res nullius* ; dépendances du domaine public. La Section centrale de la Chambre, se ralliant à l'avis qui avait été exprimé par le Gouvernement, proposa de ne pas la trancher. « Lorsqu'on réfléchit, disait-elle d'une part, à la situation faite au Gouvernement par les nombreuses controverses que la question dont il s'agit suscite depuis de si longues années, par les avis divergents des jurisconsultes les plus illustres, par les réponses des conseils provinciaux tour à tour consultés et qui se trouvent en désaccord ; lorsqu'on songe à toutes les récriminations que la question tranchée dans l'un ou l'autre sens peut soulever dans le pays, on conçoit que le Gouvernement a cru agir avec sagesse en s'abstenant de se prononcer sur ce point important. » L'impossibilité d'aboutir à une solution fut démontrée au cours des longs débats qui occupèrent douze séances de la Chambre ; elle n'empêchait pas la réglementation proposée : « Il n'était pas indispensable de donner à la question une solution définitive, disait M. Thonissen, dont l'avis concordait avec celui qui fut émis par M. Tesch, « puisque, quelle que soit cette solution, l'autorité publique possédera toujours le droit de réglementation que lui attribuent les lois sur la matière ». DE ROBIANO, *ouvrage cité*, pp. 7-23, a résumé en partie la discussion de 1877.

La question de la propriété est longuement exposée, *Pandectes belges*, Vbo *Eaux courantes*, de nos 23 à nos 134.

Depuis la publication, en 1890, du volume des *Pandectes*, un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 29 novembre 1890 (*Pas.*, 1891, II, p. 164) décide que les rivières non navigables ne sont pas la propriété des riverains, qu'elles ne sont pas susceptibles de propriété privée. Dans le même sens, Bruxelles, 8 janvier, 1904 (*Pas.*, 1904, II, p. 165 ; 28 décembre 1906 (*Pas.*, 1907, II, p. 144). Les cours d'eau sont *res nullius*.

Un arrêt de la Cour de cassation du 7 janvier 1904 (*Pas.*, 1904, I, p. 103) constate qu'on n'est pas d'accord sur la question de la propriété.

Dans le même sens, avis du Conseil des Mines en date des 6 et 20 juillet ainsi que 12 et 25 octobre 1900.

MM. Delbeke et Mavaut ont publié en 1894 un volume : *Une thèse nouvelle sur la*

Par un vote formel, votre section centrale a décidé que les textes proposés organiseront exclusivement le droit de police que des pouvoirs publics exerceront sur la partie d'une propriété affectée à un service au profit de la collectivité.

18. Le projet de loi n'abroge pas les dispositions du chapitre I de la loi de 1877 et qui règlent la reconnaissance, la régularisation, le classement des cours d'eau.

L'article 31 consacre ce principe.

19. Le Gouvernement, dont les suggestions concordent avec celles des auteurs des propositions de loi, demande la revision des textes qui s'occupent : des travaux ordinaires de curage, d'entretien, de réparation; des travaux extraordinaires d'amélioration; de la police des cours d'eau; des dispositions générales.

Il accepte : la revision des « catalogues »; l'inscription aux catalogues de cours d'eau à creuser; la classification des cours d'eau d'après leur importance; l'exécution d'office du curage de cours d'eau importants; l'intervention de pouvoirs publics dans les frais de curage; l'extension des pouvoirs des administrations centrales.

20. Discutée par des administrations provinciales ⁽¹⁾, la revision complète de la loi de 1877 réclamée par les intéressés a été admise par vos sections à une imposante majorité toutes les fois qu'elles ont dû se prononcer.

propriété des cours d'eau non navigables (Bruxelles, Larcier) dans lequel ils soutiennent que les cours d'eau dépendent, en principe, du domaine privé de l'État, et que les particuliers ne sont propriétaires de ces rivières que moyennant un titre ou la prescription. La question est aussi controversée aujourd'hui qu'elle l'était en 1877.

Voici la seconde :

Les textes proposés n'organisent que le curage, l'entretien et la police des cours d'eau. Les tribunaux conserveront, comme après 1877, le droit de statuer sur les actions relatives aux fossés, aux canaux servant à l'irrigation des propriétés pourvu que des intérêts privés soient seuls en jeu. Ils deviennent incompétents si un curage est réclamé dans un intérêt général. (*Pandectes belges*, Vbo curage, n° 57 et suivants et Vbo *Eaux courantes*, n° 252 et suivants, ainsi que Laurent et Siville, aux passages déjà cités.)

(1) Des informations qui ont été recueillies personnellement par votre rapporteur en 1926 il résulte : que les autorités provinciales du Brabant, de la Flandre Occidentale, de la Flandre Orientale et de Liège n'adressent, en principe, pas de critiques à la loi de 1877; celles du Brabant estiment qu'il faudrait aggraver les peines dont sont passibles ceux qui utilisent abusivement les cours d'eau par déversement non autorisé de matières souillées; celles de la Flandre Orientale estiment qu'il suffirait de préciser certains termes des articles de la loi de 1877 qui visent des « dépendances » des cours d'eau et des « riverains ». Celles du Limbourg et du Luxembourg ont souhaité une consultation officielle des Députations Permanentes; celles d'Anvers et finalement des personnalités autorisées du Limbourg ont indiqué au rapporteur les réformes profondes que la loi de 1877 devrait subir. Celles du Hainaut se sont référées à une étude publiée par M. Renard, un de leurs chefs de service dans la *Revue de l'Administration*, 1924, p. 440. Celles de Namur ne se sont pas prononcées.

Les mêmes avis ont été émis en 1927 quand votre rapporteur a conféré avec les chefs des services techniques provinciaux.

Les administrations provinciales acceptent cependant une revision des articles qui imposent exclusivement des charges aux riverains.

21. Votre section centrale a été informée que la réforme proposée était jugée insuffisante.

On a suggéré une législation basée sur des principes nouveaux.

La gestion du bassin hydrographique de tous les cours d'eau et de leurs dépendances recueillis par une rivière ou un fleuve navigables serait confiée à une administration spéciale. Celle-ci dirigerait l'évacuation des eaux du bassin. La circonscription de l'administration serait provinciale ou même interprovinciale. Le curage des cours d'eau de chaque bassin serait effectué par des groupements soit de communes, soit de propriétaires, d'usiniérs, d'usagers intéressés. La répartition des frais de curage serait effectuée comme elle est établie sur le projet soumis à votre examen.

Votre section centrale n'a pas admis la suggestion.

L'organisation d'administrations nouvelles supprime les pouvoirs traditionnels attribués aux provinces et aux communes. Elle sera longue et difficile. Elle retardera le curage devenu urgent de nombreux cours d'eau. La loi de 1877 n'empêche pas un bon curage. La mauvaise répartition des charges qu'elle établit empêche de nos jours son application normale.

De plus, la législation qui est en vigueur n'empêche pas la gestion d'un bassin hydrographique par une administration autonome. Les arrêtés royaux des 9 décembre 1847 et 10 octobre 1856 ainsi que l'article 22 de la loi du 7 octobre 1886 autorisent le groupement en associations de wateringues des propriétés intéressées à des travaux communs d'assèchement ou d'irrigation.

En outre l'article 108 de la Constitution permet à des communes de s'entendre ou de s'associer dans les conditions et suivant le mode à déterminer par la loi, pour régler et gérer en commun des objets d'intérêt communal. La loi communale confiant aux administrations communales l'entretien des cours d'eau, un groupement de communes et de particuliers intéressés au curage d'un cours d'eau desservant plusieurs territoires est constitutionnellement possible afin d'assurer le curage sous une direction unique. Cependant un texte législatif manque. La loi du 1^{er} mars 1922 relative à l'association des communes dans un but d'utilité publique n'est pas, de l'avis du Ministre de l'Intérieur ⁽¹⁾, applicable dans le cas qui nous intéresse quoique le Ministère de l'Agriculture défende pourtant une opinion contraire. Votre section centrale demande au Gouvernement d'examiner de nouveau la question et de soumettre éventuellement aux Chambres des textes autorisant les groupements requis.

Enfin, une unité de direction n'est pas impossible quand il s'agit de curage de cours d'eau importants puisque, comme vous le verrez à l'article 4, la province prête aux communes le concours de ses agents quand elles entreprennent les travaux de curage, d'entretien et de réparation exigée par les voies d'écoulement appartenant à la première catégorie.

En un mot, la section centrale n'est pas favorable à l'organisation d'un « Waterstaat » analogue à celui qui existe dans les Pays-Bas et dont la compétence s'étendrait exclusivement aux cours d'eau non navigables.

(1) Dépêche du Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, Administration des Affaires provinciales et communales, n° 10158/14956, du 5 mars 1926.

DEUXIÈME SECTION

DISCUSSION DES ARTICLES DU PROJET DE LOI

CHAPITRE PREMIER

Titre de la loi.

22. La loi de 1877 s'occupe des cours d'eau non navigables ni flottables. Le flottage étant un mode de navigation, votre section centrale, se ralliant au projet du Gouvernement, vous propose la suppression des mots « ni flottables » du titre.

CHAPITRE II

(I du projet de loi).

Du classement des cours d'eau.

ARTICLE PREMIER.

Définition des cours d'eau.

23. Le Gouvernement, se ralliant aux suggestions des auteurs des propositions de loi, demande le vote du texte suivant : « Sont compris dans la présente loi, sous la dénomination de cours d'eau, toutes les rivières, ruisseaux ou fossés d'écoulement existants ou à créer, à l'exclusion des parties de ces voies qui sont classées comme navigables et flottables et des tronçons qui ne reçoivent que les eaux naturelles d'un bassin hydrographique dont la superficie n'atteint pas 200 hectares. »

24. La réforme proposée est radicale.

L'assujettissement d'un cours d'eau à la réglementation légale dépendait du fait de l'inscription aux tableaux descriptifs; le Gouvernement arrêta librement les conditions de l'inscription ⁽¹⁾.

A l'avenir, cet assujettissement dépendra, sauf les cas prévus ci-après à l'article 2, de la superficie du bassin hydrographique desservi par le cours d'eau.

L'arbitraire consacré par la loi de 1877 disparaît.

25. Passons à l'analyse du texte proposé.

26. Soit dit en passant, le vote de la rédaction allègera les textes. L'article premier définissant les cours d'eau non navigables dont toute la loi s'occupe, il est inutile d'ajouter, dans les autres articles et comme le faisait la loi de 1877, les qualificatifs « non navigables ni flottables » aux mots cours d'eau.

27. La législation proposée, sauf décision expresse de la Députation permanente, ne s'appliquerait pas, ne s'appliquerait plus pourra-t-on dire dans certains cas aux voies d'écoulement desservant un petit bassin hydrographique.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus §§ 3 et 5 du rapport.

En général il n'existe pas dans notre pays pour ces voies là un lit permanent creusé par l'action des eaux courantes.

Les voies d'écoulement dont le bassin hydrographique n'atteint pas 200 hectares, s'il en existe, seraient régies par la législation générale, notamment par les articles 561 à 563, 641 à 654 du Code civil et les articles 15 à 22 du Code rural ⁽¹⁾.

28. D'autre part, le champ d'application de la loi serait étendu. L'article 12 de la loi de 1877 décide, il vous en souvient, que les tableaux descriptifs arrêtés par arrêté royal fixent l'état définitif des cours d'eau et aucun texte ne prévoit la modification possible de ces tableaux.

Les seules corrections dont ils sont en fait susceptibles résultent, soit de la suppression d'un cours d'eau par assèchement, soit par déplacement de son lit.

Or, la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux, qui a servi de modèle à la loi de 1877 ⁽²⁾, décide, au contraire, à l'article 9, que les atlas pourront toujours être complétés.

La revision de l'atlas des cours d'eau s'impose, parce que en 1877 le recensement de cours d'eau a été oublié; parce que le défrichement de terrains demeurés incultes pendant longtemps a donné une importance de cours d'eau à de simples filets d'eau qui étaient exclusivement inscrits aux états indicatifs ⁽³⁾; parce qu'il est inutile de maintenir l'inscription de cours d'eau asséchés et de ceux dont l'utilité n'est plus démontrée.

Mais à l'avenir il faudra aussi permettre, comme cela est devenu nécessaire, l'assujettissement à la loi soit de filets d'eau existants, soit de cours d'eau qui seront établis.

Le texte proposé permet la revision ainsi que l'application des dispositions promulguées à des voies d'écoulement régies par le Code civil et par le Code rural seulement.

29. Les principes qui dominent notre législation autoriseraient le vote du texte proposé.

(1) Exposé des motifs du projet de loi, n° 279, de la session de 1923-1924.

Les Conseils provinciaux peuvent réglementer, comme ils l'entendent, le curage de ces cours d'eau en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés par la loi du 14-24 Floréal, an XI notamment. Voir LAURENT, *Principes du droit civil*, t. VIII, pp. 314 et suiv.; SIVILLE, *Supplément aux principes du droit civil*, t. II, n° 919 et suiv.; *Revue communale*, 1897, p. 124; 1893, p. 266.

(2) M. de Zérézo de Tejada écrivait, en 1876, dans son rapport pour marquer combien le projet de loi était analogue à la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux, dont il analysait le texte et étudiait l'application : « Il importait, avant de se fixer sur les mesures à introduire en matière de cours d'eau, de se rendre compte des effets produits par l'application de la loi sur la police de la voirie rurale, dont la plupart des dispositions semblaient pouvoir être utilement étendues à la matière dont il s'agit. »

L'efficacité de la loi de 1841, la nécessité d'une application analogue furent démontrées au cours de la discussion (DE ROBIANO, *ouvrage cité*, p. 50-51)

(3) Après 1877, l'inscription de 838 kilomètres de cours d'eau aux tableaux descriptifs a été omise dans la province d'Anvers.

Le Gouvernement a ordonné parfois le déclassement de cours d'eau de la liste des voies navigables dans celles des cours d'eau non navigables (une partie du canal de la Lièvre à Eccloo). D'insolubles problèmes juridiques se posent à cette occasion (Voir ci-après aux §§ 103 et suiv.).

Envisageons en premier lieu l'hypothèse de la création d'un cours d'eau.

Son lit, vous le verrez ci-après au § 92, sera creusé soit à la demande d'un propriétaire intéressé, soit à la demande d'un pouvoir public.

Si une initiative émane d'un propriétaire, ce dernier accepte les conséquences légales de sa démarche, donc les conditions auxquelles l'autorisation délivrée sera subordonnée.

Si une initiative émane d'un pouvoir public, il doit acquérir ou exproprier les terrains requis pour l'exécution du travail projeté.

Passons au cas où un cours d'eau non recensé jusqu'ici sera désormais soumis à réglementation.

D'abord, le pouvoir réglementaire conféré à l'État ne constitue pas, et il ne constituera pas, une restriction du droit de propriété; il réalise, et il réalisera, au contraire, une condition de son existence. Le droit de propriété ne peut subsister que moyennant la protection des pouvoirs publics; ils déterminent les conditions auxquelles cette protection est subordonnée, en mettant en harmonie l'existence de la propriété privée avec les nécessités de l'ordre social.

La loi de 1877 et le projet qui vous est soumis organisent l'application de principes qui sont à la base de toute la législation antérieure à 1877.

Les textes qui vous sont soumis respectent les dispositions du Code civil et celles de la loi du 20 août 1790.

Le Code civil décide à l'article 640 que les fonds inférieurs doivent recevoir les eaux qui découlent naturellement des fonds plus élevés.

La loi du 20 août 1790 et bien d'autres textes décident que « les propriétaires sont forcés de tenir les eaux à une hauteur qui ne nuise à personne et qui sera fixée par la Direction du Département ⁽¹⁾ ».

La loi sur les cours d'eau contiendra donc une disposition analogue à celle qui est inscrite dans la loi sur les chemins vicinaux, en vertu de laquelle tout chemin particulier existant par prescription trentenaire ou de temps immémorial, peut toujours être inscrit à l'atlas des communications vicinales après l'accomplissement des formalités prescrites.

30. Mais passons à l'examen des critiques adressées au texte proposé.

31. Sa définition du cours d'eau est basée sur l'étendue du bassin hydrographique.

Or le texte ne définit pas le bassin hydrographique.

Il ne décide pas qui pourra le définir.

Il faut admettre que l'absence de définition doit nécessairement amener des difficultés.

L'article 1 s'occupe *in fine*, mais pour les exclure de l'assujettissement aux dispositions légales, des tronçons de cours d'eaux « qui ne reçoivent que les eaux naturelles d'un bassin hydrographique dont la superficie n'atteint pas 200 hectares. »

L'emploi du mot « tronçon » provoquera déjà des discussions.

La signification du mot est douteuse si on accepte une définition courante du bassin hydrographique. On admet, en général, que le bassin d'un cours d'eau

(1) LAURENT, *Principes de droit civil*, t. VII, n° 314 et suiv.; SIVILLE, *Supplément aux principes de droit civil de Laurent*, t. II, n° 919 et suiv.; *Pandectes Belges*, Vbo *Eaux courantes*, n° 291 et suiv.

comprend le bassin hydrographique de tous ses affluents, mais sans réciprocité, car chaque affluent a son bassin hydrographique distinct auquel ne doit être ajoutée aucune partie du bassin hydrographique du bassin récepteur. Le mot « tronçon » étant dans le texte opposé aux mots : ruisseaux, fossés et rivières, on pourra soutenir qu'un tronçon désigne une voie d'écoulement qui ne reçoit pas d'affluents.

Mais si on accepte la définition du tronçon donnée par l'Exposé des motifs du projet de loi déposé en 1923-1924, le tronçon désigne la « section » d'une voie d'écoulement qui est situé à l'amont du point où son bassin hydrographique et celui de ses affluents atteint 200 hectares. Dès lors, une voie d'écoulement peut être régie par trois législations. Une première section, desservant moins de 200 hectares, sera réglementée par le Code civil et le Code rural; une seconde section, commençant au point où le bassin dépasse 200 hectares, sera réglementée par la loi proposée; une troisième section sera régie par la législation sur le régime fluvial si elle devient navigable. De là, nécessité d'arpentages pour délimiter les sections. De là aussi, conflits inévitables entre pouvoirs administratifs.

32. Votre Section centrale, se ralliant aux considérations développées au paragraphe précédent du rapport a admis que le texte de l'article 1 devait être amendé.

33. Votre rapporteur a proposé de décider : que « sous réserve des exceptions prévues à l'article 2, sont compris dans la présente loi, sous la dénomination de cours d'eau, les rivières, ruisseaux et fossés d'écoulement, existants ou à créer, à l'exclusion des parties de ces voies qui sont classées comme voies navigables ou flottables, et des parties situées vers l'amont dont le bassin hydrographique est inférieur à 100 hectares.

34. Les considérations développées ci-après justifient la rédaction qui a été suggérée.

L'article 3 du projet qui vous est soumis, mais dont la rédaction a aussi été amendée, confèrera à la Députation permanente du Conseil provincial le droit d'arrêter d'abord les limites du bassin hydrographique de tous les cours d'eau existants ou à créer et d'arrêter ensuite le point à partir duquel un cours d'eau assèche plus de 100 hectares.

Le « fait » permettant l'assujettissement d'un cours d'eau à la loi de police sera donc relevé et acté par une autorité responsable de la décision devant les propriétaires intéressés et devant le Roi.

Un même cours d'eau pourra certes être régi par le code civil, par la loi de police et par la législation fluviale.

Les objections adressées à ce régime étaient graves quand l'étendue du bassin hydrographique était fixée à 200 hectares.

Ces objections perdent leur importance quand l'étendue du bassin hydrographique est ramenée à 100 hectares,

En principe, un cours d'eau desservant un bassin hydrographique de moins de 100 hectares ne possède pas de lit réel.

S'il en possède un, ce cours d'eau, dès que son régime devient anormal, pourra, comme vous le verrez à l'article 2, être soumis à réglementation par la Députation permanente.

Ceci répond encore à l'observation qui avait finalement été développée par un membre de la Section centrale demandant à ses collègues de réfléchir aux conséquences du fait que des cours d'eau portés maintenant aux tableaux descriptifs (1) ne seraient plus soumis à l'avenir à la loi de police.

En résumé, la rédaction proposée précise la définition du cours d'eau soumis à réglementation mais signale immédiatement aussi que la définition donnée permet d'ordonner les dérogations imposées par l'infinie variété des circonstances locales,

35. Votre section centrale s'est ralliée à la proposition déposée par son rapporteur.

Elle a donc amendé le texte de l'article 1 du projet de loi.

Elle vous propose le vote du texte amendé

36. Ce qui précède démontre qu'il faudra, à l'avenir, abandonner la définition traditionnelle du cours d'eau :

« On appelle, enseignent les *Pandectes Belges* (2), eaux courantes, ou cours d'eau, les eaux qui se sont creusé un lit dans lequel elles coulent par suite de la déclivité naturelle du sol ; ces eaux forment ainsi des ruisseaux ; les ruisseaux augmentent de volume par leur réunion et forment des rivières qui finissent par se diriger vers la mer. »

La loi de 1877 régissait les ruisseaux qui étaient portés aux tableaux descriptifs.

Les ruisseaux dont le lit aura été creusé par la main de l'homme pourront, dans les conditions décrites au § 103 du rapport, être, à l'avenir, assujetties au régime établi par le projet qui vous est soumis (3).

ART. 2.

Classement des cours d'eau.

37. Le Gouvernement vous propose le vote du texte suivant : « Les tronçons de cours d'eau, situés en aval du point où le bassin hydrographique a une superficie de 3,000 hectares au moins, sont classés par les soins de la Députation permanente du Conseil provincial comme cours d'eau de la première catégorie.

(1) Voir paragraphe 43 du rapport.

(2) *Idem*, Vbo *Eaux courantes*, nos 12, 13, 14, 291 et suivants.

(3) Bien des contestations se pourront plus s'élever.

Voici une de celles qui donna lieu à longues discussions :

Le Conseil des mines, siégeant comme comité de législation, consulté par le Gouvernement sur la validité de l'appel décrit à la note 1 du § 4, a dû examiner si une voie d'écoulement, qualifiée de fossé par M. du Roy de Blicquy, pouvait être dénommée cours d'eau. Le Conseil constate que la loi de 1877 ne définit pas le cours d'eau. Il déclare que « le cours est le mouvement de quelque chose de liquide et que ce mot a été, sans la pratique, appliqué à l'étendue que parcourt l'eau en suivant les voies naturelles. Il en conclut » : Il n'est pas nécessaire que l'eau prenne son origine dans une source proprement dite. Tout écoulement d'eau, quelle que soit la cause de son accumulation ou de sa mise en mouvement peut donner naissance à un cours d'eau. Il en sera particulièrement ainsi des fossés d'assèchement de certains terres ou de prairies humides. La question est une question de fait qui ne peut être décidée souverainement que par le pouvoir judiciaire appelé à juger des contestations.

La Députation permanente peut classer aussi dans la première catégorie les tronçons de cours d'eau :

- » 1° Qui sont établis dans un but autre que l'amélioration du régime des eaux naturelles, même si le bassin hydrographique n'atteint pas 200 hectares;
 - » 2° Dont les eaux sont polluées par des eaux d'égout ou par des eaux résiduaires d'établissements industriels;
 - » 3° Qui sont influencés par un barrage de retenue.
- » Les cours d'eau ou les tronçons de cours d'eau qui ne figurent pas sur la liste arrêtée par la Députation permanente, appartiennent à la seconde catégorie.
- » La Députation permanente est compétente pour décider qu'un cours d'eau passe d'une catégorie à l'autre. »

38. La classification, d'après leur importance, des cours d'eau ou des tronçons de cours d'eau, inconnue dans la loi de 1877 ⁽¹⁾, est proposée dans un double but :

Elle permettrait d'exonérer les propriétaires riverains d'une partie de la charge résultant des travaux de curage et d'entretien qu'ils supportent exclusivement aujourd'hui.

Adoptée, elle généraliserait une pratique suivie dans le Brabant où les travaux d'entretien des cours d'eau importants sont exécutés d'office, sans le concours des riverains ⁽²⁾.

39. La nécessité d'une classification n'est pas discutée.

Il n'est pas possible de soumettre à un même régime des rivières qui ont parfois 20 mètres de largeur et de simples filets d'eau ⁽³⁾; des cours d'eau charriant des sables et ceux qui restent limpides ou qui ne sont jamais obstrués d'herbages ⁽⁴⁾; les cours d'eau qui reçoivent des eaux naturelles et ceux qui

(1) Un classement des cours d'eau n'a pas été expressément envisagé en 1877. Cependant, quand on lit attentivement le rapport de M. de Zérézo de Tejada (*Doc. cité*, p. 98, col. 1), il doit y avoir été fait allusion au cours des discussions soulevées par l'examen du projet de loi en section centrale.

(2) L'article 1^{er} du règlement du 10 juillet 1893, approuvé par arrêté royal du 26 novembre suivant, décide : « Les cours d'eau, qui figurent aux tableaux descriptifs, sont classés en deux catégories. La liste des cours d'eau ou section de cours d'eau de la première classe est arrêtée par la Députation permanente. Elle comprend notamment les cours d'eau ou sections dont la largeur légale est égale ou supérieure à 3 mètres; les cours d'eau ou sections sur lesquels sont établis des barrages de retenue; les cours d'eau ou sections dans lesquels se déversent les eaux résiduaires d'établissements industriels ou le produit d'égouts des agglomérations populaires. Les cours d'eau ou affluents directs, ne figurant pas sur la liste, appartiennent à la deuxième classe. » L'article 3 décide qu'il est procédé au curage des cours d'eau de la première classe, soit en régie, soit par voie d'adjudication publique, par les soins des Administrations communales, sous la direction des commissaires voyers. L'article 13 décide que les cours d'eau de la seconde classe sont annuellement curés par les soins des propriétaires riverains.

(3) Par exemple, dans le Brabant : la Senne, le Molenbeek, la Woluwé, le Maelbeek, la Dyle (en partie) et le Demer (en partie); dans le Hainaut : l'Espierre et la Haine; dans le Limbourg : le Demer.

(4) Il ne faut pas oublier qu'à la suite d'orages, des cendres, des sables, des pierres, etc., enlevées le long des terres et des chemins, sont, par les ruisseaux et les fossés, transportés au loin dans les cours d'eau.

reçoivent des matières polluées ou qui ont été, en fait, transformés en égouts collecteurs ⁽¹⁾.

40. Le Gouvernement et les auteurs des propositions de loi déposées sur le bureau de votre assemblée sont également d'accord pour admettre que les cours d'eau soient, suivant leur importance, classées en deux catégories.

Mais les discussions commencent quand il faut arrêter les bases de la classification d'office dans la première catégorie.

Deux systèmes s'affrontent.

41. Les auteurs des propositions de loi suggèrent de décider : « Les cours d'eau ou les tronçons de cours d'eau dont la largeur légale est supérieure à trois mètres, ceux situés en aval du point où le bassin hydrographique a une superficie de 2,000 hectares au moins, sont classés par les soins de la Députation permanente du Conseil provincial comme cours d'eau de la première catégorie ».

42. MM. Van den Eynde et ses collègues veulent obtenir une classification rapide et qui n'impose pas de charges aux pouvoirs publics.

Or, les tableaux descriptifs des cours d'eau fournissent tous les éléments des décisions qui doivent intervenir : ces documents, déposés aux greffes des Gouvernements provinciaux ⁽²⁾, renseignent la direction de chaque cours d'eau, sa largeur, sa profondeur ⁽³⁾. La confection de documents ne sera requise que dans les cas, assez rares, où il faudra, soit soumettre à la loi un cours d'eau qui n'a pas encore été porté aux tableaux descriptifs, soit établir qu'un cours d'eau dont la largeur n'atteint pas trois mètres, dessert un bassin hydrographique s'étendant sur plus de 2,000 hectares.

La superficie du bassin a été fixée à 2,000 hectares parce que les cours d'eau desservant un territoire aussi étendu offrent un intérêt général.

43. Le Gouvernement propose de décider que le classement sera en principe exclusivement basé sur la superficie du bassin.

Il réduit encore la portée de sa proposition en établissant cette superficie à 3,000 hectares.

Pour justifier sa proposition il écrit : « Leur largeur (des cours d'eau) est très variable suivant la nature du terrain et le régime des eaux. Cette largeur n'est proportionnelle à l'importance des cours d'eau que pour des conditions géologiques et hydrologiques analogues.

» L'étendue du bassin hydrographique est une base plus scientifique. Le Département a adopté le chiffre de 3,000 hectares qui, pour certains terrains de la basse Belgique, correspond aux cours d'eau de 3 mètres de largeur, au niveau de l'eau ⁽⁴⁾. »

Le Gouvernement ajoute, dans une note communiquée à votre rapporteur, qu'il ne faut pas trop aisément exonérer les riverains des charges traditionnelles qui pèsent sur leurs propriétés. On oublie trop facilement, dit-il, que les fonds

(1) Parmi les plus connus : la Senne, l'Espierre et la Haine.

(2) Article 13 de la loi de 1877.

(3) Article 2 de la loi de 1877.

(4) Exposé des motifs du projet de loi n° 279 de la session 1923-1924.

inférieurs sont, par l'article 640 du Code civil, assujettis à recevoir les eaux qui découlent naturellement des fonds plus élevés.

44. Il a été difficile à votre rapporteur de trouver les renseignements lui permettant de vous indiquer avec précision le nombre des cours d'eau qui seraient classés d'office dans la première catégorie, par application du système proposé soit par l'État, soit par MM. Van den Eynde et consorts ⁽¹⁾.

Le Gouvernement a averti votre rapporteur qu'il a déjà fait délimiter et calculer les bassins hydrographiques de 3,000 hectares en se basant sur les cartes de l'Etat-Major.

Il lui a communiqué les résultats déjà obtenus.

Ces résultats sont publiés en annexe au rapport.

Si le nombre des cours d'eau à inscrire d'office paraît dans tous les cas devoir être relativement peu élevé, il faut se rappeler ici que la Députation permanente peut classer dans la première catégorie certains cours d'eau inscrits dans la seconde. Ainsi, la possibilité du déclassement existe dès qu'un cours d'eau est pollué par des eaux résiduaires; dès que son écoulement est influencé par un barrage. Or, depuis la guerre, le régime naturel de la plupart des cours d'eau a été altéré mais les Députations permanentes appliquant la loi depuis près d'un demi-siècle, saisies par les riverains de réclamations contre les usagers à l'occasion de curages, possèdent une documentation importante qui leur dictera les décisions opportunes ⁽²⁾.

45. Votre section centrale a décidé d'adopter en principe le système défendu par M. Van den Eynde.

Mais elle a donné une rédaction nouvelle au texte proposé par notre collègue.

(1) La longueur des cours d'eau qui sont inscrits aux tableaux descriptifs est de :

4,096 km.	dans la prov. d'Anvers,	le territoire de la prov.	occupant	283,157 ha.
2,231	id.	du Brabant	id.	id.
4,363 km.	dans la Fl. Occidentale	id.	id.	328,296 ha.
3,398	id.	Fl. Orientale	id.	id.
2,933 km.	dans la prov. du Hainaut	id.	id.	323,395 ha.
821	id.	de Liège	id.	id.
2,501	id.	de Limbourg	id.	300,027 ha.
2,036	id.	de Luxembourg	id.	id.
1,073	id.	de Namur	id.	id.
				372,165 ha.
				289,814 ha.
				240,766 ha.
				441,812 ha.
				366,025 ha.

Exposé de la situation du royaume de 1876 à 1900 par la Commission centrale de Statistique. Bruxelles, 1907, t. I, p. 19. Annuaire statistique de la Belgique, t. 50 (1924-1925) p. 5.

Votre rapporteur a obtenu communication d'un document publié par M. Van den Driesche, ingénieur provincial de la Flandre occidentale, dans le Bulletin pour 1927 des *Annales de l'Union des Ingénieurs sortis des écoles spéciales de Louvain*. Ce document lui a permis de constater que dans les environs de Courtrai, sur les 244 kilomètres des 107 cours d'eau desservant 20 communes dont le territoire s'étend sur 17,394 hectares, 39 kilomètres ont une largeur égale ou supérieure à 3 mètres, ce qui amènerait l'inscription d'office de 13 cours d'eau. Le bassin de chacun des 96 autres cours d'eau n'a pas une superficie de 2,000 hectares. La superficie du bassin de 77 cours d'eau n'atteint même pas 200 hectares.

(2) L'article 16 de la loi de 1877 confère aux riverains de droit d'interjeter appel auprès des Députations permanentes contre les décisions des pouvoirs communaux répartissant les frais d'un curage exécuté.

Il n'est pas douteux que ce texte, quand il est commenté, permet à la Députation permanente d'établir la classification sur deux bases : sur la largeur des cours d'eau ou sur l'étendue du bassin hydrographique. Votre Section Centrale décide d'adopter une rédaction permettant d'abord de conclure, sans devoir recourir à des commentaires, que la Députation permanente a la liberté du choix pour arrêter dans chaque cas déterminé le fait imposant un classement dans la première catégorie.

Elle a aussi voulu préciser le sens des mots « la largeur légale » des cours d'eau. Rien n'était défini. Or, les tableaux descriptifs et leur annexes mentionnent, comme largeur relevée, celles existant en crête, au plafond, au niveau normal des eaux et celles existant d'après les coutumes ou règlements. Votre rapporteur, après avoir conféré avec les services compétents du Ministère de l'Agriculture, a proposé d'adopter comme critérium la largeur existant au plafond parce qu'elle établit le plus exactement l'importance du cours d'eau. Votre Section Centrale a adopté cette proposition.

46. Passons au second alinéa de l'article, c'est-à-dire aux conditions qui permettent aux Députations permanentes d'ordonner un classement dans la première catégorie.

Elles paraissent avoir été bien choisies. Les administrations communales ont souvent témoigné de l'indifférence vis-à-vis des pouvoirs que la loi leur confère, les injustices que l'application de la loi consacre étant flagrantes. Elles étaient incapables d'y remédier parce que des Députations permanentes leur refusaient le droit de procéder au curage à leurs frais, à titre de dépense facultative ⁽¹⁾.

« Le projet, écrit le Gouvernement dans un exposé des motifs qu'il vous a adressé ⁽²⁾ ; permet à la Députation permanente d'assimiler aux grands cours d'eau ceux sur lesquels sont établis des barrages de retenue, ou ceux qui reçoivent des quantités notables d'eaux d'égouts ou d'eaux résiduaires d'établissements industriels...

» Des discussions ont surgi souvent au sujet de l'entretien des dérivations de cours d'eau établis par des administrations publiques, à l'occasion de l'exécution de canaux, routes, chemins de fer, etc. C'est-à-dire dans un but tout différent de l'amélioration des cours d'eau. Le droit pour ces administrations d'exécuter les travaux n'est pas contesté. Mais, il en résulte une indécision au sujet de la compétence de l'administration provinciale et de l'administration communale quant à l'exécution des travaux d'entretien ⁽³⁾.

(1) Voir ci-après § 56 du rapport.

(2) Exposé des motifs du projet de loi n° 279 de la session 1923-1924.

(3) Votre rapporteur croit pouvoir affirmer encore que des conflits se présentent à la limite des cours d'eau non navigables et de celle des autres. Le premier, situé toujours à l'amont, est commandé par l'autre. Or, ce sont les services des ponts et chaussées qui manœuvrent les vannes des écluses qui séparent les deux tronçons et ce sont eux aussi qui peuvent arrêter l'exécution de travaux qui sont jugés indispensables pour arrêter les inondations. Il faudrait que les autorités provinciales et communales ne restassent pas désarmées quand un conflit surgit. Tous ces inconvénients s'aggravent quand l'exécution de travaux ou le fonctionnement d'ouvrages d'art intéresse plusieurs départements. Ainsi, dans la province d'Anvers le Département de la Défense nationale s'occupe aussi du grand Schyn. La découverte des responsabilités dans les cas où les vannes n'ont pas été manœuvrées ou qu'elles l'ont été tardivement, est très difficile, elle est même souvent impossible. Le Parle.

» Une autre difficulté surgit lorsqu'il est question de répartir les frais de ces travaux entre les propriétaires riverains et les usiniers ou autres usagers. Ceux-ci prétendent que ces situations n'ont pas été prévues par la loi du 7 mai 1877 ⁽¹⁾. La solution la plus naturelle consiste à permettre à la Députation permanente de faire supporter, le cas échéant, toute la dépense d'entretien par la province et la commune ⁽²⁾ ».

47. Votre section centrale a décidé d'adopter la rédaction proposée par le Gouvernement, mais aussi de la compléter.

48. La section centrale estime que le pouvoir attribué aux Députations permanentes de classer certains cours d'eau parmi ceux de la première catégorie est trop rigoureusement délimité.

La loi proposée est une loi de police.

Les textes seront donc de stricte interprétation, et ceux des n° 1, 2, 3 du second alinéa de l'article devront être rigoureusement respectés.

Or le curage de petits cours d'eau peut être difficile.

Il faut aussi armer les Députations permanentes en vue de circonstances exceptionnelles dont l'énumération est impossible ⁽³⁾.

Une extension des pouvoirs de ces collèges n'est pas à redouter parce que leurs décisions sont susceptibles d'appel auprès du Roi.

Votre section centrale a décidé l'inscription d'un quatrième paragraphe au second alinéa de l'article 2.

Ce paragraphe est rédigé comme suit : « 4° dont l'importance, la pente ou la configuration rendent le curage difficile ».

49. Votre section centrale a enfin décidé d'adopter les deux derniers alinéas de l'article 2.

Par conséquent, comme vous l'avez vu aux §§ 23 à 36 du présent rapport, les cours d'eau qui reçoivent les eaux naturelles d'un bassin hydrographique dont la superficie atteint 100 hectares seront d'office soumis aux dispositions de police que la loi décrète.

De plus, personne ne le critiquera, des déclassements de cours d'eau seront possibles quand les circonstances l'exigeront.

ment s'est trouvé devant des difficultés analogues quand il a dû étendre les pouvoirs qui sont attribués au gouvernement en matière téléphonique; l'article 3 de la loi du 20 mai 1898 décide : « Notification des projets du travail à exécuter est donnée par lettre recommandée aux autorités provinciales et communales intéressées... lorsque le projet comporte l'établissement de lignes souterraines soit au-dessus, soit au-dessous des ouvrages d'un service provincial ou communal, ou bien lorsque le projet prévoit soit la modification, soit le déplacement d'un de ces ouvrages; il y a présomption d'entente entre les administrations si, dans le délai de vingt jours à partir de la notification, il n'y a pas de réclamation. A défaut d'entente, il est statué par un arrêté royal, signé par le Ministre de l'Intérieur. Il est procédé de même pour les lignes aériennes. » L'utilité de l'insertion d'une disposition analogue dans le projet qui vous est soumis sera examiné ci-après au § 109 du rapport

(1) Lacune de la loi de 1877 dont l'importance est signalée par les autorités provinciales d'Anvers, du Brabant, de la Flandre Orientale.

(2) Comme il est dit à la note 3, voir article 3 ci-après.

(3) Pour l'appréciation de la question soulevée, voir ci-dessus, note au § 43.

50. Les décisions de votre section centrale consignées aux §§ 44, 46, 47, ont arrêté des principes.

Elles ont été suivies d'une étude plus spéciale des particularités du texte et dont voici les résultats.

51. Contrairement à ce qui fut décidé à propos de l'article premier il est permis de porter à l'article 2 de tronçons de cours d'eau.

La classification ne décide pas l'assujettissement d'un cours d'eau à la loi, mais organise l'exécution des travaux de curage et d'entretien.

Cette exécution peut varier de modalité suivant l'importance, la nature ou le régime de la partie du cours d'eau où elle s'établit.

52. Les autres modifications apportées aux premiers textes sont de pure forme, mais ils précisent les décisions adoptées.

53. Votre section centrale vous propose donc finalement le vote du texte suivant :

§ 1. Les cours d'eau sont classés par la Députation permanente du Conseil provincial en deux catégories.

§ 2. Les cours d'eau et les tronçons de cours d'eau qui ne sont pas classés en première catégorie par une décision de la Députation permanente appartiennent à la seconde catégorie.

§ 3. La Députation permanente classera en première catégorie la partie des cours d'eau située en aval du point où l'une des deux conditions suivantes est réalisée : atteindre au plafond une largeur légale de 3 mètres ou desservir un bassin hydrographique de 2,000 hectares au moins.

Elle peut classer aussi dans la première catégorie les cours d'eau, les tronçons de cours d'eau, les rivières, ruisseaux ou fossés d'écoulement, même si leur bassin hydrographique n'atteint pas 100 hectares :

1° Qui sont établis dans un but autre que l'amélioration du régime des eaux naturelles ;

2° Dont les eaux sont polluées par les eaux d'égouts ou par des eaux résiduaires d'établissements industriels ;

3° Qui sont influencés par un barrage de retenue ;

4° Dont l'importance, la pente ou la configuration rendent le curage difficile.

§ 4. La Députation permanente est compétente pour décider qu'un cours d'eau passe d'une catégorie à l'autre.

ART. 3.

Section légale des cours d'eau non inscrits aux tableaux descriptifs.

54. Le Gouvernement et les signataires des propositions de loi vous demandent d'adopter le texte suivant : « La Section légale des cours d'eau, non inscrits aux tableaux descriptifs dressés en exécution de la loi du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables, sera fixée par la Députation permanente en se basant sur les derniers projets d'établissement ou d'amélioration, régulièrement approuvés et réalisés. A défaut de ces documents, la Députation permanente se basera sur la section moyenne au lieu considéré. »

55. « Il est nécessaire, à écrit le Gouvernement, de préciser comment l'autorité compétente fixera, tout au moins, le profil transversal des cours d'eau, profil qu'il convient de rétablir lors de l'exécution des travaux de curage. »

C'est le but de l'article 3 ⁽¹⁾.

56. L'étude de ce texte en a fait paraître les lacunes.

Votre section centrale l'a amendé.

57. Voici l'explication d'un premier amendement.

Deux conceptions différentes, mais qui n'ont pas été nettement exprimées, ont inspiré les auteurs de la proposition de loi et ceux du projet.

Les auteurs de la proposition auraient voulu que les tableaux descriptifs dressés depuis 1877 fussent corrigés, rectifiés et complétés après la promulgation des textes nouveaux. Le texte de l'article 3 auquel ils avaient adhéré réglait un détail de l'instruction précédant l'assujettissement à la loi des cours d'eau que la loi de 1877 ne réglementait pas.

Les auteurs du projet innovaient. Les tableaux descriptifs auraient fourni des renseignements utiles au sujet des cours d'eau qui avaient été soumis à la loi de 1877 et qui auraient été assujettis à la loi nouvelle. Mais à l'avenir « un fait » plus « qu'un titre » aurait donné naissance aux obligations des propriétaires et aux droits des administrations publiques. En s'écartant de la conception de 1877, on ne faisait plus de l'inscription au tableau la condition essentielle de l'assujettissement à la loi, on espérait écarter les inconvénients amenés par les erreurs réelles des tableaux existants et prévenir les erreurs futures puisque le lit d'un cours d'eau peut se déplacer, se rétrécir ou s'élargir.

Votre section centrale ne s'est ralliée ni à l'une ni à l'autre des deux thèses.

Elle a accepté de renoncer à la correction des tableaux descriptifs de 1877. Définitivement arrêtés depuis 1884, il est utile qu'ils demeurent immuables comme ils le sont; ils ont, après enquête extraordinaire, consacré des obligations et conféré des droits, leurs données permettront de rapidement établir les caractéristiques du régime des cours d'eau qui ont été soumis à la loi de 1877 et qui seront assujettis à la loi nouvelle.

Mais elle a voulu aussi qu'un « titre » et pas un « fait » soit la source des obligations et des droits.

Aussi a-t-elle décidé de vous demander d'abord le vote du texte suivant :

« L'autorité provinciale fera dresser des tableaux descriptifs des cours d'eau, en se conformant aux dispositions du chapitre I^{er} de la loi du 7 mai 1877.

» Ces tableaux indiqueront les cours d'eau existants auxquels les dispositions de la présente loi sont applicables.

» Ils seront soumis à revision par les soins de la Députation permanente en ce qui concerne l'inscription ou la radiation des cours d'eau dont la création ou la suppression auront été décidées. »

Pourquoi la section centrale a-t-elle voulu un tableau?

L'inscription d'un chemin à l'atlas des chemins vicinaux, celle d'un cours d'eau aux tableaux descriptifs ne tranche pas et elle ne tranchera pas à l'avenir une

(1) Exposé des motifs du projet de loi n° 279 de la session de 1923-1924.

question de propriété. S'il s'agit d'un chemin vicinal l'inscription a constaté et elle constatera qu'une propriété est grevée d'une servitude de passage au profit du public. S'il s'agit d'un cours d'eau, l'inscription a constaté et elle doit faire constater que l'eau coulant dans un lit déterminé est, quant à son usage, soumise par la loi aux mesures de police, de surveillance, de contrôle et de conservation que l'administration juge convenable d'établir ⁽¹⁾. Par l'inscription les communes possèdent notamment le juste titre qui les met, en vertu de l'article 2265 ⁽²⁾ du Code civil, à l'abri des réclamations des propriétaires riverains.

Le tableau, arrêté administrativement, conservera, comme après 1877 toute sa valeur aussi longtemps qu'il n'a pas été démontré qu'il renferme des indications erronées, quand à la propriété de tel cours d'eau ou aux droits qui en dérivent.

Par l'inscription les communes ont fait constater l'existence d'un droit qu'elles possèdent au nom de la communauté qu'elles représentent. Elles gèrent dès lors la propriété grevée comme leur propre domaine; elles ordonnent les travaux de curage ou d'entretien conformément aux dispositions législatives ou provinciales qui en règlent l'exécution.

Mais leur pouvoir ne s'étend que sur la seule partie de la propriété décrite à l'inscription. Ainsi une commune ne pourrait, sans indemniser les riverains, porter à l'occasion d'un curage un cours d'eau à 3 mètres, alors que le tableau descriptif lui donne une largeur moindre ⁽³⁾.

Le texte proposé par la section centrale sera aisément applicable.

Les cours d'eau inscrits aux tableaux de 1877 et qui restent soumis à la loi nouvelle seront, sans formalités nouvelles, inscrits aux tableaux nouveaux.

Les cours d'eau qui n'ont pas été jusqu'ici soumis à réglementation seront inscrits quand sera close l'enquête établissant les obligations des propriétaires ainsi que les droits des pouvoirs publics.

Les tableaux ne seront plus immuables comme ils l'ont été.

Enfin, l'expérience faite permettra à un arrêté royal d'améliorer le cadre même des tableaux.

58. Passons au second amendement proposé par votre section centrale.

Comme vous l'avez vu aux articles 1 et 2, l'assujettissement d'un cours d'eau à la loi et son classement dépendent de l'étendue du bassin hydrographique.

Il est impossible de ne pas définir l'autorité qui arrêtera les limites des bas-

⁽¹⁾ Voir note 1 au § 17 du rapport.

⁽²⁾ L'article 2265 du Code civil décide : « Celui qui acquiert de bonne foi et par juste titre un immeuble en prescrit la propriété par dix ans, si le véritable propriétaire habite dans le ressort de la Cour d'appel dans l'étendue de laquelle l'immeuble est situé; et, par vingt ans, s'il est domicilié hors du dit ressort. » L'article 40 de la loi du 10 avril 1841 décide : « L'ordonnance de la Députation permanente, qui arrête définitivement le plan (d'un chemin vicinal), ne fait aucun préjudice aux réclamations de propriété ni aux droits qui en dérivent. Elle servira de titre pour la prescription de dix et de vingt ans. »

L'article 9 de la loi de 1877, qui n'est pas abrogé par les textes qui vous sont soumis, décide, à l'alinéa 2, que les arrêtés royaux, approuvant définitivement les tableaux descriptifs des cours d'eau, ne font « aucun préjudice aux réclamations de propriété ni aux droits qui en dérivent ».

Pour le commentaire de ce dernier article, DE ROBIANO, *ouvrage cité*, pp. 40-41; GIRON, *Dictionnaire*, t. I, p. 264, col. 2; *Pandectes belges*, Vbo *Eaux courantes*, *passim*.

⁽³⁾ *Pandectes Belges*, Vbo *Curage*, n° III et *Revue communale*, 1891, p. 340.

sins hydrographiques ainsi que le point initial où les cours d'eau prendront leur origine légale.

La section centrale propose de conférer les pouvoirs requis aux Députations permanentes.

Des difficultés ne sont pas à prévoir.

Le point initial où les cours d'eau inscrits au tableau descriptif de 1877 prennent leur origine légale, est connu. Les cartes de l'Etat-major permettent de vérifier s'ils desservent un bassin hydrographique de plus de 100 hectares.

Le bassin hydrographique des cours d'eau desservant plus de 3,000 hectares a déjà été déterminé par le gouvernement.

Le bassin et le point initial des cours d'eau à créer, seront fixés par l'autorisation qui permettra de les creuser.

Les études ne seront exigées que dans les cas où il faudra s'occuper de cours d'eau oubliés en 1877; pour eux seuls recommencera le travail entrepris en 1877.

Votre section centrale vous propose de décider que :

« La Députation permanente fera indiquer, à ces tableaux descriptifs, les limites du bassin hydrographique de chaque cours d'eau ainsi que le point initial où celui-ci prend son origine légale. »

59. Votre section centrale vous propose d'accepter l'article 3 tel qu'il a été amendé par elle.

CHAPITRE II.

Travaux ordinaires de curage, d'entretien et de réparation.

PREMIERE DIVISION.

Principes généraux.

60. Les textes proposés consacrent la définition qui a été donnée du curage en 1877, mais ils modifient profondément des principes fondamentaux de la loi de 1877 ⁽¹⁾. Celle-ci admettait que le curage fut effectué soit par les riverains, soit, s'il y avait lieu de le faire, avec leurs concours. Mais les frais du curage incombait toujours, en principe, aux riverains. Les usiniers ou autres usagers intervenaient exceptionnellement.

61. La section centrale de 1877 voulait laisser aux riverains le soin d'opérer le curage, les autorités administratives ne devant intervenir que dans les cas où les riverains ne rempliraient pas ou rempliraient mal leur devoir ⁽²⁾. S'associant

⁽¹⁾ Dans son rapport, M. de Zérézo de Tejada écrivait : « Le curage d'un cours d'eau comprend tous les travaux nécessaires pour maintenir le cours d'eau dans un bon état, c'est-à-dire, l'enlèvement de la vase, des graviers et déblais occasionnés par le courant, ainsi que des herbages et roseaux qui viennent y croître; l'entretien convenable des berges, de telle sorte que les éboulements ne soient pas à redouter. »

⁽²⁾ Voir ci-dessus § 5 du rapport. En 1877 la section centrale écartait surtout le curage d'office parce qu'il avait pour conséquence immédiate l'intrusion forcée dans les jardins, enclos et parcs de bandes d'ouvriers qui s'y seraient installés de par la loi et qui, fort de leur mission, auraient dédaigné les recommandations ou observations qu'on aurait à leur faire. Ce serait une espèce de violation vexatoire du domicile. (Rapport cité de M. de Zérézo de Tejada, pp. 97 à 99.)

aux critiques formulées par les Députations permanentes ⁽¹⁾ qui, jugeant l'intervention des riverains néfaste et demandaient l'exécution d'office des travaux, des membres éminents de la Chambre ⁽²⁾ ajoutèrent que la loi de 1841 avait produit des résultats, doté le pays d'un réseau de routes bien entretenues, parce que le concours des riverains avait été repoussé. Le Parlement se ralliant à un système transactionnel présenté par le Gouvernement, admit le concours des riverains s'il y avait lieu de le faire ⁽³⁾.

L'expérience a démontré que le concours des riverains rendait l'application de la loi de 1877 difficile ⁽⁴⁾.

62. En 1877, les frais du curage furent exclusivement imposés aux riverains en vertu du principe que les charges incombent à ceux qui jouissent des bénéfices ⁽⁵⁾.

« Or, comme l'écrivait M. Van den Eynde dans les développements de la proposition de loi déposée en 1921 ⁽⁶⁾, les avantages qui avaient été énumérés en 1877, auxquels il faut joindre des irrigations, s'ils existent encore, ne compensent plus les inconvénients et les dégâts auxquels les riverains sont exposés : inondations, ravinements, détériorations des rives, empiètement des eaux. »

Plus que jamais la hausse des salaires peut aboutir à ce résultat : que les frais du curage dépassent le revenu produit par une propriété de faible profondeur mais longeant un cours d'eau sur un long parcours.

La loi de 1877, appliquée dans son texte et dans son esprit, interdit aux communes de répartir uniformément la dépense entre les riverains suivant la longueur de rive de leurs propriétés le long des cours d'eau. Le Conseil communal doit fixer la part de chaque propriétaire, usinier ou usager, en égard au degré de son intérêt et à la détérioration qu'ils ont causée ⁽⁷⁾. Mais les critiques adressées à la loi subsistent et il faut ajouter qu'elles aggravent l'obligation imposée aux propriétaires par l'article 644 du code civil : ceux dont les terrains

(1) Celles de Liège et du Luxembourg.

(2) MM. Tesch, Dohet, Thonissen, notamment

(3) DE ROBIANO, *ouvrage cité*, pp. 47-51.

(4) Voir ci-dessus, § 6 du rapport

Il faut ajouter que les limites du droit d'exécution d'office attribué par l'article 15 de la loi de 1877 aux administrations communales sont discutées. La Députation permanente de la province d'Anvers soutient que l'administration communale pouvait se borner à notifier aux intéressés qu'un travail serait commencé à une date indiquée. Une équipe de travailleurs communaux, remontant un cours d'eau, pourrait vérifier si l'exécution du travail par les riverains était parfaite. Si un riverain avait satisfait à ses obligations, l'équipe reprenait plus haut; le travail n'était-il pas accompli ou l'était-il insuffisamment, l'équipe agissait en tout et pour le tout d'office.

(5) Voir ci-dessus, § 7 du rapport.

Dans son rapport M. de Zérézo de Téjada, écrivait : « L'article 644, § 2, du Code civil permet à ceux dont la propriété longe un cours d'eau d'en user dans l'intervalle qu'elle parcourt. De plus, une loi confère aux mêmes personnes le droit de pêche. Enfin le devoir dont il s'agit résulte encore pour les riverains de la prescription de l'article 640 du code civil, qu'oblige les propriétaires supérieurs à transmettre les eaux qui sont en dessous. »

(6) Voir développements de la proposition de loi n° 110 de la session de 1920-1921.

(7) Voir, *Revue communale*, 1886, p. 309; 1888, p. 290.

sont asséchés par un cours d'eau inscrit à l'atlas ne supportent pas les charges que les riverains supportent seuls ⁽¹⁾.

63. Le Gouvernement et les auteurs des propositions de loi admettent que le curage des cours d'eau de la première catégorie sera exécuté d'office; que le concours des riverains peut, en principe, être admis pour ceux de la seconde ⁽²⁾.

64. Le Gouvernement et les auteurs des propositions de loi admettent aussi que les pouvoirs publics assument une part des frais du curage.

Mais le Gouvernement, se séparant des auteurs des propositions, n'admet pas une intervention de l'État.

65. Le principe de l'intervention des pouvoirs publics, — peu importe l'extension qu'on lui donnera — paraît se justifier parce que l'application des mesures de police inscrites dans la loi, procure à la collectivité des bénéfices dont les riverains supportent la charge, sans pouvoir encore jouir des avantages existant jadis.

Les pouvoirs publics interviennent d'ailleurs dans les frais d'entretien de la voirie vicinale ⁽³⁾.

SECONDE DIVISION.

Examen des articles du chapitre II.

ART. 4.

Curage des cours d'eau de la première catégorie, répartition des frais.

66. Le Gouvernement vous propose le vote du texte suivant : « Les travaux de curage, d'entretien et de réparation, à faire aux cours d'eau de la première catégorie et à leurs dépendances, sont exécutés annuellement par les soins de l'administration communale aux époques fixées par la Députation permanente. »

» La Province prête à cet effet le concours technique des commissaires voyers ou d'autres agents spéciaux nommés par l'autorité provinciale, le tout en se conformant au règlement provincial sur les cours d'eau.

» Les frais occasionnés par ces travaux seront supportés pour un tiers par la Province, pour un tiers par la commune et répartis par cette dernière pour un tiers entre les riverains, les propriétaires intéressés, les usiniers et les autres usagers ⁽⁴⁾. »

(1) Abus sur lequel les autorités provinciales d'Auvergne et de la Flandre Orientale insistent particulièrement.

(2) Pour l'évolution des idées à ce sujet, voir §§ 11 à 13 du rapport.

(3) Il est intéressant de remarquer qu'en 1877 M. de Zérézo de Tejada voulait faire inscrire dans le texte même de la loi que les pouvoirs publics pourraient subsidier l'exécution des travaux. Voulait-il, en présentant l'amendement qui traduisait sa pensée, atténuer la rigueur du principe de l'obligation exclusive du riverain que la loi consacrait? Cela n'est pas clair. L'amendement fut retiré après la déclaration faite par M. Delcour, Ministre de l'Intérieur, que les principes adoptés n'interdisaient pas l'octroi de subsides. Session de 1876-1877; Chambre des Représentants; *Annales*, p. 290.

(4) Dans l'Exposé des Motifs du projet de loi n° 279 de la session 1923-1924, le Gouvernement écrit : « Comme le projet de MM. van den Eynde et consorts, ce nouveau projet

67. Le système défendu par les auteurs des propositions de la loi diffère de celui du gouvernement parce qu'il : — mettait le premier tiers de la dépense à la charge de l'État et de la Province; faisait intervenir dans le dernier tiers les seuls propriétaires intéressés, les usiniers et les autres usagers, sans mentionner expressément les riverains.

68. L'État décline son intervention en alléguant : « On ne voit pas bien la raison pour laquelle, de manière permanente, l'État aurait à assumer une partie du coût des travaux d'entretien. Le but poursuivi n'est sans doute pas de faire supporter par un budget plutôt que par un autre, une catégorie de dépenses. »

Il semble plus logique de mettre une partie de la dépense à charge des autorités qui interviennent pour ordonner les travaux ⁽¹⁾. »

Dans une note communiquée à votre rapporteur, le Gouvernement affirme que l'intervention de l'État dans les frais du curage des cours d'eau dont le bassin dépasse 3,000 hectares, exigera une dépense annuelle de un million au moins.

69. Les provinces, opposées à l'inscription d'un article nouveau sur la liste déjà longue de leurs dépenses obligatoires, repoussent en principe le projet et allèguent en outre la pénurie des ressources ⁽²⁾.

inaugure des régimes différents pour les cours d'eau importants et pour les petits cours d'eau.

S'il est vrai que l'entretien des rivières importantes se prête à un travail d'ensemble, exécuté par les soins d'une autorité publique et dirigé par des techniciens compétents, on doit admettre que pour les petits cours d'eau le curage peut être effectué par petits tronçons et par les soins des riverains. Il y a lieu de tenir compte des frais généraux et du rendement des ouvriers.

Pour les grands cours d'eau le travail d'entretien est concentré sur un espace restreint qui se prête à une surveillance effective; tandis que le grand développement des petits cours d'eau entraîne des déplacements improductifs et des frais de direction et de surveillance très élevés par rapport au coût des travaux, lorsque ceux-ci font l'objet d'une entreprise globale.

Les frais d'entretien des grands cours d'eau sont, de par la nature des choses, très élevés et en maintes circonstances supérieurs au revenu des parcelles riveraines. D'autre part, les grandes vallées sont les plus larges et souvent les parcelles riveraines des cours d'eau se trouvent à un niveau sensiblement supérieur à celui des autres terres de la basse vallée, de sorte que les parcelles qui ont le moins d'intérêt au bon entretien du cours d'eau dans le régime actuel en supportent toute la charge. Si nous considérons en outre que les grands cours d'eau ont le moins de pente, et qu'un relèvement du plan d'eau peut y faire sentir ses effets à une assez grande distance, rendre de grandes étendues de terrain humides et exercer une influence défavorable sur le climat, nous devons conclure que les frais d'entretien de ces cours d'eau doivent être répartis entre tous les propriétaires des vallées basses.

La situation est autre dans les petites vallées, les frais d'entretien sont peu importants, les parcelles riveraines occupent souvent toute la vallée basse et les conséquences d'un manque de curage ne s'étendent pas au-delà de ces parcelles. Dans ce cas l'intervention des propriétaires autres que les riverains n'est, en général, pas justifiée et il ne serait pas logique d'imposer une part de la dépense aux communes.

Pour les petits cours d'eau, il y a donc lieu de se rallier au système d'entretien préconisé par MM. Van den Eynde et consorts, sauf exceptions pour les tronçons de petits cours d'eau qui seraient améliorés ou établis pour faciliter l'assèchement de terrains situés en amont.

(1) Exposé des motifs du projet de loi, n° 279, de la session de 1923-1924.

(2) L'Administration provinciale du Brabant soutient qu'un tiers de la dépense, mis à la charge exclusive de la Province, amènerait annuellement l'inscription au Budget du Brabant d'une somme de 450,000 francs.

70. Les auteurs des propositions de loi ont maintenu leur système en faisant remarquer : « De même que l'État et la province interviennent dans la répartition des frais d'entretien des chemins vicinaux, nous estimons plus juste et plus équitable, qu'ils interviennent tous les deux aussi dans la répartition des frais d'entretien des cours d'eau de la première catégorie ⁽¹⁾ ».

Ils ajoutent : « les curages ne sont plus possibles sans l'intervention des pouvoirs publics. Ces derniers verront d'ailleurs augmenter leurs ressources du fait de la plus value acquise par les propriétés et du fait de l'augmentation des rendements grâce au meilleur entretien des cours d'eau. »

71. Votre section centrale a admis sans discussion que des propriétaires non riverains mais dont les terres pâtiraient d'un entretien défectueux des cours d'eau devraient intervenir dans les frais de curage.

72. Après longue discussion elle a repoussé l'intervention de l'État.

Une décision d'une Députation permanente, pouvoir subordonné, ne peut lier l'État.

L'intervention de l'État imposerait l'organisation de services contrôlant l'emploi des fonds de l'État. De là, source nouvelle de dépenses et occasions nombreuses de conflits entre ces services et les services techniques provinciaux ou communaux.

Votre section centrale, estimant que l'octroi facultatif par l'État de subsides pour l'exécution de travaux à la voirie vicinale a donné de merveilleux résultats, s'est transactionnellement ralliée à un amendement prévoyant pour les cours d'eau l'instauration d'un régime analogue.

73. Votre section a donc décidé de modifier comme suit le texte du second alinéa de l'article 4 :

Les frais occasionnés par ces travaux, sont supportés sous réserve de ce qui est prévu à l'article suivant, pour un tiers par la province, pour un tiers par la commune et répartis par cette dernière pour un tiers entre les riverains et les propriétaires de terrains dont l'assèchement serait défavorablement influencé par un entretien défectueux des cours d'eau.

Si une partie des frais est couverte par des subsides alloués par l'État, le restant de ces frais sera seul réparti conformément à ce qui précède.

74. Les communes accompliront difficilement à l'avenir, la répartition qui leur est confiée par cet article et par d'autres articles du projet de loi.

L'administration des finances a retiré le double du cadastre qui était déposé auprès des administrations communales.

Celles-ci devront, avant chaque curage, demander à la direction du cadastre les mutations des propriétés qui se sont produites.

D'où écritures multiples.

Votre section centrale émet formellement le vœu que le double du cadastre soit, comme par le passé, déposé dans les maisons communales.

(1) Développements de la proposition de loi, n° 134, de la session de 1925-1926.

ART. 5.

Répartition des frais de curage des cours d'eau dont le régime est anormal.

75. Le Gouvernement précisant la rédaction suggérée par les auteurs des propositions de loi, demande le vote du texte suivant :

« La députation permanente peut ordonner que les frais occasionnés par les travaux d'entretien d'un cours d'eau classé dans la première catégorie, établi dans un but autre que l'amélioration du régime des eaux, seront supportés moitié par la province et moitié par la commune, à moins que des conventions particulières en disposent autrement.

» Pour les tronçons des cours d'eau pollués ou dont le régime est influencé par des retenues d'eau, classés dans la première catégorie, ainsi qu'il est dit dans l'article 2, l'administration communale du lieu fixe la part d'intervention dans les frais d'entretien, des particuliers, communes ou établissements publics qui utilisent les décharges ou les retenues d'eau, en tenant compte de la détérioration qu'ils ont occasionnée, et le cas échéant, en se conformant aux conventions particulières.

» Si des décharges ou retenues d'eau sont situées sur le territoire d'une autre commune, la fixation de la part d'intervention incombe à la Députation permanente.

» Le restant de ces frais est réparti conformément à l'article 4 de la présente loi. »

76. La portée du texte a été exposée aux §§ 44 à 47 du rapport.

77. Votre section centrale vous propose l'adoption d'un texte amendé dans le seul but de préciser la rédaction et de supprimer la contradiction qui paraissait exister entre les dispositions du premier et du dernier alinéa de l'article.

ART. 6.

Curage des cours d'eau de la seconde catégorie. Répartition des frais.

78. Le Gouvernement, précisant la rédaction suggérée par les auteurs des propositions de loi ⁽¹⁾, demande le vote du texte suivant : « Les travaux d'entretien des voies d'écoulement classées dans la seconde catégorie seront exécutés annuellement par les soins des riverains, aux époques fixées par l'administration communale; au cas où ceux-ci refuseraient de se conformer aux ordres donnés par l'administration communale, celle-ci fait exécuter les travaux d'office.

» Dans ce cas, les frais sont répartis entre les propriétaires riverains par le Conseil communal, en tenant compte de l'importance du travail effectué dans la partie du lit contigu à leur propriété.

» Dans le cas où un cours d'eau de la seconde catégorie serait amélioré ou créé non dans l'intérêt des propriétaires des parcelles contigües, mais dans le

(1) La proposition de loi ne précisait pas aussi nettement à l'alinéa 2 l'usage que les communes ou les établissements publics devaient faire d'un cours d'eau transféré de classe. Elle prévoyait que l'intervention des riverains serait calculée eu égard au degré de leur intérêt respectif et en tenant compte de la dégradation qu'ils ont occasionnée.

but de faciliter l'évacuation des eaux de terrains situés vers l'amont, le Conseil communal pourra décider que les travaux d'entretien seront exécutés par les soins de l'administration communale.

» Dans ce cas, les frais sont répartis entre les propriétaires intéressés, au prorata de leurs intérêts respectifs. »

79. L'examen de l'article a suggéré diverses observations.

80. Sous le régime qui est en vigueur la Députation permanente fixe, pour chaque localité les époques auxquelles les travaux devront être commencés et terminés ⁽¹⁾.

Les autorités communales décideraient seules à l'avenir la date du curage ⁽²⁾.

L'influence des intérêts privés pouvant amener l'inertie des autorités communales, on a demandé que l'époque du curage soit encore fixée à l'avenir par les Députations permanentes agissant, comme par le passé, en accord avec les communes et avec les services techniques provinciaux ⁽³⁾.

81. Votre section centrale a décidé que l'époque du curage sera fixée par l'autorité communale. Son inertie n'est plus autant à redouter; les pouvoirs de l'autorité supérieure sont renforcés ⁽⁴⁾.

Il est d'ailleurs préférable qu'une autorité locale arrête la date d'un travail dont l'intérêt est surtout local.

82. Sous le régime qui est en vigueur, le concours des riverains dans l'exécution des travaux est accueilli s'il y a lieu de le faire ⁽¹⁾.

A l'avenir le curage d'office ne pourrait être ordonné que dans des cas déterminés.

Deux observations révélant des tendances diamétralement opposées ont été présentées.

Constatant l'infinie variété du régime des cours d'eau, des membres ont défendu le retour aux principes de la loi de 1877 : les administrations communales ne seraient pas liées par un texte formel; elles décideraient comme jadis, que le concours des riverains serait admis s'il y avait lieu de l'accueillir. Elles pourraient, envisageant les seuls intérêts de la collectivité, librement décider l'exécution d'office des travaux quand l'intervention des riverains serait plus nuisible qu'utile.

(1) En 1877, des pouvoirs furent attribués à la Députation permanente afin d'assurer l'exécution de la loi. Mais la consultation des autorités locales fut vivement attaquée : on lui reprochait de compliquer l'instruction des ordonnances. Elle fut maintenue, parce que les autorités communales pouvaient seules indiquer ce qui permettait l'exécution du travail à une époque déterminée (DE ROBILANT, *ouvrage cité*, pp. 55-57).

(2) Les inconvénients de l'intervention des Députations permanentes sont indiqués ci-dessus au § 6 du rapport.

(3) La jurisprudence, consacrée par des arrêts de la Cour de cassation, décide, que si une commune néglige d'ordonner un curage et qu'elle cause, par son inertie des dommages aux riverains, les tribunaux ne peuvent la condamner à des dommages et intérêts au profit de ces derniers puisque la faute a été commise dans l'exécution d'une loi de police. La commune agit à titre d'autorité et échappe à toute responsabilité envers les particuliers. *Sic Revue communale*, 1893, pp. 266-268 et, 1893, pp. 254-256.

(4) Voir ci-dessus, § 6 du rapport.

D'autres membres ont, au contraire, préconisé la suppression radicale de l'intervention des riverains. Ceux-ci réduiront toujours les travaux à un strict minimum, insuffisant pour assurer le fonctionnement régulier et complet de la voie d'écoulement. Un curage fait d'office, quoiqu'entraînant l'intervention financière de la commune dans le coût de l'exécution des travaux, procure à la communauté le maximum des avantages fournis par l'assèchement des terres.

83. La majorité des membres de la Commission n'a pas voulu interdire le curage effectué par les particuliers quand l'autorité locale le jugera acceptable.

84. Enfin, sous le régime actuel, les usiniers et les autres usagers doivent, le cas échéant, supporter en partie les frais de curage, etc. des cours d'eau peu importants ⁽¹⁾.

L'alinéa I de l'article proposé ne prévoit qu'une répartition des frais entre les propriétaires riverains.

Il est probable, qu'à l'avenir les cours d'eau peu importants et dont le régime naturel est modifié, ne seront pas tous transférés de la seconde dans la première catégorie. Il faut dès lors prévoir les conséquences de leur utilisation par d'autres intéressés que les propriétaires riverains. Par conséquent une correction du texte proposé se justifie.

Votre section centrale a décidé d'accueillir également cette dernière suggestion.

85. Votre section centrale a voulu tenir compte de toutes les propositions fondées qui lui ont été présentées.

Elle vous propose donc d'adopter le texte suivant :

ART. 6.

§ 1. — Les travaux d'entretien des voies d'écoulement, classées dans la seconde catégorie, sont exécutés annuellement par les soins des riverains aux époques fixées par l'Administration communale et sous la direction de celle-ci; au cas où un riverain refuserait de se conformer aux ordres donnés par l'Administration communale, celle-ci fait exécuter d'office les travaux incombant au riverain.

Le Conseil communal peut décider l'exécution d'office des travaux d'entretien sur toute l'étendue du cours d'eau.

§ 2. — Les frais des travaux exécutés d'office sont répartis par le Conseil communal entre les propriétaires riverains *au prorata* de l'importance du travail effectué dans la partie du dit contigue à leur propriété et, le cas échéant, entre les usiniers ou autres usagers *au prorata* des détériorations qu'ils ont causées.

§ 3. Dans le cas où un cours d'eau de la seconde catégorie serait amélioré ou créé non dans l'intérêt des propriétaires des parcelles contigues, mais dans le but de faciliter l'évacuation des eaux de terrains situés vers l'amont, les travaux annuels seront exécutés par les soins de l'Administration communale sans le concours des riverains.

Dans ce cas le Conseil communal répartira les frais entre les propriétaires, les usiniers ou usagers bénéficiant de l'évacuation des eaux et ce *au prorata* de leur intérêt respectif.

(1) Article 18 de la loi de 1877.

§ 4. Le Conseil communal peut décider que les frais des travaux exécutés d'office seront supportés en entier ou pour partie par le Budget communal, le restant des frais étant réparti conformément aux §§ 2 et 3 du présent article.

ART. 7.

Obligations imposées aux riverains, etc., par l'usage, les titres ou les conventions.

86. Le Gouvernement et les auteurs des propositions de loi demandent le vote du texte suivant : « Les obligations spéciales imposées soit par l'usage, soit par des titres ou des conventions, sont maintenues et seront exécutées sous la même direction que les travaux de curage, d'entretien et de réparation. Les ponts, digues et autres ouvrages privés sont entretenus et réparés par ceux à qui ils appartiennent; à défaut d'entretien, la Députation permanente peut ordonner la réparation à leurs frais. »

87. Cet article, dont le texte est plus précis que celui qui est inscrit sous les articles 17 et 18 de la loi de 1877, consacre le principe des droits acquis ⁽¹⁾.

88. Votre section centrale vous en propose l'adoption.

ART. 8.

Obligation imposée aux riverains de livrer passage pour l'exécution des travaux et de recevoir des dépôts de produit de curage.

89. Le Gouvernement et les auteurs des propositions de loi demandent le vote du texte suivant : « Les riverains sont tenus de livrer passage aux agents de l'administration, aux ouvriers et aux autres personnes chargées de l'exécution de travaux de curage et d'entretien, de recevoir sur chaque rive le volume des dépôts qui se sont formés dans la moitié du cours d'eau longeant cette rive.

» Néanmoins, dans le cas où ces dépôts seraient la conséquence d'une pollution du cours d'eau classé dans la première catégorie, la Députation permanente pourra ordonner que les rives seront débarrassées des produits du curage par les soins de l'administration communale, en se conformant aux dispositions des articles 4 et 5 de la présente loi. »

Votre section centrale a décidé de vous en proposer le vote.

ART. 9.

*Confection des rôles de répartition des frais, recouvrements.
Pouvoirs spéciaux des Députations permanentes.*

90. Le Gouvernement, complétant par un alinéa 3 le texte déposé par les auteurs des propositions de loi, demande le vote du texte suivant : « L'Administration communale dresse les rôles répartissant les dépenses à charge des particuliers en exécution des articles 4, 5 et 6 de la présente loi, sauf recours

⁽¹⁾ La disposition inscrite dans la loi de 1877 avait pour but d'assurer la bonne exécution des travaux imposés; elle ne modifiait pas l'étendue de cette obligation. *Sic*, Arrêt, Bruxelles, 11 juillet 1893, *Pasic.*, II, p. 74, et Cassation, 29 novembre 1894, *Pasic.*, I, p. 14. La rédaction nouvelle qui est proposée ne modifie pas la portée de l'article.

à la députation permanente dans le délai d'un mois, à dater de la notification de la décision.

» Les cotisations ainsi établies sont mises en recouvrement après que les rôles en ont été rendus exécutoires par la Députation permanente. Elles sont recouvrées conformément aux règles établies pour la perception de l'impôt au profit de l'État.

» Le Gouverneur de la province ou la Députation permanente sont qualifiés pour apprécier si l'Administration communale prend, en temps opportun, les mesures nécessaires pour assurer le bon entretien des cours d'eau. Dans la négative et sans préjudice aux mesures prévues par l'article 88 ⁽¹⁾ de la loi communale, la Députation permanente peut d'office prendre les mesures nécessaires en lieu et place de l'Administration communale. »

91. Les difficultés réelles et fréquentes qui accompagnent le recouvrement des cotisations inscrites aux rôles sont une des causes de l'inertie dont des administrations communales font preuve.

On a demandé que ce recouvrement fut confié aux receveurs de l'État.

Cette intervention fut déjà proposée en 1877 par M. Tesch ⁽²⁾. Elle fut écartée alors parce qu'il s'agit... « de dépenses faites par les administrations locales, à charge des riverains; le recouvrement constitue, en réalité, une recette communale et, par conséquent, il doit être poursuivi par le receveur communal, conformément aux articles 121 et 138 de la loi communale. »

Votre Section centrale décide de ne pas proposer de modification aux principes consacrés par la loi de 1877.

92. Le comité permanent issu de la Commission nationale pour l'intensification de la production agricole a suggéré le texte de l'alinéa 3 ⁽³⁾.

Votre Commission a décidé de vous proposer le vote de cet alinéa, mais d'en faire l'objet d'un article spécial puisque l'objet dont il s'occupe diffère essentiellement de celui qui est traité dans les premiers alinéas.

93. Le texte proposé a donc été amendé par la section centrale.

(1) Après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, le Gouverneur ou la Députation permanente du Conseil provincial peut charger un ou plusieurs commissaires de se transporter sur les lieux, aux frais personnels des autorités communales en retard de satisfaire aux avertissements, à l'effet de recueillir les renseignements ou observations demandés, ou de mettre à exécution les mesures prescrites par les lois et règlements généraux, par les arrêtés et règlements du Conseil provincial ou de la Députation permanente du Conseil provincial.

La rentrée de ces frais sera poursuivie comme en matière de contributions directes, par le receveur de l'État, sur l'exécutoire de la Députation ou du Gouverneur. Dans tous les cas, le recours est ouvert auprès du Gouvernement.

(2) Session de 1876-1877, Chambre des Représentants, *Annales*, p. 482.

(3) « Le Comité précité, dit le Gouvernement (Exposé des motifs du projet de loi, n° 181, de la session de 1925-1926) avait suggéré la constitution de Comités consultatifs, composés de délégués des provinces et des communes, pour préparer les décisions à prendre par le Roi ou par la Députation permanente en cas de désaccord entre diverses autorités communales au sujet des questions d'administration des cours d'eau. Le Ministre de l'Agriculture a estimé inutile d'insérer la disposition dans les textes que vous adopteriez; les autorités supérieures ne doivent pas être liées par un texte précis quand elles font recueillir les informations qui dicteront leurs décisions; l'avis de Comités peut faire utile; il suffit de les recommander sans les imposer. »

CHAPITRE III

Travaux d'amélioration.

94. Les textes proposés par le gouvernement sont plus précis que ceux déposés par les auteurs des propositions de loi.

95. Précisons-en d'abord la portée.

96. Leur rédaction a été allégée.

Les textes promulgués en 1877 parlaient des « travaux extraordinaires d'amélioration aux cours d'eau et à leurs dépendances ».

Dans les textes proposés le qualificatif « extraordinaires » n'est plus reproduit ; il a été jugé surabondant ⁽¹⁾.

97. En principe, les communes et les particuliers doivent prendre les initiatives qui amèneront soit l'exécution de travaux d'amélioration aux cours d'eau existants, soit l'ouverture de nouveaux cours d'eau.

Cependant, les travaux d'amélioration et l'ouverture de nouveaux cours d'eau peuvent aussi être ordonnés d'office, soit par le Roi, soit par les Députations permanentes.

98. Les travaux dont les communes ou les particuliers ont pris l'initiative sont, au préalable, soumis à l'approbation des Députations permanentes.

Cette intervention est indispensable.

Tutrices des communes, les Députations sont, en outre, spécialement chargées d'assurer l'application de la législation sur les cours d'eau et d'empêcher que des travaux peu étudiés exercent une influence néfaste sur l'économie générale de la rivière où ils seront exécutés ⁽²⁾.

99. L'expropriation des terrains requis pour l'exécution des travaux d'amélioration ou d'ouverture de cours d'eau sont assurées par l'administration communale du territoire sur lequel le cours d'eau est établi.

L'affectation d'un terrain à un service public n'est donc plus discutable.

100. Les travaux sont, en principe, exécutés d'après les mêmes règles que les travaux de curage, d'entretien ou de réparation.

Donc toujours d'office s'ils intéressent des cours d'eau de la première catégorie ; avec le concours éventuel des riverains quand il s'agit de voies d'écoulement peu importantes.

Donc aussi, les divers chapitres de la loi n'établissent pas inutilement des régimes divers.

Il faut remarquer que le Roi ou la Députation permanente peut se réserver la direction ou la surveillance des travaux ordonnés d'office.

C'est logique, puisque les travaux en question sont parfois difficiles, mais aussi parce qu'exécutés, sur un point de la rivière, ils peuvent avoir une grande influence sur toute l'étendue de son parcours et y amener des perturbations imprévues. Il faut, dans ces cas, admettre le contrôle ou la direction de techniciens compétents.

101. Passons à la répartition des charges.

(1) Exposé des motifs du projet de loi, n° 279, de la session 1923-1924.

(2) La nécessité d'une intervention des pouvoirs supérieurs a été vivement mise en lumière en 1877. Voir DE ROBIANO, *ouvr. cité*, p. 63.

102. Un particulier supportera exclusivement la charge de travaux dont il aura pris l'initiative.

Les articles 19 et 20 de la loi de 1877 renfermaient des dispositions en faveur des particuliers qui exécutaient des travaux d'amélioration. Si ces travaux présentaient un caractère d'intérêt général, la Députation permanente pouvait mettre une partie de la dépense à charge des communes. On avait estimé à cette époque qu'on encourageait ainsi les travaux d'amélioration.

Les résultats n'ont pas répondu à l'attente.

On croit maintenant pouvoir vous faire décider que les particuliers supporteront eux mêmes toute la dépense des travaux dont ils prendront l'initiative.

Les articles 10 et 11 du projet de loi amendent dans le sens indiqué ci-dessus le texte des articles 19 et 20 de la loi de 1877 ⁽¹⁾.

103. Comme en 1877, la charge imposée par l'exécution de travaux ordonnés d'office sera répartie entre l'État, la province et la commune.

Mais ici le projet innove.

Dans les textes il a été fait une application plus rigoureuse qu'en 1877 ⁽²⁾ du principe : qu'il est logique et équitable d'imposer une partie de la dépense à l'autorité qui ordonne un travail d'amélioration ou qui en prend l'initiative.

La commune ne pourra à l'avenir, sauf décision expresse de la Députation permanente, mettre à la charge des propriétaires intéressés plus de la moitié de la dépense reconnue nécessaire et dont la charge lui incombe.

104. Au principe que la charge du travail incombe à l'autorité qui l'ordonne, le projet de loi prévoit, comme le faisait la loi de 1877 à son article 21, une exception.

La commune peut, si elle y est autorisée par la Députation permanente, répartir la dépense qui lui incombe, entre tous les propriétaires intéressés proportionnellement au degré des avantages qu'ils recueillent.

La portée de l'article 21 de la loi de 1877 était discutable. On était cependant assez d'accord pour admettre, la loi le laissant entendre, qu'un propriétaire, riverain ou non, était intéressé si les ouvrages lui profitaient, soit en préservant ses héritages de l'inondation, soit en les asséchant, soit pour une autre cause ⁽³⁾.

Le Gouvernement ne propose pas de modifier le texte qui est en vigueur.

Les auteurs des propositions de loi ont, au contraire, suggéré pour éviter les discussions possibles, de prévoir l'intervention des usiniers et des usages à côté de celle des propriétaires.

(1) Exposé des motifs du projet de loi, n° 279, de la session de 1923-1924.

(2) Le régime établi par la loi de 1877 a donné lieu à de longues discussions. Celles-ci ont été très bien résumées par M. DE ROBIANO, *ouvrage cité*, pp. 61-82.

L'article 10 proposé décide, comme le fait l'article 20 de la loi de 1877, que l'État et la Province supportent la moitié du coût des travaux qui sont ordonnés.

Une circulaire Ministérielle du 12 octobre 1892 (*Pasinomie*, n° 488), décide qu'il faut entente préalable entre l'État et la Province au sujet de la partie de la dépense qui leur incombe.

L'État ne supporte la moitié de la dépense ordonnée d'office par le Roi, que dans des circonstances ordinaires coïncidant avec le refus de toute intervention de la part de la province.

(3) GIRON, *Dictionnaire*, t. I, p. 266, col. 1.

105 Les objections suivantes ont été adressées au système développé ci-dessus.

L'expérience a appris que la loi de 1877 n'a guère sorti d'effets.

L'efficacité des textes proposés est discutable.

Les communes et les particuliers sont incités à attendre les initiatives prises par l'État ou les Délégations permanentes une partie des frais étant, dans ce cas, assumée par les pouvoirs publics. Ceux-ci seront, à leur tour, peu actifs, redoutant les charges nouvelles.

Pour sortir du cercle vicieux, il faudrait appliquer aux frais des travaux d'amélioration ou de création les principes régissant la répartition des frais d'entretien. De deux choses l'une : la réforme ne provoquera pas de travaux et l'augmentation des dépenses ne sera pas sensible ; si, au contraire, les initiatives des pouvoirs publics sont nombreuses, elles amèneront l'exécution de nombreux travaux, mais les travaux seront utiles et la fertilité du territoire sera augmentée.

106. Votre section centrale a adopté l'amendement expliqué au § 99.

Elle n'a pas accepté l'assimilation des travaux d'amélioration aux travaux de curage.

Elle a voulu avant tout améliorer le régime des voies d'écoulement qui fonctionnent. Des mesures énergiques et urgentes s'imposent. Elle demande aux pouvoirs publics des sacrifices importants.

Elle n'a pas voulu compromettre la réalisation immédiate du but qu'elle poursuit en se ralliant à une nouvelle source de dépenses dont le montant lui est inconnu.

107. Le texte dont l'adoption est proposée a été amendé, en vertu des décisions prises par votre section centrale.

ART. 13.

Attribution de la propriété du lit des cours d'eau supprimés.

108. Le Gouvernement et les auteurs des propositions vous demandent le vote du texte suivant : « Lorsque le Roi ou la Délégation permanente aura décidé qu'il y a lieu de supprimer certaines parties de cours d'eau, la commune du lieu sera subrogée à tous les droits que pourrait faire valoir l'État au sujet du fonds du cours d'eau supprimé.

» Cependant les riverains du lit ou de la partie du lit abandonnée ont la faculté de se faire autoriser à disposer en pleine propriété du terrain devenu libre, en s'engageant à payer, à titre d'expert, soit la propriété, soit la plus-value dans le cas où il serait reconnu que les riverains étaient propriétaires du fonds. »

109. Le texte proposé reproduit celui que consacre l'article 29 de la loi de 1841 sur les chemins vicinaux ⁽¹⁾, s'inspire du principe inscrit.

(1) En cas d'abandon ou de changement de direction total ou partiel d'un chemin vicinal, les riverains de la partie devenue sans emploi auront le droit, pendant six mois, à dater de la publication par le collège échevinal de l'arrêté qui approuve le changement ou l'abandon, de se faire autoriser à disposer en pleine propriété du terrain devenu libre, en s'engageant à payer, à titre d'experts, soit la propriété, soit la plus-value dans le cas où ils seraient propriétaires du fonds.

140. La loi de 1877 n'a pas tranché la question de la propriété des cours d'eau.

Les projets et les propositions de loi ne la tranchent pas.

Si la loi de 1877 n'a pas consacré la domanialité de droit du lit des cours d'eau, des instructions émanant du Département des Finances paraissent admettre une domanialité de fait.

Elles ordonnent que les parties de lits de cours d'eau abandonnées à la suite de travaux d'utilité publique seront remises aux Domaines pour être vendues aux profit du Trésor ⁽¹⁾.

Ces opérations provoquent de nombreuses protestations; elles rapportent des sommes dérisoires.

Le Gouvernement reporte sur les communes les droits que l'Etat pourrait faire valoir; il accorde un droit de préférence aux propriétaires riverains; il veut faciliter en d'autres mots les échanges de terrains que l'amélioration d'un cours d'eau exige.

Le texte proposé n'a pas d'autre but. Il importe de le souligner, de l'affirmer expressément pour conserver à la loi future le caractère exclusif de loi de police qu'avait la loi de 1877.

141. Votre section centrale a résolu de vous demander le vote de cet article. Mais de l'amender en vous proposant de décider que les propriétaires devront faire valoir leurs droits endéans les six mois suivant la publication par l'Administration communale de la décision ordonnant la suppression d'un cours d'eau.

CHAPITRE IV

Police.

142. Les articles de ce chapitre du projet reproduisent, comme le suggéraient les auteurs des propositions de loi, les articles du chapitre IV de la loi de 1877.

L'article 23 corrige le texte de l'article 32 de la loi de 1877. Il confère aux fonctionnaires délégués par le Ministre de l'Agriculture le droit de constater les contraventions et de dresser les procès-verbaux.

Cette extension des pouvoirs de l'autorité centrale du pays est utile depuis que l'usage abusif des cours d'eau pour le déversement des produits résiduels et la décharge des égouts d'agglomérations, soulève des plaintes fondées dans toutes les régions du pays.

143. Votre section centrale a décidé de vous proposer le vote des articles de ce chapitre.

144. Votre section centrale vous a averti au § 45 du rapport que les services de l'Etat se reconnaissent par l'autorité des Députations permanentes, signalé les dangers qu'offrait la pratique suivie et suggéré une solution.

(1) Circulaire du 22 mars 1901. Ministère de l'Agriculture. Administration du Service de santé. Hygiène publique et Voirie communale, n° 1822, et GIRON, *Dictionnaire*, t. I, p. 260, col. 2,

115. Traduisant sa pensée en termes précis, la section centrale vous propose le vote du texte suivant :

ART. 17^{bis}

Le Gouvernement notifiera aux administrations provinciales et communales les travaux dont il ordonnera l'exécution et qui intéressent le régime d'un cours d'eau auquel les dispositions de la présente loi s'appliquent.

La notification sera donnée aux autorités intéressées par lettre recommandée, déposée à la poste vingt jours au moins avant l'exécution des travaux.

A la notification seront joints la description, les plans et les coupes des travaux projetés.

Les administrations intéressées sont présumées adhérer à l'exécution des travaux si, dans le délai de vingt jours à partir de la notification, elles n'introduisent pas de réclamation auprès de l'administration qui a adressé la notification.

La réclamation est introduite par lettre recommandée déposée à la poste.

A défaut d'entente il est statué par un arrêté royal signé par le Ministre de l'Agriculture.

Le Gouvernement indemnise les provinces, les communes, les propriétaires, les usiniers et les usagers du dommage qui peut résulter des travaux.

L'estimation du dommage est faite soit à l'amiable soit par le juge compétent.

Ce dommage comprend : les modifications aux ouvrages existants, les travaux que les provinces, communes, propriétaires, usiniers ou usagers devront exécuter comme conséquences des décisions arrêtées ; le surcroît de dépenses de curage, d'entretien que les travaux pourront entraîner.

CHAPITRE V

Dispositions générales.

116. Les articles de ce chapitre du projet reproduisent, mais en les amendant, comme le suggéraient les auteurs des propositions de loi, les articles 33 à 39 de la loi de 1877.

117. Les articles du projet reproduisent des textes appliqués depuis longtemps et votre section centrale vous en propose l'adoption.

Ce sont les articles suivants :

1° L'article 23. — Il désigne le pouvoir qui statue quand surgit un désaccord entre autorités administratives dans le cas où un cours d'eau intéresse plus d'une commune en plus d'une province ;

2° L'article 24. — Il énumère les cas où une enquête de commodo et d'incommodo doit précéder les décisions à prendre par les Députations permanentes ;

3° L'article 25. — Il énumère les cas dans lesquels appel peut être interjeté auprès du Roi des décisions rendues par les Députations permanentes ;

4° L'article 27. — Il décide la revision des règlements provinciaux ;

5° L'article 28. — Il arrête les peines par lesquelles l'exécution des règlements provinciaux sera assurée ;

6° L'article 29. — Il permet l'exécution d'office d'ouvrages prescrits, d'ordres donnés ou de jugements rendus.

118. L'article 30 complète, au contraire, un texte promulgué en 1877.

L'article 39 de la loi de 1877 se bornait à décider que la loi dérogeait pas aux règlements sur les polders et les wateringues.

Vous vous souviendrez que notre législation autorise la constitution en associations de wateringues des propriétés intéressées à des travaux communs d'assèchement ou d'irrigation; les frais de gestion de l'association sont couverts par les impositions décrétées par l'assemblée générale des propriétaires ⁽¹⁾.

Le décret impérial du 11 janvier 1811 consacre l'existence et le fonctionnement d'un régime analogue pour les polders, les terres conquises sur la mer ⁽²⁾.

Si l'organisation de wateringues était plus généralisée qu'elle ne l'est dans le pays, la loi de 1877 sur les cours d'eau n'aurait peut-être pas été discutée parce que les riverains eussent partagé avec les autres propriétaires d'une région une charge qu'ils supportent seuls.

« Le projet, écrivait le Gouvernement dans l'Exposé des motifs qu'il déposait en 1924, comme celui qui est dû à l'initiative du Parlement, mettent à charge des pouvoirs publics une partie de la dépense nécessaire pour l'entretien des cours d'eau.

» Le polder, ou la wateringue, agit à l'égard des cours d'eau, dans l'étendue de sa circonscription, comme autorité publique. L'association représente en outre les intérêts particuliers des propriétaires, et indirectement ceux des locataires. Il n'y a pas de raison pour que les polders et les wateringues soient moins favorisés que les communes.

» Il a donc paru nécessaire de prévoir par une disposition complémentaire que la Députation permanente aura le pouvoir de favoriser par une intervention pécuniaire de la Province l'entretien de cours d'eau de wateringues. L'intervention financière de la Province appelle comme corollaire un contrôle des travaux.

» L'article 30 est rédigé dans cet esprit ⁽³⁾ ».

119. Votre section centrale vous propose encore une fois l'adoption pure et simple de cet article.

120. Mais votre section centrale n'a pu admettre que les autorités provinciales auraient pu se contenter de reviser les règlements provinciaux.

La revision des règlements provinciaux est certes nécessaire; les textes qui en ont dicté les dispositions fondamentales ont été modifiés de fond en comble.

Votre section centrale accepte donc l'article 27 et elle vous en propose le vote. Mais elle veut plus.

121. Le législateur de 1877 en ordonnant une description détaillée des cours d'eau soumis à la loi a, en fait, obtenu un curage à vif fond; la suppression des envasements ainsi que des rétrécissements de berges; la suppression d'ouvrages non autorisés ou encombrants.

Les Députations permanentes ont activement surveillé l'application de la loi de 1877 : elles n'ont pas failli à leur mission.

(1) Voir notamment SCHRAMME, *Des Wateringues*, 1 vol., in-8°, Bruxelles et Bruges, 1899.

(2) Voir notamment : SCHRAMME, LIMBOURG, VAN DE WATTYNE, *Des Polders*, 1 vol. in-8°. Bruxelles et Paris, 1904.

(3) Document n° 279 de la Chambre des Représentants.

Mais il serait vain de vouloir le nier : entravées dans leur action par l'inertie de certaines administrations communales, retenues par le fait qu'une application intégrale de la loi provoquait des écritures peu équitables, les Députations n'ont pu empêcher les envasements, l'affaissement des berges, les barrages illicites, la suppression des clous de jauge, les manœuvres constamment irrégulières des vannes.

Il faut profiter de l'occasion et rendre aux cours d'eau leur état normal.

En imposant aux Députations permanentes de faire procéder à une inspection extraordinaire des voies d'écoulement, elles pourront vérifier si ces dernières ont conservé la puissance d'assèchement que les tableaux leur donnent.

Un alinéa de l'article 26^{bis} organise la vérification suggérée par la section centrale.

122. Le texte de cet article 26^{bis} a été arrêté comme suit par la section centrale :

ART. 26^{bis}

L'autorité provinciale fera, dans le délai de un an à partir de la publication de la présente loi, dresser une liste des cours d'eau auxquels les dispositions de celle-ci sont applicables mais dont les rétrécissements, les changements de direction et encombrements, les usines, ponts, digues, écluses, batardeaux, plantations ou autres ouvrages ne sont pas conformes soit aux indications des tableaux descriptifs, procès-verbaux et atlas, soit aux autorisations données par les Députations permanentes par application du chapitre IV de la loi du 7 mai 1877.

La Députation permanente ordonnera, à l'époque qu'elle fixera, et en se conformant aux dispositions de la présente loi, un curage de ces cours d'eau.

Ce curage sera exécuté avant le 31 décembre 1929, sous la surveillance d'agents choisis par la Députation permanente.

123. Votre section centrale n'a pas à critiquer la disposition du projet de loi décidant abrogation partielle de la loi de 1877.

124. Elle vous propose enfin un article 31^{bis} qui facilitera l'application des textes.

Elle vous demande de décider que le Gouvernement publiera au *Moniteur* un texte coordonné des dispositions de la loi 1877 maintenues en vigueur et des dispositions de la loi que vous adopterez.

125. Le texte du présent rapport a été approuvé par tous les membres de la section centrale.

126. Ils ont décidé de vous proposer le vote du projet de loi tel qu'il a été amendé.

Le Rapporteur,
LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,
EM. TIBBAUT.

ANNEXE

Liste partielle des cours d'eau dont le bassin hydrographique dépasse 3,000 hectares.

LA MEUSE (Rive droite.)

1. *La Chiers* (Rivière française) :

- a) Ruisseau de Massancy à Athus : 6,410 hectares.
- b) Le Ton : 31,250 hectares à la frontière :
 - 1° La Vire : 13,400 hectares.
 - 2° Ruisseau de Laclaireau : 4,140 hectares.
 - 3° La Chavratte : 5,480 hectares.
- c) La Marge : 3,000 hectares à la frontière à Gêrouville.
- d) L'Aunoy 3,330 hectares à la frontière à Muno.

2. *La Semois* (A la frontière 124,300 hectares) :

- a) Ruisseau des Fanges : 3,280 hectares.
- b) Ruisseau de Rulles : 22,200 hectares :
 - 1° Le Mandebbras : 2,400 hectares.
 - 2° Le Mellier : 6,550 hectares.
- c) La Vierre : 26,000 hectares :
 - 1° La Rosière : 5,540 hectares.
 - 2° Ruisseau de Neufchâteau : 6,570 hectares.
- d) Ruisseau des Alleines : 8,700 hectares.
- e) Ruisseau du Moulin : 6,200 hectares à Vresse.

3. *La Houille* (A la frontière 11,400 hectares).

4. *La Lesse* (131,900 hectares) :

- a) L'Our : 8,830 hectares.
- b) Ruisseau de Gembes : 8,600 hectares à Daverdisse.
- c) Ruisseau d'Aves : 2,680 hectares.
- d) La l'homme : 49,400 hectares.
 - 1° Ruisseau de Poix à Saint-Hubert : 5,800 hectares.
 - 2° La Masblette : 4,400 hectares.
 - 3° La Wamme : 13,860 hectares.
- a) Ruisseau de Hedrée : 4,800 hectares.
- e) Ruisseau de Wimbe : 11,700 hectares.
- f) Ruisseau de Vachaux : 5,060 hectares.
- g) Ruisseau de Biran : 5,200 hectares.
- h) Ruisseau de Gedinne : 3,850 hectares.
- i) Ruisseau d'Ywonne : 5,140 hectares.
- j) Ruisseau des Forges : 2,970 hectares.

5. *Ruisseau des Fonds* (A Dinant : 2,940 hectares).

6. *Le Bocq* (23,340 hectares) :

- a) Ruisseau de Leignon : 3,400 hectares.
- b) Ruisseau le petit Bocq : 3,780 hectares.
- c) Le Crupet : 3,580 hectares.

7. *Le Samson* (11,550 hectares) :

- a) Ruisseau de Struviaux : 2,400 hectares.

8. *Le Hoyoux* (25,370 hectares) :

- a) Ruisseau de Pailhe : 3,870 hectares.
- b) Torrent de Bonne : 5,100 hectares.
- c) Ruisseau de Vyle : 2,130 hectares.
- d) Ruisseau de Jamagne : 3,000 hectares.

9. *Ruisseau D'Oxhe* (4,570 hectares).

10. *L'Ourthe* (337,500 hectares) :

a) Ourthe occidentale : 40,800 hectares :

- 1° Ruisseau de Freux : 2,440 hectares.
- 2° Ruisseau de Laval : 7,880 hectares.
- 3° Ruisseau de Baseilles : 3,300 hectares.
- 4° Ruisseau de Rahumont : 8,580 hectares.

a) Ruisseau de Givroulli : 3,550 hectares.

b) Ourthe orientale : 32,600 hectares :

- 1° Ruisseau de Rettigny : 4,330 hectares.
- 2° Ruisseau de Tavigny : 3,220 hectares.
- 3° Ruisseau de Gowan : 2,700 hectares.
- 4° Ruisseau de Suhel : 4,230 hectares.
- 5° Ruisseau de Martin Moulin : 7,680 hectares.

c) Ruisseau de Bronze (à Laroche) : 4,680 hectares.

d) Ruisseau de Hailleux : 2,620 hectares.

e) L'Eau-d'Heure : 14,450 hectares.

1° La Marchette : 5,350 hectares.

f) La Somme : 3,800 hectares.

g) L'Aisne : 18,950 hectares.

h) Ruisseau de Logne : 3,180 hectares.

i) Ruisseau de Néblon : 7,600 hectares.

j) Ruisseau de Blackay : 3,000 hectares.

k) L'Amblève : 105,200 hectares :

1° Ruisseau de Recht : 4,000 hectares.

2° La Warche : 19,500 hectares.

a) La Holzwarche : 3,420 hectares.

b) La Warchenne : 3,200 hectares.

3° L'eau Rouge : 5,000 hectares.

4° La Salm : 23,700 hectares :

a) Ruisseau la Ronce : 3,170 hectares.

b) Ruisseau Saint-Martin : 5,400 hectares.

c) Ruisseau de Bodeux : 3,300 hectares.

5° La Roanny : 3,760 hectares.

6° La Lienne : 14,800 hectares.

l) Ruisseau du Fond de Martin : 6,200 hectares.

m) La Vesdre : 68,000 hectares :

1° La Helle : 5,520 hectares.

2° La Gileppe : 4,150 hectares.

3° La Hoëgne : 21,000 hectares.

a) Eau de Spa : 10,000 hectares.

4° Ruisseau de Soumage : 4,080 hectares.

11. *La Berwinne* : 13,000 : hectares.

a) Ruisseau de Bolland : 3,150 hectares.

12. *La Vour* (à la frontière) : 5,750 hectares.

13. *La Gueule* (rivière hollandaise) :

a) La Gulpe à la frontière : 2,500 hectares

LE RHIN.

1. *Ruisseau d'Attert* (6,700 hectares à la frontière).

2. *La Sure* (21,040 hectares à la frontière à Martelange) :

a) La Géronne : 3,340 hectares.

b) Ruisseau de Beulet : 2,690 hectares.

c) La Strange : 3,075 hectares.

3. *La Wiltz* (Ruisseau de Bastogne : 5,920 hectares à la frontière).

ESCAUT (Rive gauche.)

1. *La Scarpe* (Rivière française) :

a) L'Elnon (ruisseau frontière) : 5,160 hectares à son entrée en France.

2. *La Barges* (3,950 hectares).

3. *Ruisseau de Templeuve* (4,000 hectares).

4. *Ruisseau de Wasmes* (3,580 hectares).

5. *L'Espierre de Goyghem* (5,750 hectares à son confluent) :

a) L'Espérlion : 5,200 hectares.

6. *Rytgracht* (A Waarmaerde) : environ 4,000 hectares.

7. *Wallebeek* (A Asper) : 4,560 hectares.

8. *La Lys* :

- a) La Douve : 5,100 hectares.
- b) Kortekeerbeek : 4,100 hectares.
- c) Gheluwebeek : 4,870 hectares.
- d) Heulebeek : 10,550 hectares.
- e) Gaverbeek : 13,580 hectares :
 - 1° Slypbeek : 2,250 hectares.
 - 2° Maalbeek : 2,680 hectares.
- f) Rivière La Mandel : 26,280 hectares.
 - 1° Roodebeek : 3,060 hectares.
 - 2° Deevebeek : 4,970 hectares.
- g) Zaubeeek (Olsene) : 2,300 hectares.
- h) Mandelbeek : 5,830 hectares.
- i) Poucquesbeek (A Nevele) : 10,500 hectares.

9. *La Durme* (34,250 hectares) :

- a) Stekenevaart : environ 5,000 hectares :
 - 1° Paddeschoolbeek : 3,260 hectares.
- b) Oude Leede (Lokeren) : 4,000 hectares.

10. *Barbierbeek* (3,440 hectares).11. *De Melkader* (Bassin non fixé).

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JULI 1927.

- 1° Ontwerp van de wet op het onderhoud, de verbetering en de politie der niet bevaarbare waterlopen;
- 2° Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 Mei 1877 op de politie der niet bevaarbare en niet vlotbare waterlopen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **PUSSEMIER**.

EERSTE DEEL

VOORAFGAANDE BEMERKINGEN.

I

De wet van 7 Mei 1877; hare grondbepalingen.

1. De wet van 7 Mei 1877 ⁽³⁾ op de politie der niet bevaarbare en niet vlotbare waterlopen heeft gedeeltelijk een leemte in onze bestuurlijke wetboeken aangevuld ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n^r 181 (1925-1926). — Wetsvoorstel, n^r 154 (1925-1926).

⁽²⁾ De *Middenafdeeling*, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren Vandevelde, Lepage, Van den Eynde (J.), de Kerchove d'Exaerde, De Bruycker en Pussemier.

⁽³⁾ De volgende werken lichten de teksten toe :

DE ROBIANO, *Commentaire de la loi sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables*. Brussel, 1877, 1 boekd. in-8°.

GIRON, *Dictionnaire de droit administratif*, V^o *Cours d'eau*, boekd. I.

Pandectes belges, V^o *Eaux courantes non navigables ni flottables*, boekd. XXXIV en V^o *Curage*, n^r 53 tot 118, boekd. XXVII.

ROLLIER, *Cours d'eau et terres basses*, 1 boekd. in-8°. Brussel, 1899.

⁽⁴⁾ De tot in 1877 toegepaste wetgeving was hoofdzakelijk vervat in de wet van 14-24 Floreal jaar XI en in de artikelen 538, 546, 556 tot 563 en 640 tot 645 van het Burgerlijk Wetboek. Zij beperkte er zich toe, algemeene beginselen aan te kondigen zonder in bijzonderheden omtrent de toepassing te treden. De bepalingen van de provinciale reglementen spreken elkaar tegen. Over de leemten in deze wetgeving, leze men, Toelichting van het wetsontwerp, ingediend dd. 13 December 1870 (Kamer, *Gedr. St.*, blz. 149-157); het hierna vermeld verslag van den heer de Zêrézo de Tejada; LAURENT, *Principes de droit civil*, boekd. VII, blz. 379 en volgende, en SIVILLE, *Supplément aux principes de droit civil*, boekd. II, blz. 454.

Een met aandrang gevraagd en, sedert 1841 ⁽¹⁾, voorbereid wetsontwerp, dienaangaande, werd ten bureele van de Kamer neergelegd op 13 December 1870; de behandeling ⁽²⁾ er van nam veel tijd in beslag; zij werd grondig gevoerd en lokte de tusschenkomst uit van de meest in aanzien staande parlementairen van dien tijd.

De wet werd afgekondigd in den *Moniteur belge* van 23 Mei 1877, doch trad slechts in werking in 1884 ⁽³⁾; zoodra toegepast: werd zij, trouwens reeds bekampt.

Uwe middenafdeeling meent dat het onontbeerlijk is, nu de herziening dezer wet wordt voorgesteld, de voornaamste bepalingen er van te ontleiden.

2. De wet, zooals uit den titel zelf blijkt, heeft een klaar omschreven en beperkt doel.

Zij beslist niet wie eigenaar is van de bedding van den waterloop: of de aangelanden of de Staat; dit vraagstuk betreffende den eigendom van den bodem werd in 1877 ⁽⁴⁾ niet klaar getrokken. Zij bevat evenmin bepalingen betreffende de waterwinningen, ofschoon sommige artikelen van het ingediende ontwerp er wel gewag van maakten. Het Parlement heeft gedecreteerd dat het geene nieuwe burgerlijke rechten tot stand bracht. Het regelde slechts de politie alsmede het beheer der waterloopen. Kortom, de wet bepaalde den waterloop; door middel van strafbepalingen, verzekert zij de uitvoering der bevelen welke de openbare macht geeft om den afvoer der loopende waters te vergemakkelijken en zij verleent aan de provinciale raden het recht om de toepassing der beginselen, die in den afgekondigden tekst zijn geschreven, in te richten. Met het grondbeginsel door een formeelen tekst te huldigen, verklaart de wet, in artikel 9, dat de Koninklijke besluiten tot beëindiging van de proceduur welke de inschrijving voorafgaat van een waterafvoer in de categorie der aan reglementeering onderworpen waterloopen, « geen afbreuk hoegenaamd doen aan de eigendoms-vorderingen noch aan de rechten die er uit voortvloeien ».

3. De wetgever van 1877 had de bedoeling niet deze regeling toe te passen op al de niet-bevaarbare waterloopen, maar enkel op die welke op bijzondere « catalogussen » zijn ingeschreven.

Na 1877, werden door de provinciale overheden, binnen de door de Regeering vastgestelde termijnen en regelingen, een aanwijzende staat en een beschrijvende tabel der waterloopen opgemaakt.

De aanwijzende staat die de op het grondgebied der gemeenten van het Rijk bestaande waterloopen vermeldt, heeft slechts waarde als documentatie.

De beschrijvende tabellen met hunne bijlagen, die de waterloopen en de spranken van waterloopen vermelden, waarop de wetsbepalingen van toepassing

⁽¹⁾ *Pandectes belges*, V^o reeds vermeld *Eaux courantes*, n^{os} 316-314.

⁽²⁾ Een merkwaardig verslag werd in 1875 voorgesteld door den heer de Zérézo de Tejada. (Zittingsjaar 1875-1876, Kamer der Volksvertegenwoordigers, *Gedr. St.*, blz. 86-114.) Dit verslag vermeldt al de voorafgaande studiën. De heeren Pirmez, Thonissen, Tesch en Woeste traden op in het debat dat gedragen werd door den heer Delcour, Minister van Binnenlandsche Zaken, en dat, in 1877, meer dan 14 vergaderingen van het Parlement innam.

⁽³⁾ Zie hierna, § 4.

⁽⁴⁾ Voor de bijzonderheden, zie hierna, § 17.

GIRON, *Dictionnaire*, boekd. I, blz. 260-262, geeft de nauwkeurige opsomming der rechten van de oever-eigenaars.

zijn, zijn feitelijk titels die aan sommige openbaren besturen bijzondere macht toekennen ⁽¹⁾.

De aanwijzende staten, de beschrijvende tabellen met hunne bijlagen ⁽²⁾ werden onderworpen aan een werkelijk onderzoek van *commodo* en *incommodo* ten einde de belanghebbenden toe te laten de vergissingen van hun eerste opstel te verbeteren ⁽³⁾.

4. De wetgever van 1877 heeft ook gewild dat de afgekondigde teksten eerst van kracht zouden worden na het voltooien van de « catalogussen » der waterloopen en de herziening der provinciale reglementen die, te dien tijde, toegepast werden.

De beschrijvende tabellen werden eerst door den Koning, in 1884, op definitieve wijze vastgesteld ⁽⁴⁾; de gouverneurs der provinciën waren nochtans, sedert 1842 ⁽⁵⁾, door den Minister van Binnenlandsche Zaken gelast eene lijst op te maken van de waterloopen, bestaande op het gebied van hunne omschrijving. De herziening der provinciale reglementen, die moest voltooid zijn, twee jaren na de bekendmaking der wet, werd niet afgemaakt vóór 1886 ⁽⁶⁾.

5. Daar de « catalogussen » der waterloopen op definitieve wijze vastgesteld zijn door den Koning, sedert 1884, is het onmogelijk deze aan te vullen ⁽⁷⁾.

De provinciale overheid heeft op de aanwijzende staten, al de bekende waterloopen ingeschreven. Gebonden door de beschikkingen van den ministerieelen

(1) Artikel 1 der wet van 1877 en §§ 27 en 28 van het verslag.

(2) Artikel 2 der wet van 1877 luidt : dat de beschrijvende tabellen moeten steunen op het kadastraal plan dat desnoods zal aangevuld worden, en dat zij inzonderheid de richting der waterloopen, enz., enz., moeten aanduiden. Artikel 3 voegt er aan toe, dat een dubbel procès-verbaal de beschrijving geven zal van de werken die zonder recht op de waterloopen bestaan, alsmede de wijzigingen toegebracht aan de bedding. Kortom, de beschrijvende tabel omvat : een atlas, de tabel zelf, processen-verbaal als bijlage.

In Oost-Vlaanderen maken de aanwijzingstafel en de beschrijvende tabel een enkel stuk uit (*Prov. Regl.* van 23 Juli 1879; *Best. Mem.*, 1880, dl. CXXVIII, blz. 1239), daar al de waterloopen, op het gebied van de provincie, reeds op een beschrijvende tabel vermeld zijn, die opgemaakt werd krachtens het provinciaal reglement van 18 Juli 1850 (*Best. Mem.*, dl. LXVIII, 1850, blz. 742). Deze laatste tabel werd herzien en aangevuld na 1877.

(3) Artikelen 4 tot 12 der wet van 1877.

(4) Koninklijk besluit van 30 April 1884, *Pasinomie*, 1884, n^o 125.

(5) Omzendbrief van 21 Februari 1842. Een Koninklijk besluit van 25 November 1850 had een centralen dienst ingericht die de waterloopen aan inspectie onderwierp en hun afvoerstelsel bestudeerde.

(6) De provinciale regelingen werden goedgekeurd door de Koninklijke besluiten : Antwerpen, 12 November 1886; Brabant, 29 April 1880; West-Vlaanderen, 29 Mei 1880; Oost-Vlaanderen, 13 September 1884; Henegouw, 20 Mei 1880; Luik, 29 Mei 1880; Luxemburg, 29 Mei 1880; Namen, 29 Mei 1880.

Arresten van het Hof van Cassatie, van 19 December 1881 en van 13 Juli 1883 (J. T., 1882, blz. 116 en 1883, blz. 1358) hebben beslist dat de beschikkingen der wet van 1877 eerst toepasselijk zouden worden na goedkeuring door den Koning van de beschrijvende tabellen der waterloopen. Deze goedkeuring werd, in sommige gevallen, eerst gegeven in 1884. Sedert 1886, werden de provinciale reglementen, behalve die van Antwerpen en Luik, herhaaldelijk allemaal gewijzigd. De Koninklijke besluiten tot goedkeuring der wijzigingen worden opgesomd in het boek van de heeren BERTA en VANDEVELD, *Code des lois politiques*, boekd. II, blz. 238.

(7) Artikelen 9 en 12 van de wet van 1877.

omzendbrief van 8 Mei 1878 ⁽¹⁾, hebben zij op de beschrijvende tabellen slechts die waterlopen doen voorkomen, waarvan het belang, de helling of den vorm een geregelde ruiming vereischt; de waterlopen waaraan geene verandering zonder voorafgaandelijke machtiging door de aangelanden mocht gebracht worden; de waterlopen aan welke eene nijverheidsinrichting of om 't even welk ander werk opgericht was, dat invloed kon hebben op het gebied van den landbouw, de nijverheid of de gezondheid.

De beschrijvende tabellen vermelden echter niet al de belangrijke waterlopen die in 1877 bestonden ⁽²⁾; de ontginningen of andere oorzaken hebben belang gegeven aan waterlopen die, in 1877, als bijkomstig beschouwd werden; het is noodig geworden de leemten aan te vullen, die men in de beschrijvende tabellen en de atlassen aantreft ⁽³⁾.

6. De gemeentelijke overheid, bekleed met de bevoegdheden toegekend door de gemeentewet en door de wet van 1877, verzekert, principieel, de ruiming van de waterlopen; hare tusschenkomst wordt nauwkeurig geregeld ⁽⁴⁾.

De Bestendige Deputatie moet eerst de ruiming toelaten; men betwist niet dat deze toelatingen, in het algemeen, laatijdig toekomen of verleend worden wanneer de arbeidskracht schaarsch is.

Bovendien, hebben de aangelanden, principieel ⁽⁵⁾ het recht zelf de ruiming te doen ondernemen. De uitvoering der werken, van ambtswege, door de gemeentebesturen, wordt alleen toegelaten wanneer zij moeilijk zijn en wanneer de aangelanden, ingeval hunne medewerking aangenomen wordt, hunne verplichtingen niet nageleefd hebben binnen de voorgeschreven termijnen.

De ervaring, opgedaan bij de toepassing van de wet, bewijst dat de besturen dikwijls de ruimingswerken moeten herbeginnen wanneer de aangelanden er zich mede belast hebben; de aangelanden beperken het werk tot op het uiterste minimum en wanneer hun werk, ontoereikend wordt bevonden, beweren zij

⁽¹⁾ De ministerieele omzendbrief van 28 Mei 1877 (*Pasinomie*, 1887, blz. 113) bevat de regelen die in acht moeten genomen worden bij het opmaken van den aanwijzenden staat. De ministerieele omzendbrief van 8 Mei 1878 (*Moniteur belge* van 5 Juni) bevat de regelen die in acht dienen genomen te worden bij het opmaken van de beschrijvende tabellen.

⁽²⁾ De inschrijving van 838 kilometer werd nagelaten, na 1877, in de provincie Antwerpen (zie § 28, nota 2, blz. 13 van dit verslag).

⁽³⁾ Het is overbodig hier te herinneren aan de beraadslagingen van den Mijnsraad die zetelde als raadgevend Comité.

De Raad, door den Minister van Landbouw geraadpleegd over het beroep bij den Koning, ingediend door den heer du Roy de Blicquy tegen eene beslissing van de Bestendige Deputatie van Henegouw, waarbij gezegd werd, aan 's Konings goedkeuring te onderwerpen de inschrijving op de aanwijzende staten en de beschrijvende tabellen van negen waterlopen der gemeente Chapelle-à-Oye, welke vergeten waren geweest bij de opneming in 1877 — heeft, in zijne zittingen van 19 Februari en 4 Maart 1904, een gunstig advies uitgebracht voor de onveranderlijkheid der tabellen sedert 31 December 1884.

De Raad die den 21 October 1904, op aanvraag van denzelfden Minister, beraadslaagde over een kort geding bij den Gouverneur van Oost-Vlaanderen ingediend, en ondervraagd zijnde over de wettelijke gevolgen van eene beslissing waarbij een waterloop wordt weggelaten, is van gevoelen dat de onveranderlijkheid der tabellen volkomen is, en elke wijziging verboden, zoo wel wat betreft de weglating als de toevoeging.

De Regeering heeft het beginsel der onveranderlijkheid aangenomen..

⁽⁴⁾ Artikelen 99, n^o 12 der gemeentewet en 13 der wet van 1877.

⁽⁵⁾ Artikel 16 der wet van 1877.

— en dit gebeurt meer dan men zou denken, — dat zij al de verplichtingen in acht genomen hebben.

7. De werken, van ambtswege uitgevoerd, en de werken, uitgevoerd door toedoen van de aangelanden, leggen uitsluitend lasten aan deze laatsten op ⁽¹⁾.

Ten slotte, zijn de kosten, veroorzaakt door de uitvoering van de werken tot ruiming, onderhoud en herstel, van ambtswege verricht, voorgeschoten door de gemeentelijke kas; de gemeente doet die kosten nadien terugbetalen door de aangelanden, benuttigers van waterkeeringen of andere gebruikers.

Tot de tusschenkomst der aangelanden, der benuttigers van waterkeeringen en andere gebruikers werd besloten, omdat, in 1877, allen schenen de voordeelen te kunnen genieten van het recht van aangelande : vischrecht; overzet- en tolrecht; molen-, vijver- en sluisrecht; recht op de aanspoelingen; recht van zand, steenen en erts te trekken; het recht van het gebruik der wateren voor de bevoeiing, den landbouw of de nijverheid ⁽²⁾.

De wet geeft geen begripsomschrijving van den aangelande, noch van den gebruiker.

Men zal nochtans moeten toegeven dat die geen aangelanden zijn, wier aanpalend erf begrensd of doorloopen wordt door een ander stroomend water dan dat waarvan erkend wordt dat het afhankelijk is van het openbaar domein, volgens de artikelen 538 en 644 van het Burgerlijk Wetboek ⁽³⁾.

Slechts de bezetters of de exploitanten der oevers van den waterloop zijn gebruikers ⁽⁴⁾.

Zou men kunnen beweren dat de groote meerderheid der aangelanden nog de voordeelen bezitten, in 1877 opgesomd? Ik ben zeker van neen zooals het ook zeker is dat de verwachte voordeelen overdreven waren.

Welnu, talrijke aangelanden, uitsluitend dragers van de lasten, wanneer de benuttigers van waterkeeringen of andere waterloopgebruikers niet ingrijpen, laten

(1) Idem.

(2) De heer de Zérézo de Tejada schreef in zijn verslag : « De wet is bestemd om aan de rechtmatige eischen van den landbouw voldoening te geven, die niet over een voldoende hoeveelheid meststoffen beschikt om tot een grootere productie te komen en volkomen aan de behoeften van de openbare voeding te voldoen. Met het oog op zulken toestand, is het noodig maatregelen te nemen om aan onzen grond de vruchtbaarheidsbestanddeelen terug te geven die men hem ontnemt en om de bestanddeelen, die de waterloopen bevatten, niet volkomen verloren te laten gaan. De waterloopen worden aangelegd om de bouwgronden te besproeien, te verfrissen en te bevruchten. Zij brengen leven in onze velden, onze weiden en onze bosschen. Zij verleenen aldus aan onzen landbouw een onmisbare hulpbron. Dit is hunne hoofdfunctie en hun providentieele roeping. » (Verslag, vermeld op blz. 105, kol. 2.)

(3) LAURENT, *Principes du droit civil*, boekd. VII, n^o 271, vermeld door de *Pandectes belges*. V^o *Eaux courantes*, n^o 134 en volgende.

Zie ook SIVILLE, *Supplément aux principes de droit civil de Laurent*, boekd. II, blz. 454 en volgende.

De Mynraad (Vergadering van 26 December 1905) was, b. v. van gevoelen dat aangelande was, dus belast met onderhoudswerken, de eigenaar van een stuk gronds gelegen langsheen niet-bevaarbaren waterloop, stuk gronds waarop langsheen den waterloop een voetpad gelegen is, dat op den atlas der buurtwegen is gerangschikt.

(4) *Pandectes belges*, V^o Curage, n^o 81 en 82.

Advies van den Mynraad (Zittingen van 4 April en 14 November 1902) die van meening was, dat de stad Leuven verplicht is tot deelneming in de ruimingskosten wegens waterkeering op de Dijle genomen tot spijzing van de vaart Leuven naar den Rupel.

klachten hooren omdat deze lasten, die steeds zwaar zijn en geheel het bruto bedrag kunnen overschrijden van de wezenlijke opbrengst van een eigendom, voordeel brengen aan de gemeenschap.

De heer Giron vergiste zich niet, wanneer hij — in zijn cursus van bestuursrecht — de onrechtvaardigheid der wet deed uitschijnen, vermits de eigendommen in eene vallei gelegen, maar die geen aangelande eigendommen zijn, niet tusschenbeide komen in de ruimingskosten, ofschoon bedoelde eigendommen door de uitgevoerde werken tegen de overstromingen werden beschermd.

Hetgeen voorafgaat, bewijst ten slotte waarom de wet van 1877 niet meer toegepast wordt zooals het zijn moest : de provinciale en de gemeentebesturen vreezen de uitoefening van eene macht die in vele gevallen tot onrechtvaardige gevolgen leidt.

II

De ontwerpen tot herziening der wet van 7 Mei 1877.

8. De herziening der wet van 1877 moest, in deze omstandigheden, onvermijdelijk voorkomen op de dagorde van het Parlement ⁽¹⁾.

De loopende waters brengen geen voordeel bij, indien zij geen kalmen en regelmatig loop behouden.

9. De volgende ontwerpen werden voorgelegd :

Een eerste wetsvoorstel werd ingediend op 21 Februari 1921 door de heeren Van den Eynde c. s. ⁽²⁾.

Het voorstel dat vervallen was, werd opnieuw ingediend door den heer Van den Eynde en zijne mede-ondertekenaars, op 20 December 1923 ⁽³⁾.

Een wetsontwerp, ondertekend door den heer Baron Ruzette, Minister van Landbouw, werd ingediend op 4 Juni 1924 ⁽⁴⁾.

Na de ontbinding van het Parlement, werd een nieuw voorstel ingediend door den heer Van den Eynde, op 3 Februari 1926 ⁽⁵⁾.

De Regeering heeft opnieuw hare meening doen kennen door, op 16 Februari 1926, een ontwerp te laten indienen dat ondertekend was door den heer Van de Vyvere, Minister van Landbouw ⁽⁶⁾.

10. Uwe middenafdeeling heeft zich dus slechts bezig te houden met het onderzoek van het wetsvoorstel en van het wetsontwerp, ingediend in 1926.

Zij is van gevoelen dat het noodig is al de teksten spoedig te ontleiden die U

(1) De Kamer der Volksvertegenwoordigers heeft, in 1885, de leemten der wet van 1877 besproken. Interpellatie van den heer de Zérézo de Tejada, *Parlementaire Handelingen*, zitting van 1884-1885, vergaderingen van 18 en 20 Maart 1885.

(2) Zittingsjaar 1920-1921, Kamer der Volksvertegenwoordigers, *Gedr. St.*, n° 110. Mede-ondertekenaars : de heeren Vanden Eynde, Maenhaut, de Kerchove d'Exaerde, De Keersmaecker, De Bruycker en Pussemier.

(3) Zittingsjaar 1922-1923, Kamer der Volksvertegenwoordigers, *Gedr. St.*, n° 64. Zelfde ondertekenaars als in 1920-1921.

(4) Zittingsjaar 1923-1924, Kamer der Volksvertegenwoordigers, *Gedr. St.*, n° 279.

(5) Zittingsjaar 1925-1926, Kamer der Volksvertegenwoordigers, *Gedr. St.*, n° 154. Zelfde ondertekenaars als in 1921 en in 1923.

(6) Zittingsjaar 1925-1926, Kamer der Volksvertegenwoordigers, *Gedr. St.*, n° 181.

werden voorgelegd, ten einde U den ontwikkelingsgang der voorgestelde hervormingen in herinnering te brengen.

11. Het wetsvoorstel, ingediend in 1921 door den heer Van den Eynde, bracht hoofdzakelijk drie groote wijzigingen in de wet van 1877.

De niet bevaarbare en niet vlotbare waterloopen werden in twee categorieën gerangschikt; de gemeentebesturen bekwamen de uitsluitende bevoegdheid om ruimingswerken te doen uitvoeren; de kosten van de ruimingswerken der belangrijke waterloopen werden omgeslagen : voor de eerste categorie, over de aangelanden, de gemeente, alsmede den Staat en de provincie — elk tot het beloop van een derde —; de kosten veroorzaakt door de ruiming van waterloopen der tweede categorie, die van plaatselijk belang, werden omgeslagen als volgt : een derde over de aangelanden en twee derden over de gemeente.

Het voorstel wijzigde dus alleen eenige artikelen van de wet.

12. Het wetsvoorstel, in 1923 ingediend, is vollediger dan dat van 1921; het houdt rekening met de opmerkingen die gericht werden tot de indieners van het laatste, door de vereenigingen of bonden van landbouwers en eigenaars.

De heer Van den Eynde en zijne collega's omschreven de grondslagen van de voorgestelde rangschikking. Deze steunde hetzij op de wettelijke breedte van de waterloopen, hetzij op de oppervlakte van het stroomgebied.

De opneming in de eerste categorie van de waterloopen met eene breedte van 3 meter, maakte de voorgestelde wet dadelijk toepasselijk zonder eenige kosten; al de vereischte besluiten werden genomen naar aanleiding van de gegevens verstrekt door de beschrijvende tabellen ⁽¹⁾.

Het opmaken van plans werd alleen vereischt om in de eerste categorie een waterloop op te nemen met een breedte van minder dan 3 meter en met een stroomgebied van meer dan 2,000 hectaren.

Het voorstel amendeerde het eerste : de indieners, gevolg gevende aan de wenschen die tot hen werden gericht, namen de ruiming aan van de waterloopen der tweede categorie, door toedoen van de aangelanden.

Het was vollediger dan het eerste, omdat het de toepassing van de wetsbepalingen uitstreckte tot alle onbedekte en niet bevaarbare waterloopen; het voorstel nam de aanlegging aan van nieuwe waterloopen; het onderwierp aan het toezicht van den Staat, de uitvoering van de ruimingswerken en de opening van nieuwe waterloopen.

13. Het wetsontwerp, ingediend in 1924, door baron Ruzette, is de herhaling — wat de hoofdlijnen betreft — van het voorstel van 1923. Het voorziet echter de herziening van al de artikelen der wet van 1877.

Het ontwerp rangschikte onder de benaming « waterloopen », de rivieren, beken, bestaande of aan te leggen afvoergrachten, die natuurlijke wateren ontvangen van een stroomgebied waarvan de oppervlakte 200 hectaren zou belooopen.

De waterloopen werden in twee categorieën gerangschikt. De eerste omvatte de waterloopen met een stroomgebied van 3,000 hectaren. Zij kon, bij beslissing van de Bestendige Deputaties, omvatten : de waterloopen, aangelegd met een ander doel dan de verbetering van het afvoerstelsel der natuurlijke wateren; de

⁽¹⁾ Artikel 2 der wet van 1877 luidde : De beschrijvende tabellen zullen vermelden de tegenwoordige richting van den waterloop, de breedte, de diepte...

waterloopen waarvan de wateren verontreinigd worden door rioolvuil of door afvalwater van nijverheidsinrichtingen; de waterloopen die beïnvloed worden door een stuwdam.

Het ontwerp legde aan den Staat geen kosten op uit hoofde van de ruimings- en onderhoudswerken.

Het voorzag niet het hooge toezicht van den Staat, hetzij over de uitvoering der werken, hetzij over de aanlegging van nieuwe waterloopen.

14. Het wetsvoorstel ingediend in 1926, door den heer Van den Eynde, is de herhaling, met sommige wijzigingen, van het wetsontwerp van 1924.

15. Het wetsontwerp door den heer Van de Vyvere ingediend, in 1926, neemt den laatsten tekst over, ingediend door den heer Van den Eynde, doch amendeert sommige artikelen.

Deze amendementen zijn het gevolg van de voorstellen die aan de Regeering voorgelegd werden door het bestendig comitee, samengesteld door de nationale commissie tot verhooging van de landbouwproductie. Zij breiden de bevoegdheid uit van de Regeering en van de Bestendige Deputaties.

TWEEDE DEEL

ONDERZOEK VAN DE AAN DE KAMER VOERGELEGDE TEKSTEN

EERSTE AFDEELING

ALGEMEENE BESCHOUWINGEN

16. Uwe middenafdeeling heeft als grondslag van hare besprekingen den laatsten tekst genomen die bij de Kamer werd ingediend, namelijk deze welke de handteekening draagt van den heer Van de Vyvere, 16 Februari 1926. Dit wetsontwerp vat de vroegere werken samen, zelfs deze waar het afwijkt van het jongste wetsvoorstel van den heer Van den Eynde.

17. Niet meer dan de wet van 1877, houdt het ontwerp zich bezig met den eigendom van de bedding der waterloopen. De kwestie is thans niet gemakkelijker op te lossen dan zij het toenmaals was ⁽¹⁾.

(1) Twee nadere verklaringen zijn hier noodzakelijk.

Vooreerst :

In 1877, werd het vraagstuk van den eigendom van de bedding der waterloopen vinnig besproken. In zijn verslag, gaf de heer de Zérézo de Tejada een historisch overzicht van de verschillende stelsels die deze kwestie had doen ontstaan : eigendom van de aangelanden ; gemeenzame zaken ; *res nullius* ; aanhoorigheden van het openbaar domein. De middenafdeeling van de Kamer, zich vereenigend met het advies dat door de Regeering was uitgedrukt, stelde voor, de kwestie niet op te lossen. « Wanneer men nadenkt, zegde zij eenenzijds, over den toestand waarin de Regeering geplaatst wordt door de talrijke betwistingen die het bewuste vraagstuk doet oprijzen, sedert zoo lange jaren, door de uiteenlopende adviezen van de uitstekendste rechtsgeleerden, door de antwoorden van de Provincieraden die beurtelings geraadpleegd werden en het niet eens zijn ; wanneer men bedenkt wat al protestaties het vraagstuk, in den eenen of anderen zin opgelost, kan doen oprijzen in het land, dan begrijpt men dat de Regeering wijselijk meende te handelen door zich te onthouden van alle uitspraak over dit belangrijk punt. De onmogelijkheid tot eene oplossing te geraken sprong in het oog, tijdens de lange debatten die twaalf zittingen van de Kamer innamen ; zij belette echter niet de voorgestelde reglementeering : « Het was niet volstrekt noodig aan de kwestie eene definitieve oplossing te geven, zegde de heer Thonissen, wiens meening overeenstemde met die van den heer Tesch « vermits de openbare macht, bij eender welke oplossing, altijd het recht van reglementeering, haar toegekend door de wetten over die zaken, zal blijven bezitten. » (DE ROBANO heeft, *voorn. werk*, blz. 7-25, gedeeltelijk de bespreking van 1877 saamgevat.)

De kwestie van den eigendom is in den breede uiteengezet, *Pandectes belges*, V° *Eaux courantes*, van n° 23 tot 134.

Sedert het verschijnen, in 1890, van de boekdeelen der *Pandectes*, heeft een arrest van het Hof van Beroep van Brussel d. d. 29 November 1890 (*Pas.*, 1891, boekd. II, blz. 164) beslist dat de niet bevaarbare rivieren niet het eigendom zijn van de aangelanden, dat zij niet kunnen privaat eigendom zijn. In denzelfden zin, Brussel, 8 Januari, 1904 (*Pas.*, 1904, boekd. II, blz. 165 ; 28 December 1906 (*Pas.*, 1907, boekd. II, blz. 144). De waterloopen zijn *res nullius*.

Een arrest van het Verbrekingshof van 7 Januari 1904 (*Pas.*, 1904, boekd. I, blz. 103) stelt vast dat men het niet eens is over de kwestie van den eigendom.

Adviezen van den Mynraad, gedagteekend van 6 en 20 Juni, alsmede van 12 en 25 October 1900, zijn in denzelfden zin opgevat.

De heeren Delbeke en Mavaut lieten, in 1894, een boek verschijnen : *Une thèse nouvelle*

Door een formeele stemming, heeft uwe middenafdeeling besloten, dat de voorgestelde teksten uitsluitend het politierecht zullen inrichten, dat de openbare macht moet uitoefenen op het gedeelte van een eigendom dat benuttigd wordt tot verzekering van een dienst ten nutte van de gemeenschap.

18. Het wetsontwerp schaft de beschikkingen niet af van het eerste hoofdstuk der wet van 1877 betreffende de erkenning, de regeling en de rangschikking der waterlopen.

Artikel 31 bekrachtigt dit principe.

19. De Regeering, wier voorstellen overeenkomen met die der indieners van het wetsvoorstel, vraagt de herziening der teksten die behandelen : de gewone werken tot ruiming, onderhoud, herstel; de buitengewone werken tot verbetering; de politie de waterlopen; de algemeene bepalingen.

Zij neemt aan : de herziening der « catalogussen »; de inschrijving in de catalogussen van waterlopen welke moeten aangelegd worden; de rangschikking der waterlopen volgens hun belang; de uitvoering van ambtswege van de ruiming van belangrijke waterlopen; het tusschenkomen van de openbare macht in de kosten der ruiming; de uitbreiding van de bevoegdheid der centrale besturen.

20. Door de provinciale besturen ⁽¹⁾ in behandeling genomen, werd de volledige herziening van de wet van 1877 door de belanghebbenden geëischt; door uwe afdeelingen werd zij met groote meerderheid aangenomen telkenmale zij hierover uitspraak moesten doen.

sur la propriété des cours d'eau non navigables (Brussel, Larcier), waarin zij beweren dat deze waterlopen, in beginsel, afhangen van het privaat domein van den Staat, en dat de privaatpersonen slechts eigenaars zijn van deze rivieren, mits een titel of de verjaring. Het vraagstuk wordt thans even heftig betwist als in 1877.

De tweede opmerking is deze :

De voorgestelde teksten regelen enkel het ruimen, het onderhoud en de politie der waterlopen. De rechtbanken behouden het recht, zooals na 1877, uitspraak te doen over de gedingen betreffende de grachten, de kanalen die dienen voor de irrigatie van de eigendommen, mits er alleen private belangen mede gemoeid zijn. Zij worden onbevoegd, wanneer eene ruiming geëischt wordt in een algemeen belang. (*Pandectes belges*, v° *Curage*, n° 57 en volgende en v° *Eaux courantes*, n° 252 en volgende, evenals Laurent en Sivilie op de hooger aangehaalde excerpten.)

(1) Uit de inlichtingen die persoonlijk door uwen verslaggever werden ingewonnen, in 1926, blijkt het, dat de provinciale overheid van Brabant, van West-Vlaanderen, van Oost-Vlaanderen en van Luik, in beginsel geene kritiek aanvoeren tegen de wet van 1877; deze van Brabant oordeelt dat men de straffen zou moeten verzwaren, waarmee degenen strafbaar zijn die abusievelijk de waterlopen gebruiken voor het niet geoorloofd uitstorten van besmette stoffen; deze van Oost-Vlaanderen oordeelt dat het zou volstaan sommige termen van de artikelen der wet van 1877, die spreken van de « afhankelijkheden » der waterlopen en van de « aangelanden » nader te bepalen. Die van Limburg en van Luxemburg vroegen eene officieele raadpleging van de bestendige deputaties; die van Antwerpen en ten slotte, gezaghebbende personaliteiten van Limburg hebben den verslaggever de grondige hervormingen aangewezen die de wet van 1877 zou moeten ondergaan. Die van Henegouw heeft ons verwezen naar eene studie van de hand van den heer Renard, een hunner dienstoversten in de *Revue de l'Administration*, 1924, blz. 440. Die van Namen heeft geen uitspraak gedaan.

Dezelfde adviezen werden uitgebracht in 1927, toen uw verslaggever in beraad trad met de provinciale technische dienstoversten.

De provinciale besturen nemen nochtans de herziening aan van de artikelen die uitsluitend lasten opleggen aan de aangelanden.

21. Aan uwe middenafdeeling werd medegedeeld dat de voorgestelde hervorming ontoereikend gevonden werd.

Men heeft eene wetgeving voorgesteld, op nieuwe principes gesteund.

Het beheer van het stroomgebied van al de waterloopen en van hunne aanhoorigheden, opgenomen door eene bevaarbare rivier of een stroom, zou toevertrouwd worden aan een bijzonder bestuur. Dit bestuur zou de afvoering van de wateren van het stroomgebied leiden. Het gebied waarvoor het bevoegd zou wezen, zou eene provincie omvatten, of zelfs interprovinciaal zijn. De ruiming der waterloopen van elk stroomgebied zou waargenomen worden door groepeeringsen, hetzij van gemeenten, hetzij van eigenaars, benuttigers van waterkeeringen, belanghebbende gebruikers. De omslag der ruimingskosten zou geschieden zooals hij voorzien wordt in het U voorgelegd ontwerp.

Uwe middenafdeeling heeft het voorstel niet aangenomen.

De inrichting van nieuwe besturen heft de traditioneele bevoegdheid op van de provinciën en gemeenten. Zij zal moeilijk zijn en veel tijd vergen, zij zal de ruiming doen uitstellen die voor talrijke waterloopen hoogdringend is geworden. De wet van 1877 verhindert niet een goede ruiming. De slechte verdeling der lasten die zij invoert maakt thans een normale toepassing onmogelijk.

Bovendien, verhindert de bestaande wetgeving niet het beheer over een stroomgebied door een zelfstandig bestuur. De Koninklijke besluiten van 9 December 1847 en 10 October 1856, alsmede artikel 22 van de wet van 7 October 1886 laten de groepeeringsen toe in wateringsvereenigingsen, van de eigendommen die betrokken zijn bij gemeenschappelijke irrigatie- of droogleggingswerken.

Bovendien, laat artikel 108 van de Grondwet toe aan de gemeenten overeenkomsten te sluiten en zich te vereenigen, — onder de voorwaarden, en op de wijze, te bepalen bij de wet, — tot het gemeenschappelijk regelen en leiding van de zaken die de gemeentelijke belangen raken. De gemeentewet laat de gemeentebesturen met het onderhoud van de waterloopen; eene groepeerings van gemeenten en particulieren, betrokken bij de ruiming van een waterloop die over onderscheidene gebieden vloeit, is, volgens de Grondwet, mogelijk ten einde de ruiming onder een zelfde leiding te verzekeren. Doch een wetstekst ontbreekt er. De wet van 1 Maart 1922, betreffende de vereeniging der gemeenten met het oog op het algemeen belang, is, naar het oordeel van den Minister van Binnenlandsche Zaken, niet mogelijk in het geval waarmede wij ons bezighouden, alhoewel de Minister van Landbouw eene tegenovergestelde meening dienaangaande verdedigt. Uwe middenafdeeling vraagt aan de Regeering opnieuw het vraagstuk te onderzoeken en gebeurlijk aan de Kamers teksten te onderwerpen waarbij de vereischte groepeeringsen toegelaten worden.

Ten slotte, is de eenheid in de leiding niet onmogelijk wanneer het de ruiming geldt van belangrijke waterloopen, vermits — zooals U zult zien in artikel 4 — de provincie aan de gemeenten de medewerking van hare agenten verleent, wanneer deze werken ondernemen tot ruiming, onderhoud en herstelling van waterloopen vereischt voor de afvoerkanalen der eerste categorie.

Kortom, de middenafdeeling keurt geenszins de inrichting goed van een « Waterstaat » zooals die welke in Nederland bestaat en waarvan de bevoegdheid zich uitsluitend tot de niet bevaarbare waterloopen zou uitstrekken.

TWEEDE AFDEELING

BEHANDELING VAN DE ARTIKELEN VAN HET WETS- ONTWERP

EERSTE HOOFDSTUK

Titel van de wet.

22. De wet van 1877 behandelt de niet bevaarbare en niet vlothare waterloopen. Daar het « vloten » eene wijze van « varen » is, stelt uwe middenafdeeling, zich aansluitend bij het ontwerp der Regeering, U voor, de woorden « niet vlotbare » uit den titel te doen wegvallen.

HOOFDSTUK II

(I van het wetsontwerp.)

Rangschikking van de waterloopen.

EERSTE ARTIKEL.

Bepaling van de waterloopen.

23. De Regeering, zich aansluitend bij de voorstellen van de indieners der wetsvoorstellen, vraagt de goedkeuring van volgenden tekst : « In deze wet worden begrepen, onder de benaming « waterloopen », al de bestaande of te maken rivieren, beken en watergangen, met uitsluiting van de gedeelten dezer die als bevaarbare en vlotbare waterwegen zijn gerangschikt en van de afdeelingen die niets anders ontvangen dan de natuurlijke wateren van een stroomgebied dat de 200 hectaren niet bereikt. »

24. De voorgestelde hervorming is radikaal.

De onderwerping van een waterloop aan de wettelijke regeling was afhankelijk van de inschrijving op de beschrijvende tabellen; de Regeering bepaalde in alle vrijheid de inschrijvingsvoorwaarden ⁽¹⁾.

Voortaan zal deze onderwerping afhangen — behoudens de hierna, in artikel 2, vermelde gevallen — van de oppervlakte van het stroomgebied waar de waterloopen behooren.

De willekeur, door de wet van 1877 ingevoerd, valt weg.

25. Ontleden wij den voorgestelden tekst.

26. Zeggen wij in het voorbijgaan, dat de goedkeuring van de bewoordingen de teksten eenvoudiger zal maken. Daar het eerste artikel de niet bevaarbare waterloopen bepaalt, waarop de geheele wet toepasselijk is, is het overbodig in de overige artikelen — zooals de wet van 1877 het wel deed — de hoedanigheidswoorden « niet bevaarbare noch vlotbare » aan de woorden « waterloopen » toe te voegen.

(1) Zie bovenstaande §§ 3 en 5 van het verslag.

27. De voorgestelde wet zou niet worden toegepast, zou niet meer worden toegepast, — zou men in sommige gevallen kunnen zeggen, — tenzij bij uitdrukkelijke beslissing van de Bestendige Deputatie, op de watergangen van een klein stroomgebied.

Over het algemeen, bestaat er in ons land voor deze watergangen geen vaste bedding, gegraven door de werking van de loopende waters.

De waterloozingspanden, waarvan het stroomgebied niet 200 hectaren bereikt, zoo dit bestaat, vallen onder de algemeene wetgeving, namelijk onder de artikelen 561 tot 563, 641 tot 654 van het Burgerlijk Wetboek en de artikelen 15 tot 22 van het Landwetboek ⁽¹⁾.

28. Anderzijds, zal de wet eene ruimere toepassing krijgen. Artikel 12 van de wet van 1877 bepaalt, zooals gij u herinnert, dat de beschrijvende tabellen, vastgesteld bij Koninklijk besluit, den definitieven staat aangeven van de waterlopen, en geen enkele tekst voorziet eenige mogelijke wijziging van die tabellen.

De eenige verbeteringen die kunnen aangebracht worden, zijn het gevolg hetzij van het doen verdwijnen van een waterloop door uitdrooging, hetzij van verplaatsing van zijn bedding.

Welnu, de wet van 10 April 1841 op de buurtwegen, die als model diende voor de wet van 1877 ⁽²⁾ beslist, integendeel, in artikel 9, dat de atlassen altijd zullen kunnen volledig worden.

Het herzien van den atlas der waterlopen dringt zich op: omdat in 1877 de opteekening van de waterlopen vergeten werd, en omdat de ontginning van gedurende langen tijd braak liggende gronden, de beteekenis van waterloop gegeven heeft aan eenvoudige waterstroompjes die uitsluitend ingeschreven waren op de aanwijzende staten ⁽³⁾, omdat het nutteloos is de vermelding te behouden van uitgedroogde waterlopen en van de waterlopen waarvan het nut niet meer bewezen is.

Voortaan zal men ook moeten mogelijk maken, zooals het heden ten dage

⁽¹⁾ Memorie van Toelichting van het wetsontwerp, n° 279, zittingsjaar 1923-1924.

De Provincieraden mogen het ruimen van deze waterlopen regelen zooals zij willen, krachtens de macht die hun is verleend, namelijk door de wet van 14-24 Floreal, jaar XI. Zie LAURENT, *Principes du droit civil*, boekd. VIII, blz. 314 en volg.; SIVILLE, *Supplément aux principes de droit civil*, n° 919 en volg.; *Revue communale*, 1897, blz. 124; 1893, blz. 266.

⁽²⁾ Om in 't licht te stellen, hoe zeer het wetsontwerp overeenstemde met de wet van 10 April van 1841 op de buurtwegen, waarvan hij den tekst ontleende en de toepassing onderzocht, schreef de heer de Zérézo de Tejada, in 1876, in zijn verslag: « Alvorens zich een oordeel te vormen over de in te voeren maatregelen in zake van waterlopen, diende men zich op de hoogte te stellen van de uitslagen van de toepassing der wet op de politie der plattelandsche wegen, waarvan het meerendeel der bepalingen, naar het scheen, op nuttige wijze konden uitgebreid worden tot de behandelde kwestie. »

De doelmatigheid van de wet van 1841, de noodzakelijkheid eener gelijkaardige toepassing, werden bewezen in den loop van de bespreking (DE ROBANO, *aangehaald werk*, blz. 50-51).

⁽³⁾ Na 1877, werd door de provincie Antwerpen het inschrijven van 838 kilometer waterlopen op de beschrijvende tabellen verzuimd.

De Regeering heeft soms het declasseren van waterlopen van de lijst der bevaarbare wegen naar de lijst der niet-bevaarbare waterlopen voorgeschreven (een gedeelte van het kanaal van de Lieve naar Eeclooj. Onoplosbare juridische vraagstukken rijzen daarbij op (zie verder onder § 103 en volgende).

noodzakelijk is geworden, dat hetzij de bestaande waterstroompjes, hetzij die waterlopen die zullen gegraven worden, aan de wet worden onderworpen.

De voorgestelde tekst laat de herziening toe van de afgekondigde bepalingen alsmede de toepassing op de afvoerwegen enkel beheerscht door het Burgerlijk Wetboek en het Landwetboek.

29. De beginselen die onze wetgeving beheerschen laten toe den voorgestelden tekst goed te keuren.

Laten wij vooreerst de onderstelling maken dat een waterloop gegraven wordt.

De bedding, zooals men op § 92 kan vaststellen, zal worden gegraven hetzij op aanvraag van den betrokken eigenaar, hetzij op aanvraag van eene openbare macht.

Gaat het initiatief uit van een eigenaar, dan neemt deze de wettelijke gevolgen aan van zijne aanvraag, dus de vereischten waarvan de verleende machtiging zal afhankelijk zijn.

Gaat het initiatief uit van eene openbare overheid, dan moet deze de vereischte gronden voor de uitvoering van het werk aankopen of onteigenen.

Nemen wij nu het geval van een waterloop die tot nog toe niet vermeld was maar voortaan aan de regeling zal onderworpen worden.

Vooreerst, de macht van regeling die aan den Staat is toegestaan, is niet en zal niet eene beperking zijn van het eigendomsrecht; het is en het zal daarentegen zijn eene voorwaarde van zijn bestaan. Het eigendomsrecht kan alleen bestaan, mits de bescherming van de openbare machten die de voorwaarden bepalen waaraan dien eigendom is onderworpen, door het bestaan van den privaten eigendom in overeenstemming te brengen met de noodwendigheden van de maatschappelijke orde.

De wet van 1877 en het ontwerp dat U wordt voorgelegd regelen de toepassing van het beginsel dat ten grondslag ligt aan de gansche wetgeving van vóór 1877.

De U voorgelegde teksten eerbiedigen de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek en die der wet van 20 Augustus 1790.

Het Burgerlijk Wetboek zegt op artikel 640, dat de lage gronden de waters moeten ontvangen die natuurlijkerwijs van de hoogere gronden afvloeien.

De wet van 20 Augustus 1790 en nog andere wetsbepalingen beschikken dat « de eigenaars verplicht zijn het water op eene hoogte te houden die niemand schade aandoet en die zal bepaald worden door het Bestuur van het Departement (1) ».

De wet op de waterlopen zal bovendien eene bepaling moeten bevatten, gelijk aan die welke opgenomen is in de wet op de buurtspoorwegen en krachtens welke een private weg, bestaande bij dertigjarige verjaring of sedert onheuglijke tijden, te allen tijde mag ingeschreven worden op den atlas der buurtwegen, na het vervullen van de vereischte formaliteiten.

30. Laten wij thans de bezwaren tegen den voorgestelden tekst aangevoerd, onderzoeken.

31. De bepaling van den waterloop steunt op de uitgestrektheid van het stroomgebied.

Nu de tekst bepaalt het stroomgebied niet.

Hij zegt ook niet wie hetzelfde te bepalen heeft.

(1) LAURENT, *Principes de droit civil*, boekd. VII, n° 314 en volg.; SIVILLE, *Supplément aux principes de droit civil de Laurent*, boekd. II, n° 919 en volg.; *Pandectes belges*, v° *Eaux courantes*, n° 291 en volg.

Noodzakelijkerwijs moet het gebrek aan bepalingen moeilijkheden verwekken.

Artikel 1 spreekt *in fine*, maar om ze aan de wetsbepalingen te onttrekken, van de afdeelingen van waterlopen « die niets anders ontvangen dan de natuurlijke waters van een stroomgebied dat niet 200 hectaren bereikt. »

Het woord « afdeeling » zal reeds betwisting uitlokken.

De beteekenis van het woord is twijfelachtig, wanneer men eene gewone bepaling van het stroomgebied aanneemt. Over het algemeen, wordt aangenomen dat het stroomgebied van een waterloop het stroomgebied omvat van al de bijrivieren, doch zonder wederkeerigheid, want elke bijrivier heeft haar afzonderlijk stroomgebied waar geen enkel deel moet worden aan toegevoegd van het stroomgebied van het eerst genoemde gebied. Daar het woord « afdeeling » in den tekst gesteld wordt tegenover : beken, grachten en rivieren, zou men kunnen beweren, dat eene « afdeeling » een afvoerweg beteekent, die geene bijrivieren ontvangt.

Doch indien men de bepaling van het woord « afdeeling » aanneemt, welke gegeven wordt in de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp dat in 1923-1924 werd ingediend, dan beteekent afdeeling, de sectie van een afvoerweg gelegen boven het punt waar zijn stroomgebied en dat zijner bijrivieren 200 hectaren bereikt. Een afvoerweg kan dus beheerscht worden door drie wetgevingen. Een eerste sectie die het water van minder dan 200 hectaren opneemt, zal worden geregeld door het Burgerlijk Wetboek en het Landwetboek; eene tweede sectie die begint waar het stroomgebied boven de 200 hectaren gaat, zal worden geregeld door de voorgestelde wet; eene derde sectie door de wetgeving op de binnenscheepvaart, indien de sectie bevaarbaar wordt. Het wordt dus noodzakelijk opmetingen te doen om de secties af te bakenen. En onvermijdelijk rijzen dan ook de geschillen op tusschen de bestuursmachten.

32. Uwe middenafdeeling die zich aansluit bij de beschouwingen uiteengezet in de voorgaande paragraaf van het verslag, was van gevoelen dat de tekst van artikel 1 moest gewijzigd worden.

33. Uw verslaggever heeft voorgesteld te beslissen dat, mits inachtneming van de uitzonderingen op artikel 2 voorzien, in de wet onder de benaming van waterlopen wordt verstaan : de rivieren, beken en grachten voor waterafvoer, die bestaan of nog te graven zijn, met uitsluiting van die waterwegen die gerangschikt zijn als bevaarbare of vlotbare waterlopen, en der gedeelten gelegen stroomopwaarts wanneer het stroomgebied niet 100 hectaren bereikt.

34. De hierna volgende beweeggronden zijn de verantwoording van den voorgestelden tekst :

Artikel 3 van het U voorgelegde ontwerp, doch waarvan de tekst ook gewijzigd werd, verleent aan de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad het recht, vooreerst de grenzen te bepalen van het stroomgebied van al de bestaande of nog te graven waterlopen, alsmede het punt te bepalen vanwaar een waterloop het water van meer dan 100 hectaren opneemt.

Het « feit » waardoor een waterloop aan de politiewet wordt onderworpen, zal dus vastgesteld en geakteerd worden door eene overheid die wegens deze beslissing aansprakelijk is tegenover de betrokken eigenaars en tegenover den Koning.

Een zelfde waterloop kan worden beheerscht door het Burgerlijk Wetboek, door de politiewet en door de wet op de binnenscheepvaart.

De bezwaren tegen deze regeling aangevoerd, waren van gewicht, toen de uitgestrektheid van het stroomgebied op 200 hectaren was gesteld. Deze bezwaren verliezen echter hunne gewichtigheid, wanneer de uitgestrektheid van het stroomgebied op 100 hectaren wordt gebracht.

In beginsel, bezit een waterloop met een stroomgebied van minder dan 100 hectaren, geen werkelijke bedding.

Bezit dergelijke waterloop dan toch eene bedding, dan kan hij, zooals men vinden kan in artikel 2, van zoodra zijn regime normaal wordt, door de Bestendige Deputatie worden geregeld.

Dit is tevens een antwoord op de aanmerking welke ten slotte werd voorgebracht door een lid der middenafdeeling die aan zijne collega's vroeg na te denken op de gevolgen van het feit dat waterlopen welke thans op de beschrijvende tabellen ⁽¹⁾ zijn vermeld, voortaan niet meer aan de politiewet zullen onderworpen zijn.

Kortom, de voorgestelde tekst geeft eene nauwere bepaling van den waterloop die aan regeling is onderworpen, maar wijst er ook dadelijk op dat de gegeven bepaling afwijkingen toelaat wegens de eindelooze verscheidenheid der plaatselijke omstandigheden.

35. Uwe middenafdeeling heeft zich aangesloten bij het voorstel van haren verslaggever, en heeft dus den tekst van artikel 1 van het ontwerp gewijzigd. Zij stelt U den geamendeerden tekst ter goedkeuring voor.

36. Uit hetgeen voorafgaat blijkt, dat men voortaan de aangenomen bepaling van het woord « waterloop » moet laten varen :

« Men noemt — aldus de *Pandectes belges* ⁽²⁾ — loopende waters of waterlopen, de waters die eene bedding hebben gegraven waarin zij loopen dank zij de natuurlijke helling van den grond; deze waters vormen aldus beken; de beken verruimen door hunne vereeniging, en vormen rivieren die ten slotte in de zee uitloopen. »

Door de wet van 1877 werden de beken geregeld, die op de beschrijvende tabellen vermeld stonden.

De beken waarvan de bedding door menschenhanden werd gegraven, kunnen voortaan, binnen de vereischten omschreven in § 103 van het verslag, onderworpen worden aan de regeling vastgesteld bij het U voorgelegde ontwerp ⁽³⁾.

(1) Zie paragraaf 43 van het verslag.

(2) Idem, Vo *Eaux courantes*, n^{rs} 12, 13, 14, 291 en volgende.

(3) Tal van betwistingen kunnen voortaan niet meer oprijzen.

De volgende is eene dergene welke tot vele geschillen aanleiding gaven :

De Mijraad, zetelend als wetgevend comiteit, geraadpleegd zijnde over de geldigheid van het beroep beschreven in nota 1 van § 4, moest onderzoeken of een afvoerweg, door den heer du Roy de Blicquy als gracht aangegeven, mocht waterloop worden genoemd. De Raad stelt vast dat de wet van 1877 den waterloop niet bepaalt. Hij verklaart dat « de waterloop de beweging is van een vloeibaar iets en dat dit woord, in de practijk, toegepast werd op de uitgestrektheid welke het water doorloopt langs natuurlijke wegen ». Hij besluit daaruit : Het is niet noodig dat het water zijn oorsprong vindt in eene eigenlijke bron. Elke afvoer van water, welke ook de reden weze van zijne verzameling of van zijne beweging, kan aanleiding geven tot een waterloop. Dit zal inzonderheid geschieden voor de grachten tot drooglegging van sommige vochtige gronden of weilanden. Het vraagstuk is een vraagstuk van feite dat in hoogste instantie alleen moet beslecht worden door de rechterlijke macht die over de betwisting te oordeelen heeft.

ART. 2.

angschikking der waterloopen.

37. De Regeering stelt U den volgende tekst voor : « De afdeelingen van waterloopen gelegen beneden het punt waar het stroomgebied een oppervlakte heeft van ten minste 3,000 hectaren, worden door de Bestendige Deputatie van den Provinciëraad gerangschikt als waterloopen van de eerste klasse.

» De Bestendige Deputatie kan ook in de eerste klasse rangschikken de afdeelingen van waterloopen :

» 1° die aangelegd zijn met een ander doel dan de verbetering van het afvoerstelsel der natuurlijke wateren, zelfs wanneer het stroomgebied minder is dan 200 hectaren ;

» 2° die waarvan de wateren worden verontreinigd door rioolvuil of door afvalwater van nijverheidsinrichtingen ;

» 3° die beïnvloed worden door een stuwdam.

» De waterloopen of de afdeelingen van waterloopen die niet voorkomen op de door de Bestendige Deputatie vastgestelde lijst, behooren tot de tweede klasse.

» De Bestendige Deputatie is bevoegd om een waterloop in een andere klasse over te brengen. »

38. De rangschikking, volgens hunne belangrijkheid, van de waterloopen of de afdeelingen van waterloopen, die niet voorkwam in de wet van 1877 ⁽¹⁾ wordt men dit dubbel doel voorgesteld :

Zij zou toelaten de aangelanden vrij te stellen van een gedeelte van de lasten voortvloeiende uit de werken van ruining en onderhoud, die zij thans alleen dragen.

Wordt zij aangenomen, dan zou zij eene regeling veralgemeenen, die in de provincie Brabant gevolgd wordt, waar de werken tot onderhoud der belangrijke waterloopen, van ambtswege uitgevoerd worden ⁽²⁾.

39. De noodzakelijkheid van eene rangschikking wordt niet betwist.

Het is niet mogelijk aan een zelfde afvoerstelsel te onderwerpen, rivieren die

⁽¹⁾ Aan eene rangschikking der waterloopen werd niet uitdrukkelijk gedacht in 1877. Nochtans, zoo men aandachtig het verslag leest van den heer de Zérézo de Tejada (*Vermeld Stuk*, blz. 98, kol. 1), dan moet men daarop gezinspeeld hebben tijdens de bespreking van het ontwerp in de middenafdeeling.

⁽²⁾ Het eerste artikel van het reglement van 10 Juli 1895, goedgekeurd bij Koninklijk besluit van 26 November van hetzelfde jaar, bepaalt het volgende : « De waterloopen die voorkomen op de beschrijvende tabellen worden in twee klassen gerangschikt. De lijst van de waterloopen of afdeelingen van waterloopen der eerste klasse wordt door de Bestendige Deputatie vastgesteld. Zij omvat namelijk de waterloopen of afdeelingen waarvan de werkelijke breedte 3 meter of meer bedraagt ; de waterloopen of afdeelingen op welke stuwdammen aangelegd zijn ; de waterloopen of afdeelingen die afvalwater van nijverheidsinrichtingen of rioolvuil van volkrijke agglomeraties opvangen. De waterloopen of rechtstreeksche bijrivieren, die niet voorkomen op de lijst, behooren tot de tweede klasse. » Artikel 3 bepaalt dat tot het ruimen der waterloopen van de eerste klasse overgegaan wordt, hetzij bij wege van een regie of bij openbare aanbesteding, door de gemeentebesturen, onder de leiding van wegenscommissarissen. Artikel 13 beslist dat de waterloopen van de tweede klasse jaarlijks geruimd worden door de aangelanden.

sonis 20 meter breed zijn en eenvoudige beekjes ⁽¹⁾; waterlopen die zand wegvoeren, andere die doorzichtig blijven of waarvan de afvoer nooit door gras belemmerd wordt ⁽²⁾; de waterlopen die natuurlijke wateren opvangen of die welke verontreinigde stoffen opnemen en daardoor, feitelijk, in hoofdriolen veranderd worden ⁽³⁾.

40. De Regeering en de makers van de U voorgelegde wetsvoorstellen zijn het ook eens om aan te nemen dat de waterlopen, volgens hunne belangrijkheid, in twee categorieën worden gerangschikt.

De moeilijkheden rijzen op, wanneer de grondslagen tot rangschikking in de eerste categorie moeten worden vastgesteld.

Twee stelsels staan hier tegenover elkaar.

41. De makers van de ontwerpen stellen voor als volgt : « De waterlopen of de afdeelingen van waterlopen wier wettelijke breedte drie meter overschrijdt, deze gelegen beneden het punt waar het stroomgebied een oppervlakte heeft van ten minste 2,000 hectaren, worden door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad gerangschikt als waterlopen van de eerste categorie ».

42. De heeren Van den Eynde en zijne collega's verlangen spoedig eene rangschikking die geene lasten aan de openbare macht oplegt.

Nu, de beschrijvende tabellen der waterlopen geven al de bestanddeelen der beslissingen die moeten tusschenbeide komen : deze stukken die ter griffie van de provinciale besturen ⁽⁴⁾ zijn neergelegd, vermelden de richting der waterlopen, hunne breedte, hunne diepte ⁽⁵⁾. Het samenstellen van documenten zou slechts vereischt worden in tamelijk zeldzame gevallen dat men, ofwel een waterloop die nog niet op de beschrijvende tabellen werd vermeld, aan de wet moet onderwerpen, ofwel dat men moet vaststellen dat een waterloop waarvan de breedte niet drie meter bereikt, het water opvangt van een stroomgebied dat zich uitstrekt over eene oppervlakte van meer dan 2,000 hectaren.

De oppervlakte van het stroomgebied werd bepaald op 2,000 hectaren, omdat een waterloop die het water afvoert van dergelijk grondgebied, een algemeen belang oplevert.

43. De Regeering stelt U voor, te beslissen dat men bij de rangschikking als grondslag uitsluitend nemen zou de oppervlakte van het stroomgebied.

Zij beperkt nog de beteekenis van haar voorstel met deze oppervlakte op 3,000 hectaren te brengen.

Om haar voorstel te verantwoorden schrijft zij : « De breedte der waterlopen is zeer verschillend naar gelang den aard van den grond en den afvoer van de waters. Deze breedte staat slechts in verhouding tot de belangrijkheid der waterlopen, wanneer het gelijkaardige omstandigheden geldt van aardkundigen en hydrologischen aard.

(1) Bijvoorbeeld, in Brabant : de Zenne, de Molenbeek, de Woluwe, de Maelbeek, de Dijle (gedeeltelijk) en de Demer (gedeeltelijk); in Henegouw : de Spierebeek en de Heene; in Limburg : de Demer.

(2) Men mag niet vergeten dat, na een onweder, asch, zand, steenen, enz., langs de oevergronden en wegen weggenomen, door de beken en grachten, naar de waterlopen meegevoerd worden.

(3) Onder de meest bekende : de Zenne, de Spierebeek, de Heene.

(4) Artikel 13 der wet van 1877.

(5) Artikel 2 der wet van 1877.

» De uitgestrektheid van het stroomgebied is een grondslag van meer wetenschappelijken aard. Het Departement heeft het cijfer van 3,000 hectaren aangenomen, dat voor sommige gronden van laag België overeenkomt met de waterlopen van 3 meter breedte op waterpeil ⁽¹⁾. »

In eene nota, aan uwen verslaggever overhandigd, voegt de Regeering er bij dat men de aangelanden niet te licht moet ontslaan van de traditionneele lasten die op hunne eigendommen wegen. « Men vergeet al te gemakkelijk, zegt zij, dat de lager gelegen gronden, krachtens artikel 640 van het Burgerlijk Wetboek, er aan onderworpen zijn de wateren te ontvangen die natuurlijkerwijze van hooger gelegen gronden afvloeien. »

44. Het was moeilijk voor uw verslaggever de vereischte inlichtingen te vinden om U nauwkeurig aan te geven het getal waterlopen die in de eerste categorie zouden worden gerangschikt, bij toepassing van het stelsel door den Staat verdedigd ofwel door dat van de heeren Van den Eynde c. s. ⁽²⁾.

De Regeering heeft uw verslaggever verwittigd dat zij de stroomgebieden van 3,000 hectaren reeds heeft doen meten en berekenen, steunende op de kaarten van den Legerstaf.

Zij heeft hem de bereikte uitslagen medegedeeld.

Deze uitslagen verschijnen als bijlagen van dit verslag.

Indien het getal van de waterlopen, die van ambtswege moeten ingeschreven worden, in ieder geval betrekkelijk weinig hoog schijnt te zijn, moet men hier aanmerken dat de Bestendige Deputatie in de eerste categorie sommige waterlopen kan rangschikken, die in de tweede werden ingeschreven. Die rangschikking kan geschieden van zoodra een waterloop verontreinigd wordt door afvalwater; van zoodra de afvoer door een stuwdam wordt beïnvloed. Sedert den oorlog is de natuurlijke afvoer der wateren veranderd, maar de Bestendige Deputaties, die de wet sedert eene halve eeuw toepassen, en die naar aanleiding van ruiming vanwege de aangelanden bezwaren ontvangen tegen de gebruikers,

(1) Memorie van Toelichting van het wetsontwerp n° 279 van het zittingsjaar 1923-1924.

(2) De lengte der waterlopen in de beschrijvende tabellen vermeld, bedraagt :

4,096 km.	in de prov.	Antwerpen,	het grondgebied der prov.	beslaat	283,157 ha.
2,251	id.	Brabant,	id.	id.	328,296 ha.
4,363	id.	West-Vlaanderen,	id.	id.	323,395 ha.
5,398	id.	Oost-Vlaanderen,	id.	id.	300,027 ha.
2,935	id.	Henegouw,	id.	id.	372,165 ha.
821	id.	Luik,	id.	id.	289,811 ha.
2,501	id.	Limburg,	id.	id.	240,766 ha.
2,036	id.	Luxemburg,	id.	id.	441,812 ha.
1,073	id.	Namen,	id.	id.	366,025 ha.

Exposé de la situation du Royaume de 1876 à 1900 par la Commission centrale de Statistique. Brussel, 1907, B. I, blz. 19. *Annuaire statistique de la Belgique*, B. 50 (1924-1925) blz. 5.

Uw verslaggever heeft kennis gekregen van een document, uitgegeven door den heer Van den Driesche, provinciaal ingenieur van West-Vlaanderen, in het bulletin voor 1927 van de *Annales de l'Union des Ingénieurs sortis des Écoles spéciales de Louvain*. Uit dit stuk heeft hij kunnen leeren, dat in de omstreken van Kortrijk, op de 244 kilometer der 107 waterlopen die het water afvoeren van 20 gemeenten waarvan het grondgebied 17,394 hectaren beslaat, 39 kilometer eene breedte hebben van 3 of meer meter; het gevolg zou wezen dat 13 waterlopen van ambtswege moeten ingeschreven worden. Het stroomgebied van elk der 96 andere waterlopen heeft niet eene oppervlakte van 2,000 hectaren. De oppervlakte van het stroomgebied van 77 waterlopen bereikt zelfs geen 200 hectaren.

bezitten eene belangrijke documentatie waaruit zij de geschikte beslissingen zullen halen ⁽¹⁾.

45, Uwe middenafdeeling heeft besloten principieel het stelsel aan te nemen, door den heer Van den Eynde voorgestaan.

Doch zij heeft een anderen vorm gegeven aan den door onzen collega voorgestelden tekst.

Het is zeker dat deze tekst — wanneer hij gecommenteerd wordt — aan de Bestendige Deputatie toelaat de klasseering op twee grondslagen te vestigen : op de breedte der waterloopen of op de uitgestrektheid van het stroomgebied. Uwe middenafdeeling besluit een vorm aan te nemen waaruit, vooreerst, kan besloten worden dat de Bestendige Deputatie het recht heeft om, in alle vrijheid, en voor elk bepaald geval, het feit te kiezen, waardoor de klasseering in de eerste categorie geboden wordt.

Zij heeft ook de draagwijdte der woorden « wettelijke breedte » der waterloopen willen bepalen. Niets was te dien opzichte bepaald. De beschrijvende tabellen en de bijlagen vermelden, als opgenomen breedten, die welke bestaat op het watervlak, op den bodem, op het normaal peil der wateren, en de breedten welke volgens de gewoonten en reglementen bestaan. Uw verslaggever, heeft, na dienaangaande met de bevoegde diensten van het Ministerie van Landbouw beraadslaagd te hebben, voorgesteld de bodembreedte als criterium te aanvaarden omdat deze op de meest nauwkeurige wijze de belangrijkheid van den waterloop bepaalt. Uwe middenafdeeling heeft dit voorstel aangenomen.

46, Thans gaan wij over tot de tweede alinea van het artikel, d. i. tot de voorwaarden die aan de Bestendige Deputaties toelaten de rangschikking in de eerste categorie te gelasten.

Die schijnen goed gekozen te zijn. De gemeentebesturen hebben vaak onverschilligheid aan den dag gelegd in zake de door de wet hun toevertrouwde macht, omdat de toepassing der wet ontegensprekelijke onrechtvaardigheden toelaat. Zij waren onmachtig dit te verhelpen, omdat de Bestendige Deputatie hun het recht ontzegt de ruimingswerken op hunne kosten te doen, als facultatieve uitgave ⁽²⁾.

« Het ontwerp, — aldus de Regeering in eene U toegezonden Memorie van Toelichting ⁽³⁾ — machtigt de Bestendige Deputatie, met de groote waterloopen gelijk te stellen, die waarop stuwdammen zijn geplaatst of die aanzienlijke hoeveelheden rioolwater of afvalwater van nijverheidsinrichtingen ontvangen...

» Vaak zijn debatten opgerezen nopens het onderhouden der afleidingen van de waterloopen, welke de openbare besturen hadden tot stand gebracht naar aanleiding van het graven van kanalen, het aanleggen van banen, spoorwegen, enz., dus met een gansch ander doel dan het verbeteren der waterwegen. Het recht vanwege deze besturen om de werken uit te voeren, wordt niet betwist. Doch het gevolg daarvan is dat er twijfel bestaat aangaande de bevoegdheid van het

(1) Artikel 16 der wet van 1877 geeft aan de aangelanden het recht in beroep te komen bij de Bestendige Deputatiën, van de beslissingen der gemeenteoverheid in zake verdeling der ruimingskosten.

(2) Zie hierna § 86 van het verslag.

(3) Memorie van Toelichting van het wetsontwerp n^o 279, zittingsjaar 1923-1924

provinciaal en het gemeentebestuur wat de uitvoering der onderhoudswerken betreft ⁽¹⁾.

» Een ander bezwaar doet zich gelden, wanneer er sprake is van de kosten dezer werken om te slaan over de aangelanden, de benuttigers van waterkeringen of andere gebruikers. Dezen beweren dat die toestanden niet werden voorzien door de wet van 7 Mei 1877 ⁽²⁾. De meest natuurlijke oplossing bestaat in de machtiging die zou worden verleend aan de Bestendige Deputatie om, desgevallend, geheel de onderhoudsuitgave te doen dragen door de provincie en de gemeente ⁽³⁾ ».

47. Uwe middenafdeeling heeft besloten de bewoordingen aan te nemen; door de Regeering voorgesteld, doch ook deze aan te vullen.

48. De middenafdeeling is van gevoelen dat het recht toegekend aan de Bestendige Deputaties om sommige waterloopen te rangschikken in de eerste categorie al te streng beperkt is.

De voorgestelde wet is eene politiewet.

De teksten moeten dus naar de letter verklaard worden en die van n^o 1, 2, 3 van de tweede alinea van het artikel moeten dus streng nageleefd worden.

De ruiming van kleine waterloopen kan echter moeilijk zijn.

Men moet ook de Bestendige Deputaties wapenen met het oog op uitzonderlijke toestanden waarvan de opsomming onmogelijk is ⁽⁴⁾.

(1) Uw verslaggever meent nogmaals te mogen beweren dat geschillen oprijzen betreffende de grens der niet bevaarbare waterloopen en die der andere. De eerste die steeds stroomopwaarts gelegen is, wordt beheerscht door de andere. Nu, de diensten van Bruggen en Wegen zijn het die de schuiven der sluizen doen werken, welke de twee vakken van elkaar scheiden; het zijn ook deze diensten die de uitvoering der werken kunnen schorsen, welke noodzakelijk worden geacht om de overstromingen tegen te houden. De provinciale en gemeentelijke overheden zouden niet mogen ontwapend staan, wanneer een geschil oprijst. Al de bezwaren verergeren, wanneer de uitvoering van werken of de werking van kunstwerken onder de bevoegdheid van verschillende departementen vallen. Zóó bemoeit, bij voorbeeld, in de provincie Antwerpen, het Departement van Landsverdediging zich met het groot Schijn. Het is dan ook moeilijk, soms zelfs onmogelijk, de verantwoordelijkheid vast te stellen, ingeval de schuiven niet hebben gewerkt of laattijdig hebben gewerkt. Het Parlement heeft tegenover dergelijke moeilijkheden gestaan, wanneer het de bevoegdheden, welke aan de Regeering zijn toegekend op telefoongebied, heeft moeten uitstrekken; artikel 3 der wet van 20 Mei 1898 luidt: « Van de ontwerpen van het uit te voeren werk wordt, bij aangeterkenden brief, kennis gegeven aan de betrokkene provinciale of gemeentelijke overheid... Is in het ontwerp de aanleg begrepen van ondergrondse lijnen, hetzij boven, hetzij onder werken van een provincie- of gemeente-lienst, of is in het ontwerp hetzij wijziging, hetzij verplaatsing van een dier werken voorzien, zoo bestaat vermoeden van overeenstemming tusschen de beheeren, indien er geene klacht is geopperd binnen den tijd van twintig dagen na de kennisgeving. Bij gebreke van overeenstemming, wordt de zaak beslist bij een Koninklijk besluit, ondertekend door den Minister van Binnenlandsche Zaken. Evenzoo wordt gehandeld voor bovengrondsche lijnen. » In § 109 van dit verslag zullen wij het nut onderzoeken van het inlasschen eener dergelijke bepaling in het U voorgelegde ontwerp.

(2) Leemte in de wet van 1877, op welker belang wordt gewezen door de provinciale overheden van Antwerpen, Brabant en Oost-Vlaanderen.

(3) Zooals wordt gezegd in nota 3; zie artikel 3 hierna.

(4) Ter beoordeeling van de opgeworpen vraag, leze men nota op § 43.

Eene uitbreiding van de bevoegdheid dezer colleges moet niet gevreesd worden omdat hunne besluiten vatbaar zijn voor beroep bij den Koning.

Uwe middenafdeeling heeft besloten een vierde paragraaf in de tweede alinea van artikel 2 op te nemen.

Deze paragraaf luidt als volgt : « 4° wier belangrijkheid, verval of vorm de ruiming moeilijk maken ».

49. Uwe middenafdeeling heeft ten slotte besloten de laatste twee alinea's van artikel 2 goed te keuren.

Dienvolgens — zooals U gezien hebt in de §§ 23 tot 36 van dit verslag — zullen de waterlopen die de natuurlijke wateren opvangen van een stroomgebied waarvan de oppervlakte 100 hectaren bereikt, van ambtswege onderworpen worden aan de politiebeschikkingen, door de wet verordend.

Daarenboven zullen — hetgeen door niemand zal afgekeurd worden — declasseringen van waterlopen mogelijk zijn wanneer de omstandigheden zulks eischen.

50. De beslissingen van uwe middenafdeeling, in §§ 44, 46, 47 vermeld hebben principes vastgelegd.

Zij werden gevolgd door eene meer speciale studie van de eigenaardigheden van den tekst en waarvan men hierna de uitslagen vindt.

51. In strijd met hetgeen aangaande het eerste artikel besloten werd, is het toegelaten afdeelingen van waterlopen onder artikel 2 te brengen.

Het klasseeren van een waterloop beslist niet aangaande diens onderwerpen aan de wet doch regelt de uitvoering van de werken tot ruiming en onderhoud.

De wijze van uitvoering kan verschillend zijn volgens de belangrijkheid, den aard of het regime van het gedeelte van den waterloop waar de uitvoering plaats grijpt.

52. De overige wijzigingen, in de eerste teksten gebracht, betreffen alleen den vorm doch maken de genomen beslissingen duidelijker.

53. Uwe middenafdeeling stelt U dus ten slotte voor, den volgende tekst aan te nemen :

§ 1. De waterlopen worden door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad in twee categorieën gerangschikt.

§ 2. De waterlopen en de afdeelingen van waterlopen, welke niet door eene beslissing van de Bestendige Deputatie in de eerste categorie zijn gerangschikt, behoorren tot de tweede categorie.

§ 3. De Bestendige Deputatie zal in de eerste categorie rangschikken, het gedeelte der waterlopen stroomafwaarts gelegen van het punt alwaar aan een der volgende twee vereischten is voldaan : een wettelijke bodembreedte van drie meter bereiken, of een stroomgebied van ten minste 2,000 hectaren bedienen.

Zij kan mede in de eerste categorie rangschikken de waterlopen, de afdeelingen van waterlopen, de rivieren, beken of watergangen, zelfs indien het stroomgebied niet 100 hectaren bereikt :

1° Die aangelegd zijn met een ander doel dan de verbetering van het afvoerstelsel der natuurlijke wateren ;

2° Waarvan de wateren worden verontreinigd door rioolvuil of door afvalwater van nijverheidsinrichtingen;

4° *Wier belangrijkheid, verval of vorm de ruiming moeilijk maken.*

De Bestendige Deputatie is bevoegd om een waterloop in een andere categorie over te brengen.

ART. 3.

Wettelijke dwarsdoorsnede der waterlopen die niet ingeschreven zijn op de beschrijvende tabellen.

54. De Regeering en de onderteekenaars van het wetsvoorstel vragen U, volgenden tekst goed te keuren : « De wettelijke dwarsdoorsnede der waterlopen, die niet ingeschreven zijn op de beschrijvende tabellen, opgemaakt ter uitvoering van de wet van 7 Mei 1877 op de politie der niet bevaarbare noch vlotbare waterlopen, zal vastgesteld worden door de Bestendige Deputatie volgens de laatste, regelmatig goedgekeurde en verwezenlijkte ontwerpen van aanleg of verbetering. Bij ontstentenis dezer stukken, zal de Bestendige Deputatie de gemiddelde doorsnede die ter plaatse bestaat tot grondslag nemen. »

55. « Het is noodig — aldus de Regeering — te zeggen op welke wijze de bevoegde overheid ten minste de dwarsdoorsnede der waterlopen zal bepalen, doorsnede die zal moeten hernomen worden bij de uitvoering der ruimingswerken. »

Dat is het doel van artikel 3 (1).

56. Het bestudeeren van dezen tekst heeft de leemten er van doen uitkomen. Uwe middenafdeeling heeft hem gewijzigd.

57. Ziehier de verklaring van een eerste amendement :

Twee verschillende opvattingen, die niet duidelijk tot uiting werden gebracht, hebben de indieners van het wetsvoorstel en die van het ontwerp geleid.

De indieners van het voorstel wenschen de verbetering en de aanvulling van de sedert 1877 opgemaakte beschrijvende tabellen, na de bekendmaking van de nieuwe teksten. De tekst van artikel 3, die hunne goedkeuring had weggedragen, regelde eene bijzonderheid van het onderzoek welke het onderwerpen aan de wet van de waterlopen, waarop de regeling der wet van 1877 niet toepasselijk was, voorafging.

De indieners van het ontwerp stelden iets nieuws voor. De beschrijvende tabellen konden nuttige inlichtingen verschaffen betreffende de waterlopen die onderworpen waren aan de wet van 1877 en ook aan de nieuwe wet moesten onderworpen worden. Doch voortaan moest een « feit » veel meer dan een « titel » aan de verplichtingen der eigenaars en de rechten der openbare besturen het ontstaan geven. Naar de afwijking van de opvattingen van 1877, maakte men van de inschrijving op de tabel niet meer de hoofdvoorwaarde voor de onderwerping aan de wet; men hoopte aldus de nadeelen te vermijden, veroorzaakt door de wezenlijke dwalingen opgenomen in de bestaande tabellen, en de

(3) Memorie van Toelichting van het wetsontwerp, n° 279, van het zittingsjaar 1923-1924

toekomstige vergissingen te voorkomen, aangezien de bedding van een waterloop zich kan verplaatsen, nauwer of breder worden.

Uwe middenafdeeling heeft noch het eene, noch het andere standpunt aangenomen.

Zij heeft verzaakt aan de verbetering der beschrijvende tabellen van 1877. Zij werden op definitieve wijze vastgesteld sedert 1884 en het is nuttig dat zij onveranderd blijven; na een buitengewoon onderzoek, hebben zij verplichtingen bekrachtigd en rechten toegekend; de gegevens die men er op vindt, zullen toelaten, met spoed de kenmerken vast te stellen van het regime der waterloopen welke aan de wet van 1877 onderworpen werden en waarop de nieuwe wet zal toepasselijk wezen.

Doch zij heeft ook gewenscht dat een « titel » en niet een « feit » de grondslag van de verplichtingen en rechten zou zijn.

Zij heeft dan ook besloten U voor te stellen den volgende tekst aan te nemen :

« De provinciale overheid zal van de waterloopen beschrijvende tabellen doen opmaken, met inachtneming van de bepalingen van hoofdstuk I der wet van 7 Mei 1877.

» Deze tabellen zullen de bestaande waterloopen vermelden, waarop de bepalingen van deze wet van toepassing zijn.

» Zij zullen, door de zorgen van de Bestendige Deputatie, aan herziening worden onderworpen, voor wat betreft de inschrijving of de schrapping van de waterloopen die men beslist heeft te maken of te doen verdwijnen. »

Waarom wenscht de middenafdeeling eene tabel?

De inschrijving van een weg op den atlas der buurtwegen, of die van een waterloop in de beschrijvende tabellen, regelen thans niet en zullen ook in de toekomst een eigendomsvraagstuk niet regelen. Geldt het een buurtweg, dan stelt de inschrijving vast en zij zal blijven vaststellen dat een eigendom belast is met een doorgangsservituut ten voordeele van het publiek. Geldt het een waterloop, dan heeft de inschrijving vastgesteld en zij moet blijven vaststellen dat het water, vloeiende in een bepaalde bedding, wat betreft het gebruik er van, door de wet, onderworpen is aan de politie-, bewakings-, toezichts- en bewaringsmaatregelen welke het bestuur meent te moeten invoeren⁽¹⁾. Door de inschrijving krijgen de gemeenten namelijk den wettigen titel, waardoor zij, krachtens artikel 2265⁽²⁾ van het Burgerlijk Wetboek, gewapend zijn tegen de klachten van de aangelanden.

De bestuurlijk vastgestelde tabel, zal, evenals na 1877, hare waarde blijven behouden zoolang niet zal bewezen zijn dat zij verkeerde inlichtingen bevat,

(1) Zie nota 1 in § 17 van het verslag.

(2) Artikel 2265 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt het volgende : « Hij die te goeder trouw en bij wettigen titel een onroerend goed verkrijgt, bekomt daarvan den eigendom door een verjaring van tien jaren, indien de werkelijke eigenaar woonachtig is in het rechtsgebied van het Hof van beroep, in welks uitgestrektheid het onroerend goed gelegen is; en van twintig jaren indien dezelve buiten gezegd rechtsgebied is gehuisvest. » Artikel 10 der wet van 10 April 1841 bepaalt : « De verordening van de Bestendige Deputatie, waarbij het plan (van een buurtweg) definitief wordt vastgesteld, laat onverminderd de klachten betreffende den eigendom en de rechten die er op gesteund zijn. Zij zal dienen als titel voor de verjaring in tien en twintig jaren. »

Artikel 9 van de wet van 1877, dat niet opgeheven wordt door de U voorgelegde teksten

wat betreft het eigendomsrecht over een waterloop of de rechten die daarmede verband houden.

Door de inschrijving, doen de gemeenten het bestaan vaststellen van een recht dat zij bezitten namens de gemeenschap die zij vertegenwoordigen. Zij beheeren dienvolgens den belasten eigendom als hun eigen gebied; zij gelasten de werken van ruiming en onderhoud, overeenkomstig de wetgevende of provinciale beschikkingen die de uitvoering er van regelen.

Doch de bevoegdheid van de gemeenten strekt zich alleen uit tot het gedeelte van den eigendom, vermeld bij de inschrijving. Zoo zou, naar aanleiding van eene ruiming, eene gemeente, — zonder schadeloosstelling voor de aangelanden — niet een waterloop van 3 meter kunnen inschrijven, wanneer deze waterloop opgenomen werd in de beschrijvende tabel met een geringere breedte ⁽¹⁾.

De tekst, door de middenafdeeling voorgesteld, zal gemakkelijk kunnen toegepast worden.

De waterlopen, op de tabellen van 1877 vermeld, en die onderworpen blijven aan de nieuwe wet, zullen, zonder nieuwe formaliteiten, op de nieuwe tabellen ingeschreven worden.

De waterlopen waarop tot nog toe geene regeling toegepast werd, zullen ingeschreven worden na de sluiting van het onderzoek tot vaststelling van de verplichtingen der eigenaars en van de rechten der overheid.

De tabellen zullen niet langer, zooals vroeger, onveranderlijk zijn.

De opgedane ervaring zal het aan een Koninklijk besluit mogelijk maken het kader zelf van de tabellen te verbeteren.

§8. Onderzoeken wij nu het tweede amendement, door uwe middenafdeeling voorgesteld. Zooals U gezien hebt in de artikelen 1 en 2, zijn de onderwerping van een waterloop aan de wet en zijne klasseering, afhankelijk van de uitgestrektheid van het stroomgebied.

Het is eene onmogelijkheid, niet de overheid te bepalen, die de grenzen van de stroomgebieden zal vaststellen, alsmede het punt waar de waterlopen hun wettelijken oorsprong hebben.

De middenafdeeling stelt voor, de vereischte bevoegdheid te verleen aan de Bestendige Deputaties.

Er zijn geene moeilijkheden te vreezen.

Het punt waar de waterlopen, op de beschrijvende tabel van 1877 ingeschreven, hun wettelijken oorsprong vinden, is gekend. De kaarten van den Staf laten toe na te gaan of zij dienen tot het afvoeren der wateren van een stroomgebied, van meer dan 100 hectaren.

Het stroomgebied der waterlopen die meer dan 3,000 hectaren bedienen, werd reeds bepaald door de Regeering.

Het stroomgebied en het uitgangspunt der waterlopen die nog aan te leggen

beslist, in de 2^{de} alinea, dat de Koninklijke besluiten, tot definitieve goedkeuring van de beschrijvende tabellen der waterlopen, niet afbreuk doen aan de klachten betreffende den eigendom noch aan de rechten die er uit ontstaan.

Voor het commentaar betreffende dit laatste artikel, leze men DE ROBANO, *op. cit.*, blz. 40-41; GIRON, *Dictionnaire*, t. I, blz. 264, col. 3; *Pandectes belges*, V^o *Eaux courantes*, *passim*.

(1) *Pandectes belges*, V^o *Curage*, n^o III en *Revue communale*, 1891, blz. 340.

zijn, zullen bepaald worden door de machtiging die het mogelijk zal maken ze te graven.

Het onderzoek en de studie zullen slechts vereischt worden wanneer men zich zal moeten bezighouden met waterloopen die men in 1877 vergeten heeft; voor die alleen zal het werk, in 1877 ondernomen, herbeginnen.

Uwe middenafdeeling stelt U voor het volgende te beslissen :

« De Bestendige Deputatie zal op deze beschrijvende tabellen doen aanteekenen : de grenzen van het stroomgebied van elken waterloop alsmede het aanvangspunt waar deze zijn wettelijken oorsprong neemt. »

59. Uwe middenafdeeling stelt U voor artikel 3 aan te nemen zooals zij het gewijzigd heeft.

HOOFDSTUK II.

Gewone werken van ruiming, onderhoud en herstelling.

EERSTE AFDEELING.

Algemeene beginselen.

60. De teksten die U worden voorgesteld zijn eene bekrachtiging der bepaling van het ruimen, gegeven in 1877; doch zij wijzigen op diepgaande wijze, de algemeene grondbeginselen der wet van 1877 ⁽¹⁾. Door deze wet werd toegelaten dat het ruimen werd uitgevoerd hetzij door de aangelanden, hetzij, wanneer het moest gedaan worden, met hunne medehulp.

De kosten van het ruimen kwamen principiëel altijd ten laste van de aangelanden; de benuttigers van waterkeeringen of andere gebruikers moesten slechts uitzonderlijk een aandeel betalen.

61. De middenafdeeling van 1877 wilde aan de aangelanden de zorg overlaten van het ruimen, terwijl de bestuurlijke overheid slechts zou optreden in de gevallen waarbij de aangelanden hun plicht niet of slecht zouden doen ⁽²⁾. Zich vereenigend met de critiek uitgebracht door de Bestendige Deputaties ⁽³⁾ die, oordeelend dat de tusschenkomst der aangelanden nadeelig was, van ambtswege de uitvoering van de werken vroegen, voegden eenige vooraanstaande leden van

(1) In zijn verslag, schreef de heer de Zérézo de Tejada : « De ruiming van een waterloop omvat al de werken, noodig tot het onderhouden van den waterloop in een goeden toestand, d. i. het wegnemen van het slijk, van steenen en van weggespoelde aarde, alsmede van het gras en riet die er groeien; het goede onderhoud van de oevergronden op zulke wijze dat men geene grondzinkingen moet vreezen. »

(2) Zie hooger § 5 van het verslag. De middenafdeeling verwierp vooral het ruimen van ambtswege in 1877, omdat het voor onmiddellijk gevolg had de verplichte toelating in de tuinen, afsluitingen en parken van groepen arbeiders die daar, op grond van de wet, zouden binnengedrongen zijn en die, steunend op hunne opdracht, de aanbevelingen en opmerkingen die men hun zou moeten doen, in den wind zouden slaan. Het zou een soort ergerlijke schending van de woning zijn. (Aangehaald verslag van den heer de Zérézo de Tejada, blz. 97 tot 99.)

(3) Die van Luik en van Luxemburg.

de Kamer ⁽¹⁾ er bij dat de wet van 1841 uitslagen had opgeleverd, aan het land een goed onderhouden wegennet had verschaft, omdat de hulp van de aangelanden was afgewezen geworden. De Kamer, zich aansluitend bij het overgangsstelsel van de Regeering, nam de hulp aan van de aangelanden wanneer het noodig was ⁽²⁾.

De ervaring heeft bewezen dat de medehulp van de aangelanden de toepassing van de wet van 1877 moeilijk maakte ⁽³⁾.

62. In 1877, werden de ruimingskosten uitsluitend ten laste gelegd van de aangelanden, op grond van het beginsel, dat de lasten vallen op degenen die de voordeelen genieten ⁽⁴⁾.

« Edoch, zooals de heer Van den Eynde schreef in de Toelichting van het wetsvoorstel door hem ingediend in 1921 ⁽⁵⁾, deze voordeelen, opgenoemd in 1877, waarbij men de bewateringen moet voegen, gesteld dat zij nog bestaan, wegen niet op tegen de doorlopende bezwaren en de nadeelen waaraan de aangelanden zijn blootgesteld zooals : overstromingen, wegspoelingen, beschadiging der oevers, indringen van het water. »

Meer dan ooit, kan de loonsverhooging tot dit resultaat leiden : dat de ruimingskosten grooter zijn dan de inkomsten opgeleverd door een eigendom van weinig diepte, maar die een groot stuk langs een waterloop ligt.

Voorzeker, de wet van 1877, toegepast naar den tekst en naar den geest, verbood aan de gemeenten op één zelfden voet de kosten te verdeelen over de aangelanden volgens de lengte van den oever hunner eigendommen langs een waterloop. De gemeenteraad moest het aandeel van iederen eigenaar, benuttiger of gebruiker, vaststellen, met inachtneming van den graad van zijn belang, en van de schade die zij hadden berokkend ⁽⁶⁾. Maar de kritiek aangevoerd tegen de wet blijft niettemin bestaan, en men moet er bijvoegen dat zij de verplichting, opgelegd aan de eigenaars door artikel 644 van Burgerlijk Wetboek, nog verzwart: degenen wier gronden zijn drooggelegd door den waterloop die

(1) De heeren Tesch, Dohet, Thonissen onder anderen.

(2) DE ROBIANO, *aangehaald werk*, blz. 47-51.

(3) Zie hooger, § 6 van het verslag.

Men moet er bijvoegen dat deze grenzen van het recht van uitvoering van ambtswege, door artikel 15 van de wet van 1877 toegekend aan de gemeentebesturen betwist zijn. De Bestendige Deputatie van de provincie Antwerpen houdt staande, dat het gemeentebestuur zich er kan bij beperken, aan de belanghebbenden te doen weten dat een werk op een bepaalden datum zou aangevangen worden. Eene ploeg gemeentearbeiders, die langs een waterloop opgaat, zou kunnen nagaan of de uitvoering van het werk door de aangelanden goed was gedaan. Had een aangelande aan zijne verplichtingen voldaan, kon de ploeg hooger trekken; was het werk niet gedaan of onvoldoende gedaan, dan trad de ploeg van ambtswege zelf op.

(4) Zie verder § 7 van het verslag.

In zijn verslag schreef de heer de Zérézo de Tejada : « Artikel 644, § 2, van het Burgerlijk Wetboek laat toe aan degenen wier eigendom langs een waterloop ligt, daarvan gebruik te maken op de lengte waar het goed ligt. Bovendien, hebben dezelfde personen het vischrecht krachtens eene wet. Eindelijk, de verplichting waarvan sprake spruit voor de aangelanden nog voort uit het voorschrift van artikel 640 van het Burgerlijk Wetboek, die aan de hooger gelegen eigenaars oplegt het water door te laten, dat lager ligt. »

(5) Zie Toelichting van het wetsvoorstel n^o 110, zittingsjaar 1920-1921.

(6) Zie *Revue communale*, 1886, blz. 309; 1888, blz. 290.

ingeschreven is op den atlas, dragen de lasten niet die alleen de aangelanden dragen ⁽¹⁾.

63. De Regeering en de indieners van de wetsvoorstellen nemen aan dat het ruimen van de waterloopen van de eerste categorie van ambtswege zal uitgevoerd worden; dat de hulp van de aangelanden in beginsel mag aanvaard worden voor die van de tweede categorie ⁽²⁾.

64. De Regeering en de indieners van de wetsvoorstellen nemen aan dat de openbare machten een deel van de ruïningskosten op zich nemen.

De Regeering neemt echter niet aan, zooals de voorstellers van de voorstellen; dat de Staat moet tusschenbeide komen.

65. Het principe van de tusschenkomst der openbare machten, eender welke uitbreiding men er aan geve, schijnt ons billijk omdat de toepassing van de politiemaatregelen, welke in de wet staan, gemeenschappelijk aan al de inwoners voordeelen verschaft waarvan de aangelanden den last dragen, zonder nog de vroeger bestaande voordeelen te kunnen genieten.

De openbare machten komen, trouwens, tusschen in de kosten van onderhoud van de buurtwegen ⁽³⁾.

TWEEDE AFDEELING.

Onderzoek der artikelen van hoofdstuk II.

ART. 4.

Ruiming der waterloopen van de eerste klasse, omslag der kosten.

66. De Regeering stelt den volgende tekst voor : « De werken van ruiming, van onderhoud en van herstelling aan de waterloopen der eerste klasse en aan hunne aanhoorigheden, worden jaarlijks op het door de Bestendige Deputatie vastgestelde tijdstip uitgevoerd door toedoen van het gemeentebestuur.

« De provincie verleent daartoe de technische medewerking van de wegencommissarissen of van andere bijzondere agenten, door de provinciale overheid benoemd, steeds met inachtneming van het provinciaal reglement op de waterloopen.

» De kosten, door deze werken veroorzaakt, worden voor een derde gedragen door de provincie, voor een derde door de gemeente en door deze laatste voor

(1) Een misbruik waarop de provinciale overheid van Antwerpen en die van Oost-Vlaanderen vooral nadruk leggen.

(2) Voor de evolutie van de meeningen over dit ontwerp, zie §§ 11 tot 15 van het verslag.

(3) Het is van belang te doen opmerken dat, in 1877, de heer de Zérézo de Tejada in den tekst zelf van de wet wilde doen inlassen dat de openbare machten de uitvoering van de werken zouden kunnen steunen. Wilde hij, toen hij het amendement indiende dat zijn gedachte vertolkte, de strengheid verzachten van het principe der uitsluitende verplichting van den aangelande, door de wet vastgelegd? Dit is niet duidelijk. Het amendement werd ingetrokken na de verklaring van den heer Delcour, Minister van Binnenlandsche Zaken, die zei dat de aangenomen principes de verleening van toelagen niet zouden verbieden. (Zittingsjaar 1876-1877, Kamer der Volksvertegenwoordigers; *Handelingen*, blz. 290.)

een derde omgeslagen over de aangelanden, de belanghebbende grondeigenaars, de benuttigers van waterkeeringen en andere gebruikers ⁽¹⁾ »

67. Het stelsel verdedigd door de indieners van de wetsvoorstellen verschilt van dat der Regeering en wel hierom : het legde de betaling van het eerste derde der uitgave op aan den Staat en de Provincie ; het deed, voor het laatste derde, alleen de betrokken eigenaars, de benuttigers van waterkeeringen en de andere gebruikers tusschenkomen, zonder uitdrukkelijk de aangelanden te vermelden.

68. De Staat weigert zijne tusschenkomst en verklaart : « Men ziet niet in om welke reden de Staat, op bestendige wijze, een gedeelte van de kosten der onderhoudswerken, te zijnen laste zou moeten nemen. » Het nagestreefde doel is voorzeker niet eer door deze dan door gene Begrooting, een gedeelte der uitgaven te doen dragen.

Het schijnt meer logisch te zijn een gedeelte van de uitgave te doen betalen door de overheid die tusschenkomt om de werken te gelasten ⁽²⁾.

⁽¹⁾ In de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp n^o 279 (zittingsjaar 1923-1934) schreef de Regeering : « Evenals het ontwerp van de heeren Van den Eynde c. s. aanvaardt dit nieuwe ontwerp verschillende stelsels voor het beheer van de belangrijke en van de kleine waterlopen.

» Alhoewel het onderhoud der belangrijke rivieren zich leent tot een algemeen en samenhangend werk, uitgevoerd door het toedoen van een openbare macht en bestuurd door bevoegde technici, moet men aannemen dat voor de kleine waterlopen de ruiming kan gedaan worden bij kleine afdelingen en door de zorgen der aangelanden. Men moet rekening houden met de algemeene onkosten en met den nuttigen arbeid der werklieden.

» Voor de groote waterlopen geschiedt het onderhoudswerk binnen een beperkte ruimte, waar een werkelijk toezicht kan goefend worden ; terwijl de groote ontwikkeling der kleine waterlopen nuttelooze verplaatsingen veroorzaakt en kosten van bestuur en toezicht welke zeer hoog zijn met betrekking tot den prijs der werken, wanneer deze het voorwerp zijn van een globale onderneming.

» De onderhoudskosten der groote waterlopen zijn, uit den aard der zaak, zeer hoog en overschrijden in menig geval de opbrengst der oeverperceelen. Bovendien zijn de groote valleien de breedste en dikwijls liggen de perceelen, die aan de waterlopen palen, merklijk hooger dan de andere gronden der lage vallei, zoodat de perceelen, die het minste belang hebben bij het goed onderhoud van den waterloop, in het huidige stelsel, er al den last van dragen. Indien wij bovendien in aanmerking nemen dat de groote waterlopen het minste verval hebben en dat een verhooging van den waterstand op een vrij uitgestrekt gebied gevolgen kan hebben, groote oppervlakten gronds vochtig maken en een ongunstigen invloed uitoefenen op het klimaat, dan komen wij tot het besluit dat de onderhoudskosten dezer waterlopen moeten omgeslagen worden over al de eigenaars der lage valleien.

» De toestand is anders in de kleine valleien : de onderhoudskosten zijn niet zeer belangrijk, de oeverperceelen beslaan vaak de gansche breedte der lage vallei, en de gevolgen van een verwaarloosde ruiming strekken niet verder dan die perceelen. In dit geval is de tusschenkomst van andere eigenaars dan van aangelanden over 't algemeen niet gerechtvaardigd en het zou niet logisch zijn een deel der uitgave ten laste te leggen van de gemeenten.

» Voor de kleine waterlopen, kan men zich dus aansluiten bij het onderhoudsstelsel, aanbevolen door de heeren Van den Eynde c. s., behoudens uitzonderingen voor de afdelingen van kleine waterlopen die zouden verbeterd of aangelegd worden om de droogmaking van stroomopwaarts gelegen gronden te vergemakkelijken. »

⁽²⁾ Memorie van Toelichting van het wetsontwerp, n^o 279 (zitt. 1923-1924).

In eene aan uw verslaggever overhandigde nota zegt de Regeering dat de tusschenkomst van den Staat in de kosten van het ruimen der waterloopen, waarvan het stroomgebied meer dan 3,000 ha. is, eene jaarlijksche uitgave van ten minste 1 millioen zal vergen.

69. De provinciën die zich verzetten tegen de inschrijving van een nieuw artikel op de reeds lange lijst hunner verplichte uitgaven, wijzen het ontwerp van de hand en voeren het gebrek van geldmiddelen aan ⁽¹⁾.

70. De indieners van de wetsvoorstellen hebben hun stelsel behouden en deden het volgende opmerken :

« Evenals de Staat en de provincie tusschenkomen in de kosten voor het onderhoud van de buurtwegen van groot verkeer, meenen wij dat het rechtvaardiger en billijker zou zijn dat zij beiden ook zouden tusschenkomen in de kosten van onderhoud der waterloopen van de eerste categorie ⁽²⁾. »

Zij voegen er bij : « de ruiming en de waterloopen zijn niet meer mogelijk zonder de tusschenkomst der openbare machten. Deze zullen trouwens hun inkomsten zien aangroeien, ten gevolge van de meerwaarde door de eigendommen verworven en van de vermeerdering der opbrengst dank zij het beter onderhoud van de waterloopen. »

71. Uwe middenafdeeling heeft zonder bespreking aangenomen, dat de eigenaars die geen aangelanden zijn, maar wier gronden schade lijden uit het slecht onderhoud der waterloopen, in de ruimingskosten zouden moeten tusschenkomen.

72. Na eene lange bespreking, werd de tusschenkomst van den Staat verworpen.

Eene beslissing van de Bestendige Deputatie, die eene ondergeschikte macht is, kan den Staat niet binden.

De tusschenkomst van den Staat zou de inrichting vergen van diensten die het gebruik van de Staatsgelden controleeren. Dienvolgens, nieuwe bron van uitgaven en talrijke gelegenheden tot conflicten tusschen deze diensten en de provinciale of gemeentelijke technische diensten.

Uwe middenafdeeling, in de overtuiging dat het facultatief verleen van toelagen door den Staat, voor de uitvoering van werken aan de groote buurtwegen, uitmuntende uitslagen heeft opgeleverd, heeft zich bij wijze van overgang aangesloten bij een amendement dat voor de waterloopen het tot standkomen van een soortgelijk stelsel voorzien.

73. Uwe middenafdeeling heeft dus besloten den tekst van het tweede lid van artikel 4 als volgt te wijzigen :

« De kosten door deze werken veroorzaakt, worden, onder voorbehoud van het bepaalde bij het volgend artikel, voor een derde gedragen door de provincie, voor een derde door de gemeente, en door deze laatste voor een derde omgeslagen onder de aangelanden en de eigenaars van gronden waarvan de droog-

(1) Het Provinciaal Bestuur van Brabant beweert dat een derde van de uitgave, uitsluitend door de provincie ten laste genomen, jaarlijks de inschrijving op de Begrooting van Brabant, van een bedrag van 450,000 frank zou medebrengen.

(2) Toelichting van het wetsvoorstel, n^o 154 (zitt. 1925-1926).

legging op ongunstige wijze zou beïnvloed worden door een slecht onderhouden der waterloopen.

Indien een gedeelte der kosten wordt gedekt door Staatstoelagen, zal alleen het overblijvend gedeelte dezer onkosten worden omgeslagen overeenkomstig hetgeen voorafgaat.

74. De gemeenten zullen, in de toekomst, moeilijk den omslag verwezenlijken waarmede zij belast worden krachtens dit en andere artikelen van het wetsontwerp.

Het beheer van Financiën heeft het dubbel van het kadaster teruggenomen dat bij de gemeentebesturen berustte.

Deze zullen, vóór elke ruiming, aan het beheer van het kadaster de overdrachten van eigendommen moeten vragen die zich voorgedaan hebben sedert de vorige ruiming.

Dit zal tot te veel geschrijf aanleiding geven.

Uwe middenafdeeling drukt beslist den wensch uit dat het dubbel van het kadaster, zooals vroeger, in de gemeentehuizen neergelegd worde.

ART. 5.

Omslag der ruimingskosten van de waterloopen met abnormalen afvoer.

75. De Regeering vraagt den tekst, door de indieners van de wetsvoorstellen nader te omschrijven, en het volgende aan te nemen :

« De Bestendige Deputatie kan verordenen dat de kosten, veroorzaakt door de onderhoudswerken aan een waterloop, in de eerste categorie gerangschikt en tot een ander doel aangelegd dan tot de verbetering van het afvoerstelsel, zullen gedragen worden voor de helft door de provincie en voor de helft door de gemeente, ten ware bijzondere overeenkomsten er anders over beschikten.

» Voor de afdeelingen van waterloopen, die verontreinigd zijn of waarvan de afvoer door waterstuwen wordt beïnvloed en die in de eerste categorie gerangschikt zijn, zooals in artikel 2 gezegd is, stelt het gemeentebestuur, het aandeel in de onderhoudskosten vast voor de particulieren, de gemeenten of de openbare inrichtingen welke van de lossingen of de waterstuwen gebruik maken, daarbij rekening houdende met de veroorzaakte schade en desgevallend zich gedragende naar de bijzondere overeenkomsten.

« Indien deze lossingen of waterstuwen op het grondgebied van eene andere gemeente gelegen zijn, behoort het de Bestendige Deputatie het aandeel in de onderhoudskosten vast te stellen.

» Het overige dezer kosten wordt omgeslagen overeenkomstig artikel 4 van deze wet. »

76. De beteekenis van den tekst werd uiteengezet in §§ 44 tot 47 van het verslag.

77. Uwe middenafdeeling stelt U voor een gewijzigden tekst aan te nemen enkel met het doel den tekst nader te bepalen en de tegenspraak weg te nemen die scheen te bestaan tusschen de bepalingen van het eerste en het laatste lid van het artikel.

ART. 6.

Ruiming der waterloopen van de tweede categorie. Omslag der kosten.

78. De Regeering die den tekst van de voorstellen ⁽¹⁾ der indieners nader wil omschrijven, vraagt den volgenden tekst aan te nemen : « De werken van onderhoud der waterloopen, in de tweede categorie gerangschikt, worden jaarlijks op de door het gemeentebestuur vastgestelde tijdstippen uitgevoerd door toedoen der aangelanden; ingeval dezen zouden weigeren de bevelen van het gemeentebestuur na te komen, doet dit bestuur de werken van ambtswege uitvoeren.

» In dit geval, worden de kosten door den gemeenteraad omgeslagen over de aangelanden, rekening houdende met het belang van het werk uitgevoerd in het aan hun eigendom grenzende deel van het stroombed.

» Ingeval een waterloop van de tweede categorie zou worden verbeterd of aangelegd, niet in het belang van de eigenaars der aanpalende perceelen maar ten einde den waterloop te vergemakkelijken van stroomopwaarts gelegen gronden, kan de gemeenteraad beslissen dat de onderhoudswerken zullen uitgevoerd worden door toedoen van het gemeentebestuur.

» In dit geval, worden de kosten omgeslagen over de belanghebbende eigenaars, naar de mate van het belang dat zij er bij hebben. »

79. Het onderzoek van het artikel gaf aanleiding tot onderscheidene opmerkingen.

80. Onder de bestaande regeling, wordt door de Bestendige Deputatie voor elke gemeente de tijd bepaald, waarop met de werken een begin en een einde moet worden gemaakt ⁽²⁾.

Voortaan zou de gemeenteoverheid zelf den datum der ruiming ⁽³⁾ bepalen.

Daar echter de invloed van private belangen de werkzaamheid der gemeenteoverheid soms zou kunnen belemmeren, vraagt men dat het tijdstip van de ruiming nog zou worden vastgesteld door de Bestendige Deputatie die, evenals vroeger, zou handelen in overleg met de gemeenten en de provinciale technische diensten ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Het wetsvoorstel bepaalde niet zoo duidelijk in het 2^{de} lid het gebruik dat de gemeenten of de openbare instellingen moesten maken van een waterloop die van categorie veranderde, en voorzag dat het deel der aangelanden berekend zou worden naar mate hun respectief belang en met inachtneming van de veroorzaakte schade.

⁽²⁾ In 1877, werden aan de Bestendige Deputatie bevoegdheden toegekend om de uitvoering der wet te verzekeren. De raadpleging der plaatselijke overheid werd hevig betwist: men verweet haar de zaken te verwickelen. Die raadpleging werd behouden, omdat de gemeenteoverheid alléén in staat is de redenen aan te geven waarom een werk op een bepaald tijdstip moet worden uitgevoerd (DE RODRIGO, *op. cit.*, blz. 55-57).

⁽³⁾ De bezwaren van de tusschenkomst der Bestendige Deputatie werden hierboven in § 6 van het verslag aangegeven.

⁽⁴⁾ De rechtspraak, steunende op de arresten van het Hof van Verbreking, zegt dat, zoo eene gemeente verzuimt eene ruiming te doen uitvoeren en zij aldus schade veroorzaakt aan de aangelanden, de rechtbanken de gemeente niet kunnen veroordeelen tot schadevergoeding, omdat de fout begaan werd ter uitvoering van eene politiewet. De gemeente handelt hier op eigen gezag en ontsnapt aan elke verantwoordelijkheid jegens de bijzonderen. (*Revue communale*, 1893, blz. 266-268, en, 1893, blz. 254-256.)

81. Uwe middenafdeeling heeft beslist dat het tijdstip voor de ruiming zal vastgesteld worden door de gemeenteoverheid. Verzuim harerzijds is niet meer zoo zeer te vreezen; de bevoegdheid van de hoogere overheid is versterkt ⁽¹⁾.

Het verdient trouwens de voorkeur, dat eene plaatselijke overheid den datum van een werk vaststelt waarvan het belang vooral plaatselijk is.

82. Onder de bestaande regeling, wordt de medewerking der aangelanden aangenomen voor de uitvoering der werken, zoo het geval voorkomt ⁽¹⁾.

Voortaan zou tot de ruiming van ambtswege slechts in bepaalde gevallen mogen bevolen worden.

Ten aanzien van de eidelooze verscheidenheid in de regeling der waterloopen, hebben enkele leden gevraagd dat men zou terugkeeren tot de beginselen van de wet van 1877 : de gemeentebesturen zouden niet gebonden zijn door een formeelen tekst; zij zouden beslissen, zooals vroeger, dat de hulp van de aangelanden zou aangenomen worden indien daartoe gronden aanwezig waren. Met het oog enkel op de belangen van de gemeenschap, zouden zij vrijelijk tot de uitvoering van ambtswege van de werken kunnen besluiten, wanneer de tusschenkomst der aangelanden eer schadelijk dan nuttig zou wezen.

Andere leden hebben daarentegen voorgesteld de tusschenkomst der aangelanden geheel uit te schakelen, daar zij het werk steeds tot een volstrekt minimum zullen herleiden, dat onvoldoende is voor de geregelde en volledige werking van waterafvloeiing. Eene van ambtswege uitgevoerde ruiming, al vergt die de geldelijke tusschenkomst van de gemeente in de kosten van de uitvoering der werken, verschaft aan de gemeenschap het maximum van voordeelen die met het droogleggen der gronden gepaard gaan.

83. De meerderheid van de leden der commissie heeft het ruimen door de particulieren, wanneer de plaatselijke overheid het aanneembaar acht, niet willen verbieden.

84. Ten slotte, moeten, onder de bestaande regeling, de verbruikers van waterkeeringen en de overige gebruikers, desgevallend, gedeeltelijk de kosten dragen van ruiming, enz., der weinig aanzienlijke waterloopen ⁽²⁾.

De eerste alinea van het voorgestelde artikel voorziet den omslag der kosten enkel onder de aangelande eigenaars.

Het is te voorzien dat voortaan de waterloopen van weinig belang en waarvan de natuurlijke afvoer gewijzigd is, niet alle van de tweede klasse in de eerste zullen overgebracht worden. En dan moet men ook de gevolgen voorzien van hun gebruik door anderen dan door de aangelanden. Weshalve eene wijziging aan den tekst wel te verklaren is.

Uwe middenafdeeling heeft besloten ook daarop in te gaan.

85. Uwe middenafdeeling heeft willen rekening houden met al de gegronde voorstellen die haar werden gedaan.

Zij stelt U dus voor den volgende tekst aan te nemen :

Art. 6.

§ 1. — De werken van onderhoud der waterloopen, in de tweede categorie gerangschikt, worden jaarlijks *uitgevoerd door de zorgen van de aangelanden*,

(1) Zie § 6 van het verslag.

(2) Artikel 15 der wet van 1877.

op de tijdstippen door het gemeentebestuur bepaald en onder de leiding van dit laatste; in geval een aangelande mocht weigeren de bevelen van het gemeentebestuur na te komen, doet dit bestuur de werken, waartoe de aangelande verplicht is, van ambtswege uitvoeren.

De gemeenteraad kan beslissen de onderhoudswerken over geheel de uitgestrektheid van den waterloop van ambtswege te doen uitvoeren.

§ 2. — De kosten van de van ambtswege uitgevoerde werken worden door den gemeenteraad omgeslagen over de oevereigenaars, naar verhouding van de belangrijkheid van het werk uitgevoerd in het aan hun eigendom grenzende deel van het stroombed en, desgevallend, over de benuttigers van waterkeeringen of andere gebruikers, naar rato van de schade door hen veroorzaakt.

§ 3. — Ingeval een waterloop van de tweede categorie zou worden verbeterd of aangelegd, niet in het belang van de eigenaars der aanpalende perceelen, maar ten einde den waterloop te vergemakkelijken van stroomopwaarts gelegen gronden, zullen de jaarlijksche werken worden uitgevoerd door toedoen van het gemeentebestuur, zonder de medehulp van de aangelanden.

In dit geval, zal de gemeenteraad ook in den omslag der kosten doen tusschenkomen, de eigenaars, de benuttigers van waterkeeringen of de belanghebbende gebruikers, naar rato van hun onderscheidenlijk belang.

§ 4. — De gemeenteraad kan beslissen dat de kosten der van ambtswege uitgevoerde werken geheel of gedeeltelijk zullen gedragen worden door de gemeentelijke begrooting; het overige der kosten wordt eventueel omgeslagen overeenkomstig de §§ 2 en 3 van dit artikel.

ART. 7.

De bijzondere verplichtingen aan de aangelanden opgelegd, hetzij door het gebruik, titels of overeenkomsten.

86. De Regeering en de makers van de wetsvoorstellen vragen den volgenden tekst aan te nemen : « De bijzondere verplichtingen, opgelegd hetzij door het gebruik, hetzij door titels of overeenkomsten, worden gehandhaafd en zullen uitgevoerd worden onder dezelfde leiding als de andere werken van ruiming, onderhoud en herstelling. De bruggen, dijken en andere private werken worden onderhouden en hersteld door degenen aan wie ze toebehooren; bij verzuim van onderhoud, kan de Bestendige Deputatie de herstelling op hunne kosten doen uitvoeren. »

87. Dit artikel, waarvan de tekst nauwkeuriger is dan de inhoud van de artikelen 17 en 18 der wet van 1877, huldigt het beginsel der verworven rechten ⁽¹⁾.

88. Uwe middenafdeeling stelt U voor het goed te keuren.

(1) De bepaling in de wet van 1877 geschreven, had ten doel de uitvoering der opgelegde werken te verzekeren; zij bracht geene wijziging in de uitgestrektheid dezer verplichting. *Sie, Arrest*, Brussel, 11 Juli 1893, *Pasic.*, II, blz. 74, en *Cassatie*, 29 November 1894; *Pasic.*, I, blz. 14. De nieuwe voorgestelde tekst wijzigt de beteekenis van het artikel niet.

ART. 8.

Verplichting van de aangelanden om doorgang te verleen en voor de uitvoering der werken en het geruimde vuil op hunnen grond te laten storten.

89. De Regeering en de makers der wetsvoorstellen vragen den volgende tekst aan te nemen : « De aangelanden moeten doorgang verleen en aan de agenten van het bestuur, aan de werklieden en andere personen, belast met de werken van ruining en onderhoud, en op hunnen oever de hoeveelheid grond en aanwas laten storten die bezonken is in de aanpalende helft van dezen waterloop.

» Nochtans, ingeval dit bezinsel het gevolg is van eene verontreiniging van den in eerste klasse gerangschikten waterloop, kan de Bestendige Deputatie bevelen dat het geruimde vuil van den oever zal weggenomen worden door de zorgen van het gemeentebestuur, met inachtneming van de bepalingen der artikelen 4 en 5 van deze wet. »

Uwe middenafdeeling heeft besloten U de goedkeuring daarvan voor te stellen.

ART. 9.

Omslag-kohieren der kosten en terugvorderbare gelden.

Bijzondere bevoegdheid der Bestendige Deputatie.

90. De Regeering heeft den tekst der wetsvoorstellen met eene alinea 3 aangevuld, en wil artikel 9 doen luiden als volgt : « Het gemeentebestuur maakt de kohieren op, waarbij de uitgaven ten laste der particulieren worden omslagen ter uitvoering der artikelen 4, 5 en 6 van deze wet, behoudens verhaal bij de Bestendige Deputatie, binnen den tijd van eene maand, te rekenen van de kennisgeving der beslissing.

» De aldus vastgestelde omslagen worden invorderbaar gesteld, nadat de kohieren uitvoerbaar verklaard zijn door de Bestendige Deputatie. Zij worden ingevorderd overeenkomstig de regelen vastgesteld voor het innen der belasting ten bate van den Staat.

» De Gouverneur der provincie of de Bestendige Deputatie zijn bevoegd om te oordeelen of het gemeentebestuur te gepasten tijde, de noodige maatregelen treft om het goed onderhoud der waterlooopen te verzekeren. Zooniet, en onverminderd de maatregelen voorzien bij artikel 88 ⁽¹⁾ der gemeentewet, mag de Bestendige Deputatie van ambtswege de noodige maatregelen nemen in naam en plaats van het gemeentebestuur. »

(1) Na twee achtereenvolgende waarschuwingen, bij brieve bevestigd, kan de Gouverneur of de Bestendige Deputatie van den Provincieraad, een of meer commissarissen gelasten zich ter plaatse te begeven, op de eigen kosten van de gemeenteoverheid die in gebreke blijft met het uitvoeren van de waarschuwingen, om de gevraagde inlichtingen of aanmerkingen te verwerven, of om de maatregelen uit te voeren voorgeschreven door de algemeene wetten en reglementen, door de besluiten en reglementen van den Provincieraad of van de Bestendige Deputatie van den Provincieraad.

Het betalen van die kosten zal vervolgd worden zooals in zake van rechtstreeksche belastingen door den Rijksoptvanger, op bevel van uitvoering van de Deputatie of den Gouverneur. In al de gevallen is er verhaal bij de Regeering.

91. De werkelijke bezwaren die vaak gepaard gaan met het terugvorderen der op de kohieren ingeschreven omslagen, zijn eene der oorzaken van de traagheid welke de gemeentebesturen aan den dag leggen.

Men heeft gevraagd dat deze inning aan de Rijksontvangers zou worden toe-
vertrouwd.

Dergelijke maatregel werd reeds in 1877 door den heer Tesch ⁽¹⁾ voorgesteld. Hij werd afgewezen omdat het geldt... « uitgaven door plaatselijke besturen gedaan, maar die ten laste komen der aangelanden; de terugvordering is feitelijk eene ontvangst van de gemeente en moet dienvolgens door den gemeent-
ontvanger worden vervolgd, naar luid van de artikelen 124 en 138 der gemeen-
tewet. »

Uwe middenafdeeling beslist geene wijziging voor te stellen aan de beginselen bekrachtigd door de wet van 1877.

92. Het bestendig comiteit dat ontstaan is uit de « Nationale Commissie voor de bevordering van de landbouwproductie » heeft den tekst van alinea 3 aangegeven ⁽²⁾.

Uwe Commissie heeft beslist u de goedkeuring van dit artikel te vragen, maar er een afzonderlijk artikel van te maken vermits de zaak waarover het gaat grootelijks verschilt van die welke in de eerste alinea's behandeld wordt.

93. De voorgestelde tekst werd dus gewijzigd door de middenafdeeling.

HOOFDSTUK III.

Verbeteringswerken.

94. De U door de Regeering voorgestelde teksten zijn nauwkeuriger dan die welke door de makers van de wetsvoorstellen werden ingediend.

95. Bepalen wij vooreerst nader de draagkracht er van.

96. De tekst is minder scherp gemaakt.

De in 1877 uitgevaardigde teksten spraken van « buitengewone verbeterings-
werken aan de waterloopen en aan hunne afhankelijkheden ».

In de U voorgestelde teksten wordt het woord « buitengewone » niet meer herhaald; men heeft het overbodig geacht ⁽³⁾.

97. In beginsel, moeten de gemeenten en de particulieren de initiatieven

⁽¹⁾ Zittingsjaar 1876-1877 (Kamer der Volksvertegenwoordigers.)

⁽²⁾ « Voormeld comiteit, zegt de Regeering (Memorie van Toelichting van het wets-
ontwerp n^o 181, zittingsjaar 1923-1926) had de oprichting voorgesteld van raadgevende
comiteiten, samengesteld uit afgevaardigden der provinciën en der gemeenten, om de
beslissingen voor te bereiden, door den Koning of door de Bestendige Deputatie te nemen
bij verschil van meening tusschen onderscheiden gemeente-overheden, nopens kwesties
van beheer der waterloopen. » De Minister van Landbouw achtte het nutteloos de bepaling
in te lassen in de teksten die gij zoudt goedkeuren; de hooge overheid mag niet
gehouden zijn door een al te strengen tekst wanneer zij de inlichtingen doet inwinnen die
hare beslissingen moeten regelen; het advies van de comiteiten kan nuttig zijn; het is
voldoende ze aan te bevelen zonder ze op te leggen.

⁽³⁾ Memorie van Toelichting van het wetsontwerp, n^o 279, zittingsjaar 1923-1924.

nemen die leiden tot de uitvoering van de verbeteringswerken aan de bestaande waterlopen of tot het openen van nieuwe waterlopen.

Evenwel kunnen de verbeteringswerken aan en de opening van nieuwe waterlopen van ambtswege opgelegd worden, hetzij door den Koning, hetzij door de Bestendige Deputatie.

98. De werken die uitgaan van de gemeenten of de particulieren, vooraf onderworpen aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie.

Deze tusschenkomst is volstrekt noodig.

Behalve de voogdijschap die zij over de gemeenten uitoefenen, zijn de Bestendige Deputaties belast met het doen toepassen van de wetten op de waterlopen, en met het beletten dat onvoldoend bestudeerde werken schadelijke gevolgen zouden hebben op de rivier in haar geheel, daar waar zij worden uitgevoerd ⁽¹⁾.

99. De onteigening van de gronden die noodig zijn voor de uitvoering van de werken tot verbetering of tot opening van waterlopen, wordt gedaan door het gemeentebestuur op wiens grondgebied de waterloop vloeit.

De bestemming van een terrein voor een publieken dienst kan dus niet meer betwist worden.

100. De werken worden, in beginsel, uitgevoerd volgens dezelfde regelen als de ruimings-, onderhouds- en herstellingswerken.

Dus altijd van ambtswege, wanneer zij betrekking hebben op waterlopen van de eerste categorie, met de eventueele medehulp van de aangelanden wanneer het weinig belangrijke waterwegen geldt.

Het is dus ook niet zonder nut, dat de verschillende hoofdstukken van de wet verschillende stelsels voorzien.

Men dient daarbij op te merken dat de Koning, of de Bestendige Deputatie, zich de leiding van of het toezicht over de van ambtswege opgelegde werken mag voorbehouden.

Dit is logisch, vermits de werken waarvan sprake moeilijk zijn, en ook omdat zij, uitgevoerd op een zeker punt van de rivier, zij een grooten weerslag kunnen hebben op de gansche uitgestrektheid van den waterloop, en er onvoorziene storingen kunnen teweegbrengen. In deze gevallen, moet men dus het toezicht en de leiding van bevoegde deskundigen aannemen.

101. Gaan wij over tot de verdeeling van de lasten.

102. Een particulier, zal uitsluitend den last van de werken, die hij uit eigen initiatief heeft uitgevoerd, te dragen hebben.

De artikelen 19 en 20 der wet van 1877 bevatten beschikkingen ten voordeele van particulieren die verbeteringswerken uitvoerden. Waren het werken van algemeen belang, dan kon de Bestendige Deputatie een deel van de uitgave ten laste van de gemeenten leggen. Destijds was men van gevoelen dat men op die wijze de verbeteringswerken bevorderde.

De uitslagen hebben aan die verwachting niet beantwoord.

Thans denkt men u te kunnen doen beslissen dat de particulieren zelf geheel

(1) De noodzakelijkheid van de bemoeiing der hoogere machten werd duidelijk in het licht gesteld in 1877. Cfr DE ROBIANO, *op. cit.*, blz. 63.

de uitgave zullen moeten dragen van de werken die zij, uit eigen initiatief, ondernemen.

De artikelen 10 en 11 van het wetsontwerp wijzigen in bovenvermelden zin den tekst der artikelen 19 en 20 van de wet van 1877 ⁽¹⁾.

103. Zooals in 1877, zal de last, die de uitvoering van werken, van ambtswege opgelegd, medebrengt, verdeeld worden over den Staat, de provincie en de gemeente.

Hier brengt het ontwerp iets nieuws.

In deze teksten werd vervolgens een strengere toepassing gemaakt dan in 1877 ⁽²⁾ van het beginsel : dat het logisch en billijk is een gedeelte der uitgave te leggen op de overheid die een verbeteringswerk beveelt of er het initiatief van neemt.

Voortaan, zal de gemeente, behoudens een uitdrukkelijke beslissing van de Bestendige Deputatie, ten laste van de betrokken eigenaars niet meer dan de helft van de noodzakelijk erkende uitgave mogen stellen, en dan nog wanneer die last hem ten deele valt.

104. Aan het beginsel waardoor de last van het werk ten deele valt van de overheid die het oplegt, voorziet het wetsontwerp, zooals dit overigens geschiedt in de wet van 1877 (art. 21), een uitzondering :

De gemeente kan, indien zij daartoe door de Bestendige Deputatie wordt gemachtigd, de haar ten laste komende uitgave omslaan over al de betrokken eigenaars in verhouding tot den graad der voordeelen welke zij er door ontvangen.

De draagwijdte van artikel 21 der wet van 1877 kon betwist worden. Men was het echter genoegzaam er over eens, om aan te nemen, zooals de wet het liet hooren, dat een eigenaar, al of niet aangelande er bij betrokken was, indien de werken hem baat opleverden, hetzij door zijn erf van overstroming te vrijwaren, hetzij door het droog te leggen, hetzij om eenige andere reden ⁽³⁾.

De Regeering stelt niet voor, den van kracht zijnden tekst te wijzigen.

De makers van de wetsvoorstellen hebben daarentegen, om de mogelijke discussiën te vermijden, de gedachte vooruitgezet dat de tusschenkomst zou worden voorzien van de benuttigers van waterkeeringen en de andere gebruikers, naast die van de eigenaars.

⁽¹⁾ Memorie van Toelichting van het wetsontwerp, n^o 279, (zittingsjaar 1923-1924).

⁽²⁾ De regeling door de wet van 1877 ingevoerd, heeft tot lange debatten aanleiding gegeven. Deze zijn zeer goed samengevat geworden door den heer DE ROBIANO, *op. cit.*, blz. 61-82.

Het voorgesteld artikel 10 beslist, zooals wordt gedaan door artikel 20 der wet van 1877, dat de Staat en de provincie de helft dragen van de bevolen werken.

Een ministerieel rondschrijven van 12 October 1892 (*Pasinomie*, n^o 488), beslist dat er een voorafgaande verstandhouding vereischt is tusschen den Staat en de provincie omtrent het gedeelte der hun toekomende lasten.

De Staat draagt de helft van de ambtshalve door den Koning bevolen uitgaven slechts in gewone omstandigheden die samenvallen met de weigering van om 't even welke tusschenkomst vanwege de provincie.

⁽³⁾ GIRON, *Dictionnaire*, boekd. I, blz. 266, kol. 4.

105. De navolgende opmerkingen werden aangevoerd tegen het hooger uiteengezet stelsel.

De ervaring heeft geleerd dat de wet van 1877 niets heeft opgeleverd.

De doelmatigheid van de voorgestelde teksten is betwistbaar.

De gemeenten en de particulieren worden aangezet te wachten op het initiatief van den Staat of de Bestendige Deputatie, daar een deel van de kosten in dit geval wordt gedragen door de openbare machten. Deze zullen harerzijds niet veel doen uit vrees voor nieuwe uitgaven.

Om uit dit kringetje te geraken, zou men op de kosten van werken tot verbetering of tot oprichting de beginselen moeten toepassen die bij de verdeling der onderhoudskosten gebruikelijk zijn. Het een of het ander : de hervorming zal geene werken doen tot stand komen, en de vermeerdering der uitgaven is niet merkelyk; zijn daarentegen de initiatieven van de openbare machten talrijk, dan zullen zij talrijke werken doen ontstaan, werken die evenwel nuttig zullen zijn en de vruchtbaarheid van den grond zal verhoogd worden.

106. Uwe middenafdeeling heeft het onder § 99 uiteengezet amendement aangenomen.

Zij heeft niet aangenomen dat de verbeteringswerken en de ruimingswerken op denzelfden voet werden gesteld.

Zij heeft vooral het regime van de bestaande afwateringswegen willen verbeteren. Krachtdadige en dringende maatregelen zijn er noodig. Zij vraagt aan de openbare machten beduidende offers.

Zij heeft de onmiddellijke verwezenlijking van het door haar nagestreefde doel niet willen in gevaar brengen door eene nieuwe bron van uitgaven, waarvan het beloop haar onbekend is, aan te nemen.

107. De tekst die ter goedkeuring wordt voorgelegd, werd gewijzigd, op grond van de door uwe middenafdeeling getroffen beslissingen.

ART. 13.

Eigendomstoekenning op de bedding der afgeschafte waterloopen.

108. De Regeering en de makers van de voorstellen vragen u, den volgenden tekst goed te keuren : « Wanneer de Koning of de Bestendige Deputatie tot de afschaffing van sommige gedeelten van waterloopen besloten hebben, treedt de gemeente der ligging in al de rechten die de Staat nopens den bodem van den afgeschafte waterloop zou kunnen doen gelden.

» Nochtans, kunnen de aangelanden van de verlaten bedding of van het verlaten gedeelte der bedding de machtiging bekomen om in vollen eigendom over den vrij geworden grond te beschikken, door zich te verbinden tot het betalen, naar de schatting van deskundigen, hetzij van den koopprijs, hetzij

(4) In geval de richting van een buurtweg geheel of gedeeltelijk wordt verlaten of gewijzigd, zullen de aangelanden van het gedeelte dat zonder gebruik is geworden, het recht hebben, gedurende zes maanden, te rekenen van de bekendmaking door het schepencollege van het besluit waarbij de wijziging of de verbetering wordt goedgekeurd, zich te doen machtigen om in vollen eigendom te beschikken over het vrij geworden terrein, mits zij zich verbinden, naar zeggen van deskundigen, te betalen hetzij den eigendom, hetzij de meerwaarde in geval zij eigenaars van den bodem mochten zijn.

van de meerwaarde ingeval het zou erkend worden dat de aangelanden den bodem in hun bezit hadden. »

109. De voorgestelde tekst is de weergave van dien gehuldigd door artikel 29 der wet van 1841 op de buurtwegen ⁽¹⁾.

110. De wet van 1877 heeft de quaestie niet opgelost van den eigendom der waterloopen.

De wetsontwerpen en -voorstellen lossen ze evenmin op.

Het dient hier te worden herhaald.

Zoo de wet van 1877 de domanialiteit in rechten van de bedding der waterloopen niet heeft vastgelegd, schijnt een domanialiteit in feite te worden aangenomen door het Departement van Financiën.

Dit blijkt uit onderrichtingen welke voorschrijven dat de gedeelten van waterloop-beddingen, die verlaten zijn ten gevolge van werken ten algemeenen nutte, aan de Domeinen zullen overgemaakt worden om ten bate der Schatkist te worden verkocht ⁽¹⁾.

Deze verrichtingen lokken talrijke protesten uit : zij brengen onbeduidende bedragen op.

De Regeering draagt op de gemeenten de rechten over, welke de Staat zou kunnen doen gelden ; zij verleent een recht van voorkeur aan de aangelanden ; zij wil, in andere woorden, de omruilingen vergemakkelijken van gronden welke door de verbetering van een waterloop worden opgeëischt.

De voorgestelde tekst heeft geen ander doel. Het is noodig dit te doen uitschijnen, het uitdrukkelijk te bevestigen om aan de toekomstige wet het uitsluitend karakter te behouden van politiewet, welk karakter de wet van 1877 bezat.

111. Uwe middenafdeeling heeft beslist U de goedkeuring van dit artikel te vragen, maar het te wijzigen met te bepalen dat de eigenaars hunne rechten moeten doen gelden binnen zes maanden na de bekendmaking door het gemeentebestuur van de beslissing. het afschaffen van een waterloop voorschrijvende.

HOOFDSTUK IV.

Politie.

112. De artikelen van dit hoofdstuk uit het ontwerp zijn de weergave, zooals de makers van de wetsvoorstellen het ingaven, van de artikelen van hoofdstuk IV der wet van 1877.

Artikel 23 verbetert den tekst van artikel 32 der wet van 1877. Het geeft aan de ambtenaren, die door den Minister van Landbouw zijn afgevaardigd, het recht de overtredingen vast te stellen en de processen-verbaal op te maken.

Deze uitbreiding van de bevoegdheden der centrale overheid van het land is nuttig, sedert dat het misbruikmaken van de waterloopen voor de uitstorting der afvalproducten en den uitloop van de riolen van agglomeraties gegronde klachten in alle streken van het land doet ontstaan.

⁽¹⁾ Rondschriften van 22 Maart 1901. Ministerie van Landbouw. Bestuur van den Gezondheidsdienst. Openbare hygiëne en Gemeentewegen ; n^o 1822, en GIRON, *Dictionnaire*, boekd. I, blz. 260, 2^{de} kol.

113. Uwe middenafdeeling heeft beslist U voor te stellen de artikelen van dit hoofdstuk goed te keuren.

114. Uwe middenafdeeling heeft U gewaarschuwd in § 45 van het verslag dat de diensten van den Staat het gezag van den Bestendige Deputatie niet erkennen, heeft gewezen op de gevaren van de gevolgde praktijken, en eene oplossing voorgesteld.

115. De middenafdeeling vraagt U de goedkeuring van navolgenden tekst, die hare gedachten onder woorden brengt.

ART. 17^{bis}.

De Regeering zal aan de provinciale en gemeentelijke besturen de werken notificeren, waarvan zij de uitvoering beveelt en die in verband staan met het afvoersstelsel waarop de bepalingen dezer wet van toepassing zijn.

De notificering zal aan de betrokken overheidspersonen worden gedaan, door middel van aangeteekenden brief, ter post besteld ten minste twintig dagen vóór den aanvang der werken.

Bij deze notificering zullen gevoegd worden, de beschrijving, de plans en de doorsneden van de ontworpen werken.

De betrokken besturen worden vermoed tot de uitvoering der werken toe te treden indien, binnen den termijn van twintig dagen, te rekenen van af de notificering, zij geen bezwaarschrift indienen bij het bestuur dat de notificering heeft gedaan.

Het bezwaarschrift wordt ingediend door middel van ter post aangeteekenden brief.

Bij ontstentenis van overeenstemming, wordt een beslissing getroffen bij Koninklijk besluit geteekend door den Minister van Landbouw.

De provinciën, de gemeenten, de eigenaars, de benuttigers van waterkeeringen en de gebruikers worden door de Regeering vergoed voor de schade die uit de werken mocht voortvloeien.

De schatting van de schade wordt gedaan hetzij bij minnelijke schikking, hetzij door den bevoegden rechter.

Die schade omvat : de wijzigingen aan de bestaande werken, de werken welke de provinciën, gemeenten, eigenaars, benuttigers van waterkeeringen of gebruikers zullen moeten uitvoeren als gevolg van de getroffen beslissingen; de vermeerdering van uitgaven wegens ruiming of onderhoud welke de werken kunnen met zich brengen.

HOOFDSTUK V

Algemeene bepalingen.

116. De artikelen van dit hoofdstuk van het ontwerp zijn, mits sommige wijzigingen voorgesteld door de makers van de wetsvoorstellen, de weergave van de artikelen 33 tot 39 der wet van 1877.

117. De artikelen van het ontwerp zijn de weergave van teksten die sedert lang van toepassing zijn, en uwe middenafdeeling stelt U voor ze aan te nemen.

Het zijn de volgende artikelen :

1^o Artikel 23. — Dit artikel wijst de macht aan die beslist wanneer oneenigheid oprijst onder bestuursoverheden ingeval een waterloop meer dan eene gemeente of meer dan eene provincie aanbelangt.

2^o Artikel 24. — Het somt de gevallen op, waarin een onderzoek van *commodo* en *incommodo* de door de Bestendige Deputatie te nemen beslissingen moet voorafgaan.

3^o Artikel 25. — Het somt de gevallen op, waarin bij den Koning beroep kan worden gevraagd van de door de Bestendige Deputatie genomen beslissingen.

4^o Artikel 27. — Dit artikel beslist tot herziening van de provinciale reglementen.

5^o Artikel 28. — Het bepaalt de straffen tot beteugeling van de niet-uitvoering der provinciale reglementen.

6^o Artikel 29. — Het laat van ambtswege de uitvoering toe van voorgeschreven werken, van uitgevaardigde bevelen of gevelde vonnissen.

118. Artikel 30 is integendeel de aanvulling van een tekst in 1877 afgekondigd.

Artikel 39 der wet van 1877 bepaalde zich er bij, te beslissen dat de wet niet afweek van de reglementen op de polders en wateringeng.

Onze wetgeving, zooals men weet, geeft machtiging om de eigendommen die betrokken zijn bij gemeenschappelijke werken van drooglegging of van bewatering, tot wateringsvereenigingen te vormen; de beheerkosten der vereeniging worden gedekt door de belastingen die door de algemeene vergadering der eigenaars wordt verordend ⁽¹⁾.

Het Keizerlijk decreet van 11 Januari 1811 huldigt het bestaan en de werking van een gelijkaardig regime voor de polders, de op de zee gewonnen gronden ⁽²⁾.

Zoo de inrichting van wateringeng meer algemeen was dan zij in het land bestaat, zou de wet van 1877 op de waterloopeng wellicht niet besproken geweest zijn, omdat de aangelanden met de overige eigenaars eener streek een last zouden gedeeld hebben, dien zij alleen dragen.

« Het ontwerp, zoo schreef de Regeering in de Memorie van Toelichting die zij in 1924 indiende, evenals dat uitgaande van het Parlement, legt ten laste der openbare machten een gedeelte van de uitgaven voor het onderhoud van sommige waterloopeng.

» De polders of de wateringeng handelen, ten opzichte der waterloopeng, in gansch hunne omschrijving, als openbare macht. Die vereenigingen vertegenwoordigen bovendien de bijzondere belangen der eigenaars en onrechtstreeks die der huurders. Er is geen reden om de polders en de wateringeng minder te begunstigen dan de gemeenten.

» Het is dus noodig gebleken, door een aanvullende bepaling te voorzien dat de Bestendige Deputatie de macht zal hebben het onderhoud der waterloopeng van wateringeng door een geldelijke tusschenkomst der provincie te bevorderen. Die tusschenkomst der provincie brengt het recht mede tot een toezicht op de werken.

» Artikel 30 is in dien zin opgevat ⁽³⁾ ».

(1) Zie namelijk SCHRAMME, *Des Wateringues*, 1 boekd. in-8°. Brussel en Brugge, 1899.

(2) Zie namelijk SCHRAMME, LIMBOURG, VAN DE WATTYNE, *Des Polders*, 1 boekd. in-8°, Brussel en Parijs, 1904.

(3) *Gedrukt stuk n^o 279* van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

119. Uwe middenafdeeling stelt U nogmaals voor, dit artikel ongewijzigd aan te nemen.

120. Uwe middenafdeeling heeft echter niet kunnen aannemen, dat de provinciale overheden zich konden tevreden stellen met de provinciale reglementen te herzien.

Gewis is de herziening der provinciale reglementen noodzakelijk; de hoofdzakelijke bepalingen er van werden volkomen in hun teksten gewijzigd.

Uwe middenafdeeling neemt dus artikel 27 aan, en stelt u voor, het goed te keuren.

Zij wil echter meer.

121. Toen de wetgever van 1877 eene omstandige beschrijving der aan de wet onderworpen waterlopen voorschreef, heeft hij feitelijk, eene grondige ruiming bekomen; het weren van vermodderingen en van het verengen der oevers; de afschaffing van niet toegelaten of belemmerende werken.

De Bestendige Deputaties hebben zorgzaam gewaakt op de toepassing der wet van 1877 : zij zijn aan hun plicht niet tekort gekomen.

Vruchteloos zou men echter het volgende kunnen loochenen : de Deputaties, belemmerd in hunne werking door de werkeloosheid van sommige gemeentebesturen, weerhouden door het feit dat eene algeheele toepassing der wet aanleiding gaf tot weinig gebillijkt schrijfwerk, hebben de vermodderingen niet kunnen beletten, evenmin als het instorten der oevers, ongeoorloofde dammen, afschaffing der peilnagels, de gestadig onregelmatige manoeuvreering der sluisdeuren.

Men moet van de gelegenheid gebruik maken om de waterlopen in hunnen normalen toestand terug te brengen.

Wanneer men de Bestendige Deputatie verplicht tot eene buitengewone inspectie van den waterafvoer, dan kunnen zij nagaan of deze laatste nog de droogkraacht bezitten, welke op de tabellen vermeld staat.

Eene alinea van artikel 26^{bis} regelt het nazien dat door de middenafdeeling wordt voorgesteld.

122. Artikel 26^{bis} werd door de middenafdeeling opgesteld als volgt :

ART. 26^{bis}.

Binnen den termijn van één jaar van af de bekendmaking dezer wet, zal de provinciale overheid een lijst doen opmaken van de waterlopen waarop de bepalingen dezer wet van toepassing zijn, doch wier vernauwingen, veranderingen van richting en belemmeringen, de nijverheidsinrichtingen, bruggen, dijken, sluisen, dammen, beplantingen of andere werken niet strooken noch met de aanwijzingen der beschrijvende tabellen, processen-verbaal en atlassen, noch met de machtigingen verleend door de Bestendige Deputatiën bij toepassing van het hoofdstuk IV der wet van 7 Mei 1877.

De Bestendige Deputatie zal, op het door haar te bepalen tijdstip en zich schikkende naar de bepalingen van deze wet, ruiming bevelen van deze waterlopen.

Deze ruiming zal vóór 31 December 1929 worden uitgevoerd, onder het toezicht van de door de Bestendige Deputatie aangestelde agenten.

123. Uwe middenafdeeling heeft zich niet bezig te houden met de bepaling van het wetsontwerp waarbij de wet van 1877 gedeeltelijk wordt ingetrokken.

124. Ten slotte, stelt zij een artikel 31^{bis} voor om de toepassing der teksten te vergemakkelijken.

Zij vraagt u te beslissen dat de Regeering in den *Moniteur* een samengeordenden tekst zou bekendmaken van de bepalingen der wet van 1877 welke nog in werking zijn, alsmede van de bepalingen der wet die U tot goedkeuring wordt voorgelegd.

125. De tekst van dit verslag werd goedgekeurd door al de leden der middenafdeeling.

126. De leden der middenafdeeling hebben beslist, U de goedkeuring van het wetsontwerp voor te stellen zooals het werd gewijzigd.

De Verslaggever,
LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,
EM. TIBBAUT.

BIJLAGE

**Gedeeltelijke lijst van de waterloopen waarvan het stroomgebied
3,000 hectaren overtreft.**

DE MAAS (Rechteroever..

1. De Chiers (Fransche rivier) :

- a) Beek van Massancy naar Athus : 6,410 hectaren.
- b) De Ton : 31,250 hectaren aan de grens :
 - 1° De Vire : 13,400 hectaren.
 - 2° Beek van Laclaireau : 4,140 hectaren.
 - 3° De Chavratte : 5,480 hectaren.
- c) De Marge : 3,000 hectaren aan de grèns te Gêrouville.
- d) De Aunoy : 3,330 hectaren aan de grens te Muno.

2. De Semois (Aan de grens 124,300 hectaren) :

- a) Beek van de Fanges : 3,280 hectaren.
- b) Beek van Rulles : 22,200 hectaren :
 - 1° De Mandebres : 2,400 hectaren.
 - 2° De Mellier : 6,550 hectaren.
- c) De Vierre : 26,000 hectaren :
 - 1° De Rosière : 5,540 hectaren.
 - 2° Beek van Neufchâteau : 6,570 hectaren.
- d) Beek van de Alleines : 8,700 hectaren.
- e) Beek van den Molen : 6,200 hectaren te Vresse.

3. De Houille (Aan de grens 11,400 hectaren).

4. De Lesse (131,900 hectaren) :

- a) De Our : 8,830 hectaren.
- b) Beek van Gembes : 8,600 hectaren te Daverdisse.
- c) Beek van Aves : 2,680 hectaren.
- d) De Lhomme : 49,400 hectaren.
 - 1° Beek van Poix te Saint-Hubert : 5,800 hectaren.
 - 2° De Masblette : 4,400 hectaren.
 - 3° De Wamme : 13,860 hectaren.
- a) Beek van Hedrée : 4,800 hectaren.
- e) Beek van Wimbe : 11,700 hectaren.
- f) Beek van Vachaux : 5,060 hectaren.
- g) Beek van Biran : 5,200 hectaren.
- h) Beek van Gedinne : 3,850 hectaren.
- i) Beek van Ywonne : 5,140 hectaren.
- j) Beek van Forges : 2,970 hectaren.

5. *Beek van de Fonds* (Te Dinant : 2,940 hectaren).

6. *De Bocq* (23,340 hectaren) :

- a) *Beek van Leignon* : 3,400 hectaren.
- b) *Beek van de kleine Bocq* : 3,780 hectaren.
- c) *De Crupet* : 3,580 hectaren.

7. *De Samsón* (11,550 hectaren) :

- a) *Beek van Struviaux* : 2,400 hectaren.

8. *De Hoyoux* (25,370 hectaren) :

- a) *Beek van Pailhe* : 3,870 hectaren.
- b) *Bergvlietje van Bonne* : 5,100 hectaren.
- c) *Beek van Vyle* : 2,130 hectaren.
- d) *Beek van Jamagne* : 3,000 hectaren.

9. *Beek van Oxhe* (4,570 hectaren).

10. *De Ourthe* (337,500 hectaren) :

a) *Wester-Ourthe* : 40,800 hectaren :

- 1° *Beek van Freux* : 2,440 hectaren.
- 2° *Beek van Laval* : 7,880 hectaren.
- 3° *Beek van Baseilles* : 3,300 hectaren.
- 4° *Beek van Rahumont* : 8,580 hectaren.

a) *Beek van Givroulli* : 3,550 hectaren.

b) *Ooster-Ourthe* : 32,600 hectaren :

- 1° *Beek van Rettigny* : 4,330 hectaren.
- 2° *Beek van Tavigny* : 3,220 hectaren.
- 3° *Beek van Gowan* : 2,700 hectaren.
- 4° *Beek van Suhet* : 4,230 hectaren.
- 5° *Beek van Martin Moulin* : 7,680 hectaren.

c) *Beek van Bronze* (te Laroche) : 4,680 hectaren.

d) *Beek van Hailleux* : 2,620 hectaren.

e) *De Eau-d'Heure* : 14,450 hectaren.

1° *De Marchette* : 5,350 hectaren.

f) *De Somme* : 3,800 hectaren.

g) *De Aisne* : 18,950 hectaren.

h) *Beek van Logne* : 5,180 hectaren.

i) *Beek van Néblon* : 7,600 hectaren.

j) *Beek van Blackay* : 3,000 hectaren.

k) *De Amblève* : 105,200 hectaren :

1° *Beek van Recht* : 4,000 hectaren.

2° *De Warche* : 19,500 hectaren.

a) *De Holzwarche* : 3,420 hectaren.

b) *De Warchenne* : 3,200 hectaren.

3° *Het Roode water* : 5,000 hectaren.

4° De Salm : 23,700 hectaren :

- a) Beek de Ronce : 3,170 hectaren.
- b) Beek Saint-Martin : 5,400 hectaren
- c) Beek van Bodeux : 3,300 hectaren.

5° De Roanny : 3,760 hectaren.

6° De Lienne : 14,800 hectaren.

l) Beek van het Fond de Martin : 6,200 hectaren.

m) De Vesdre : 68,000 hectaren :

1° De Helle : 5,520 hectaren.

2° De Gileppe : 4,150 hectaren.

3° De Hoëgne : 21,000 hectaren.

a) Water van Spa : 10,000 hectaren.

4° Beek van Soumage : 4,080 hectaren.

11. De Berwinne : 13,000 hectaren.

a) Beek van Bolland : 3,150 hectaren.

12. De Vour (aan de grens) : 5,750 hectaren.

13. De Geule (Hollandsche rivier) :

a) De Gulpe aan de grens : 2,500 hectaren.

DE RIJN.

1. Beek van Attert (6,700 hectaren aan de grens).

2. De Sure (21,040 hectaren aan de grens te Martelange) :

- a) De Gèronne : 3,340 hectaren.
- b) Beek van Beulet : 2,690 hectaren.
- c) De Strange : 3,075 hectaren.

3. De Wiltz (Beek van Bastenaken : 5,920 hectaren aan de grens).

SCHELDE (Linkeroever.)

1. De Scarpe (Fransche rivier) :

a) De Elnon (grensbeek) : 5,160 hectaren bij het binnenloopen in Frankrijk.

2. De Barges (3,950 hectaren).

3. Beek van Templeuve (4,000 hectaren).

4. Beek van Wasmes (3,580 hectaren).

5. De Spiere van Goyghem (5,750 hectaren bij hare samenvloeiing).

a) De Esperlion : 5,200 hectaren.

6. Rytgracht (Te Waarmaerde) : ongeveer 4,000 hectaren.

7. Wallebeek (Te Asper) : 4,560 hectaren.

8. *De Leie* :

- a) De Douve : 5,100 hectaren.
- b) Kortekeerbeek : 4,100 hectaren.
- c) Gheluwebeek : 4,870 hectaren.
- d) Heulebeek : 10,550 hectaren.
- e) Gaverbeek : 13,580 hectaren :
 - 1° Slypbeek : 2,250 hectaren.
 - 2° Maalbeek : 2,680 hectaren.
- f) De Mandel : 26,280 hectaren.
 - 1° Roodebeek : 3,060 hectaren.
 - 2° Deevebeek : 4,970 hectaren.
- g) Zaubeeek (Olsene) : 2,300 hectaren.
- h) Mandelbeek : 5,830 hectaren.
- i) Poucquesbeek (Te Nevele) : 10,500 hectaren.

9. *De Durme* (34,250 hectaren) :

- a) Stekenevaart : ongeveer 5,000 hectaren :
 - 1° Paddeschoolbeek : 3,260 hectaren.
- b) Oude Leede (Lokeren) : 4,000 hectaren.

10. *Barbierbeek* (3,440 hectaren).11. *De Melkader* (Niet vastgesteld stroombekken).

(N° 324. — ANNEXE. — *Bijlage.*)**CHAMBRE**
des Représentants.**KAMER**
der Volksvertegenwoordigers.**Projet de loi sur l'entretien, l'amélioration et la police des cours d'eau non navigables.****Ontwerp van wet op het onderhoud, de verbetering en de politie der niet bevaarbare waterlopen.**

Textes en vigueur.

Van kracht zijnde wetten.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

Texte proposé
par la section centrale.Tekst voorgesteld
door de middenafdeeling.

Textes en vigueur.

(Loi du 7 mai 1877.)

A.**TEXTES QUI NE SERAIENT
PAS ABROGÉS.**

7 mai 1877. — Loi sur la police
des cours d'eau non naviga-
bles ni flottables. (Mon. du 23.

CHAPITRE 1^{er}.**RECONNAISSANCE, RÉGULARISATION
ET CLASSEMENT.**

Art. 1^{er}. L'autorité provinciale fera
dresser, avec le concours des admi-
nistrations communales, par des agents
dont elle fera choix, dans le délai et
suivant les règles qui seront fixées par
le Gouvernement :

1^o Un état indicatif de tous les cours
d'eau non navigables ni flottables qui
existent sur leur territoire ;

2^o Un tableau descriptif des cours
d'eau ou sections des cours d'eau aux-
quels les dispositions de la présente
seront applicables.

2. Les tableaux descriptifs se réfè-
reront aux plans cadastraux qui seront
complétés, s'il y a lieu, et renseigne-
ront notamment la direction actuelle
du cours d'eau, sa largeur, sa profon-
deur, ses dépendances, ainsi que les
ouvrages qui modifient son état naturel.

3. Les rétrécissements, changements
de direction et encombrements, les
usines, ponts, digues, écluses, batar-
deaux, plantations et autres ouvrages
existants sans droit, seront constatés, en
outre, par deux procès-verbaux dis-
tincts : dans l'un seront décrits les
ouvrages dont la suppression ou le
changement immédiat est reconnu né-
cessaire ; dans l'autre, ceux dont le
maintien ne semble ni dangereux ni
nuisible.

4. Ces états indicatifs, tableaux
descriptifs et procès-verbaux seront
exposés simultanément, pendant trois
mois, au secrétariat de la commune.

Durant ce délai, toute personne a le
droit de réclamer, en se conformant à
l'article 6.

L'exposition sera annoncée par voie
de publication et d'affiches, selon la
forme ordinaire, dans toutes les com-
munes intéressées.

5. Les propriétaires des ouvrages
existants sans droit seront avertis indi-
viduellement et à domicile du jour de
l'exposition.

L'avertissement indiquera la nature
des ouvrages existants sans droit, en
distinguant ceux dont la suppression ou
le changement immédiat est reconnu
nécessaire, de ceux dont le maintien
peut être toléré provisoirement.

Il sera donné sans frais, à la requête
du collège des bourgmestre et échevins,
par l'officier de police ou le garde cham-
pêtre du lieu, si les propriétaires habi-
tent la commune. Dans le cas contraire,
l'avertissement sera donné par lettre
recommandée à la poste.

Texte du projet de loi.**Tekst van het wetsontwerp.**

**Texte proposé
par la section centrale.**

**Tekst voorgesteld
door de middenafdeeling.**

Texte en vigueur.
(Loi du 7 mai 1877.)

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

6. Les réclamations seront adressées au collège des bourgmestre et échevins.

Elles contiennent élection de domicile dans la commune. Il en est donné récépissé par le secrétaire.

Le collège échevinal est tenu de les transmettre à la députation permanente, avec l'avis du conseil communal, dans le mois qui suit l'expiration du délai fixé à l'article 4.

7. La députation statue dans le délai de deux mois à dater de la réception de la réclamation à l'administration provinciale. Sa décision est motivée; elle est immédiatement transmise au collège des bourgmestre et échevins, qui la notifie conformément à l'article 5.

Si le réclamant n'habite pas la commune, la notification est faite au domicile élu.

8. L'appel est ouvert auprès du Roi contre les décisions de la députation permanente.

Il doit être interjeté, à peine de déchéance, dans le délai de deux mois à partir de la notification de la décision.

Le Roi statue dans les trois mois à dater de la réception de la requête.

9. Après l'accomplissement des formalités ci-dessus, les états indicatifs, les tableaux descriptifs et procès-verbaux sont arrêtés par le Roi, sur l'avis de la députation permanente du conseil provincial.

L'arrêté royal ne fait aucun préjudice aux réclamations de propriété ni aux droits qui en dérivent.

10. Les ouvrages existant sans droit et dont le maintien n'est point reconnu dangereux ou nuisible seront provisoirement tolérés.

Les collèges des bourgmestre et échevins prescriront la destruction, l'enlèvement ou la modification des autres ouvrages mentionnés aux procès-verbaux et le rétablissement des cours d'eau dans leur état naturel.

A cet effet, ils notifieront, dans le délai d'un mois, à chacun des intéressés, pour ce qui le concerne, un extrait du procès-verbal ci-dessus mentionné, avec sommation de satisfaire à leurs prescriptions dans un délai déterminé.

La notification a lieu dans la forme indiquée à l'article 5.

11. A défaut d'exécution dans le délai prescrit, le procès-verbal de contravention sera transmis au ministère public à fin de poursuites, conformément aux articles 27 et suivants de la présente loi.

12. Les tableaux descriptifs, rectifiés, s'il y a lieu, par arrêté royal d'après les jugements rendus sur les contestations, fixent l'état définitif du cours d'eau, sauf en ce qui concerne les ouvrages provisoirement tolérés; ces tableaux servent de règle pour les travaux de curage, d'entretien et de réparation.

Si, dans la suite, il est jugé utile de supprimer ou de modifier des ouvrages existant sans droit, il sera procédé comme à l'égard de ceux qui auront été reconnus actuellement dangereux ou nuisibles.

13. Les états indicatifs, tableaux descriptifs et procès-verbaux mentionnés aux articles précédents seront conservés au greffe du gouvernement provincial, et une copie en sera déposée au secrétariat de la commune.

Les changements qui seraient appor-

Texte proposé par la section centrale.

—

Tekst voorgesteld door de middenafdeeling.

—

Texte en vigueur.
(Loi du 7 mai 1877.)

tés par la suite à la situation que ces tableaux et états constatent y seront immédiatement annotés tant à l'original qu'à la copie.

14. La dépense à résulter de l'exécution des articles 1^{er} et 2 de la présente loi sera par tiers mise à la charge de l'Etat, de la province et de la commune.

Texte du projet de loi.

CHAPITRE PREMIER.

Du classement des cours d'eau non navigables.

ARTICLE PREMIER.

Sont compris dans la présente loi, sous la dénomination de « cours d'eau », toutes les rivières, ruisseaux ou fossés d'écoulement existants ou à créer, à l'exclusion des parties de ces voies qui sont classées comme voies navigables ou flottables et des tronçons qui ne reçoivent que les eaux naturelles d'un bassin hydrographique dont la superficie n'atteint pas 200 hectares.

ART. 2.

Les tronçons de cours d'eau, situés en aval du point où le bassin hydrographique a une superficie de 3,000 hectares au moins, sont classés par les soins de la Députation permanente du Conseil provincial comme cours d'eau de la première catégorie.

La Députation permanente peut classer aussi dans la première catégorie les tronçons de cours d'eau :

1° qui sont établis dans un but autre que l'amélioration du régime des eaux naturelles, même si le bassin hydrographique n'atteint pas 200 hectares;

Tekst van het wetsontwerp.

EERSTE HOOFDSTUK.

Rangschikking der niet bevaarbare waterlopen.

EERSTE ARTIKEL.

In deze wet worden begrepen, onder de benaming « waterlopen », al de bestaande of te maken rivieren, beken en watergangen, met uitsluiting van de gedeelten dezer die als bevaarbare of vlotbare waterwegen zijn gerangschikt en van de afdeelingen die niets anders ontvangen dan de natuurlijke wateren van een stroomgebied dat de 200 hectares niet bereikt.

ART. 2.

De afdeelingen van waterlopen, gelegen beneden het punt waar het stroomgebied een oppervlakte heeft van ten minste 3,000 hectares, worden door de Bestendige Deputatie des Provincieraads gerangschikt als waterlopen van de eerste klasse.

De Bestendige Deputatie kan ook in de eerste klasse rangschikken de afdeelingen van waterlopen :

1° die aangelegd zijn met een ander doel dan de verbetering van het afvoerstelsel der natuurlijke wateren, zelfs wanneer het stroomgebied minder is dan 200 hectares;

Texte proposé par la section centrale.

Tekst voorgesteld door de middenafdeeling.

ARTICLE PREMIER.

Sous réserve des exceptions prévues à l'article 2, sont compris dans la présente loi, sous la dénomination de cours d'eau, les rivières, ruisseaux et fossés d'écoulement, existants ou à créer, à l'exclusion des parties de ces voies qui sont classées comme voies navigables ou flottables, et des parties situées vers l'amont dont le bassin hydrographique est inférieur à 100 hectares.

ART. 2.

§ 1. *Les cours d'eau sont classés par la Députation permanente du Conseil provincial en deux catégories.*

§ 2. *Les cours d'eau et les tronçons de cours d'eau qui ne sont pas classés en première catégorie par une décision de la Députation permanente, appartiennent à la seconde catégorie.*

§ 3. *La Députation permanente classera en première catégorie, la partie des cours d'eau située en aval du point où l'une des deux conditions suivantes est réalisée : atteindre au plafond une largeur légale de 3 mètres, ou desservir un bassin hydrographique de 2,000 hectares au moins.*

Elle peut classer aussi dans la première catégorie, les cours d'eau, les tronçons de cours d'eau, les rivières, ruisseaux ou fossés d'écoulement, même si leur bassin hydrographique n'atteint pas 100 hectares :

1° *Qui sont établis dans un but autre que l'amélioration du régime des eaux naturelles ;*

EERSTE ARTIKEL.

Onder voorbehoud van de bij artikel 2 voorziene uitzonderingen, worden in deze wet begrepen, onder de benaming « waterlopen » al de bestaande of te maken rivieren, beken en watergangen, met uitsluiting van de gedeelten dezer die als bevaarbare of vlotbare waterwegen zijn gerangschikt en van de stroomopwaarts gelegen gedeelten, wier stroomgebied niet 100 hectaren bereikt.

ART. 2.

§ 1. *De waterlopen worden door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad in twee categorieën verdeeld.*

§ 2. *De waterlopen en de afdeelingen van waterlopen, welke niet door eene beslissing van den Provincialen Raad in de eerste categorie zijn gerangschikt, behooren tot de tweede categorie.*

§ 3. *De Bestendige Deputatie zal in de eerste categorie rangschikken, het gedeelte der waterlopen stroomafwaarts gelegen van het punt alwaar aan een der volgende twee vereischten is voldaan : een wettelijke bodembreedte van drie meter bereiken, of een stroomgebied van ten minste 2,000 hectaren bedienen.*

Zij kan mede in de eerste categorie rangschikken de waterlopen, de afdeelingen van waterlopen, de rivieren, beken of watergangen, zelfs indien het stroomgebied niet 100 hectaren bereikt :

1° *Die aangelegd zijn met een ander doel dan de verbetering van het afvoerstelsel der natuurlijke wateren ;*

Texte en vigueur.
(Loi du 7 mai 1877.)

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

2° dont les eaux sont polluées par des eaux d'égout ou par des eaux résiduaires d'établissements industriels;

3° qui sont influencés par un barrage de retenue.

Les cours d'eau ou les tronçons de cours d'eau ne figurant pas sur la liste arrêtée par la Députation permanente, appartiennent à la seconde catégorie.

La Députation permanente est compétente pour décider qu'un cours d'eau passe d'une catégorie à l'autre.

ART. 3.

La section légale des cours d'eau, non inscrits aux tableaux descriptifs dressés en exécution de la loi du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables, sera fixée par la Députation permanente en se basant sur les derniers projets d'établissement ou d'amélioration, régulièrement approuvés et réalisés. A défaut de ces documents, la Députation permanente se basera sur la section moyenne au lieu considéré.

B.

TEXTES EN VIGUEUR
QUI SERAIENT ABROGÉS.

CHAPITRE II.

TRAVAUX ORDINAIRES
DE CURAGE, D'ENTRETIEN
ET DE RÉPARATION.

15. Les travaux de curage annuel, d'entretien et de réparation à faire aux cours d'eau non navigables ni flottables et à leurs dépendances sont exécutés, avec le concours des riverains, s'il y a lieu, par les soins des administrations communales, sous la conduite des commissaires-voyers ou d'autres agents spéciaux nommés par l'autorité provinciale.

La députation permanente, après avoir entendu les administrations communales et les agents ci-dessus désignés, fixe, pour chaque localité, les époques auxquelles ces travaux devront être commencés et terminés.

CHAPITRE II.

Travaux ordinaires de curage,
d'entretien et de réparation.

ART. 4.

Les travaux de curage, d'entretien et de réparation à faire aux cours d'eau de la première catégorie et à leurs dépendances, sont exécutés annuellement par les soins de l'Administration communale aux époques fixées par la Députation permanente. La province prête à cet effet le concours technique des commissaires-voyers ou d'autres agents spéciaux nommés par l'autorité provinciale, le tout en se conformant au règlement provincial sur les cours d'eau.

2° waarvan de wateren worden verontreinigd door rioolvuil of door afvalwater van nijverheidsinrichtingen;

3° die beïnvloed worden door een stuwdam.

De waterlopen of de afdeelingen van waterlopen die niet voorkomen op de door de Bestendige Deputatie vastgestelde lijst, behooren tot de tweede klasse.

De Bestendige Deputatie is bevoegd om een waterloop in een andere klasse over te brengen.

ART. 3.

De wettelijke dwarsdoorsnede der waterlopen, die niet ingeschreven zijn op de beschrijvende tabellen, opge maakt in uitvoering van de wet van 7 Mei 1877 op de politie der niet bevaarbare noch vlotbare waterlopen, zal vastgesteld worden door de Bestendige Deputatie volgens de laatste, regelmatig goedgekeurde en verwezenlijkte ontwerpen van aanleg of verbetering. Bij ontstentenis dezer stukken, zal de Bestendige Deputatie de gemiddelde doorsnede die ter plaatse bestaat tot grondslag nemen.

HOOFDSTUK II.

Gewone werken van ruiming,
onderhoud en herstelling.

ART. 4.

De werken van ruiming, van onderhoud en van herstelling aan de waterlopen der eerste klasse en aan hunne aanhoorigheden, worden jaarlijks, op de door de Bestendige Deputatie vastgestelde tijdstippen uitgevoerd door toedoen van het gemeentebestuur. De provincie verleent daartoe de technische medewerking van de wegencommissarissen of van andere bijzondere agenten, door de provinciale overheid benoemd, steeds met inachtneming van het provinciaal reglement op de waterlopen.

Texte proposé par la section centrale.

Tekst voorgesteld door de middenafdeeling.

2° Dont les eaux sont polluées par des eaux d'égouts ou par des eaux résiduaires d'établissements industriels ;

3° Qui sont influencées par un barrage de retenue ;

4° Dont l'importance, la pente ou la configuration rendent le curage difficile.

2° Waarvan de wateren worden verontreinigd door rioolvuil of door afvalwater van nijverheidsinrichtingen ;

3° Die beïnvloed worden door een stuwdam ;

4° Wier belangrijkheid, verval of vorm de ruiming moeilijk maken.

§ 4. La Députation permanente est compétente pour décider qu'un cours d'eau passe d'une catégorie à l'autre.

§ 4. De Bestendige Deputatie is bevoegd om een waterloop in een andere categorie over te brengen.

ART. 3.

L'autorité provinciale fera dresser des tableaux descriptifs des cours d'eau, en se conformant aux dispositions du chapitre 1^{er} de la loi du 7 mai 1877.

Ces tableaux indiqueront les cours d'eau existants auxquels les dispositions de la présente loi sont applicables.

Ils seront soumis à revision par les soins de la Députation permanente, en ce qui concerne l'inscription ou la radiation des cours d'eau dont la création ou la suppression auront été décidées. »

La Députation permanente fera indiquer à ces tableaux descriptifs les limites du bassin hydrographique de chaque cours d'eau ainsi que le point initial où celui-ci prend son origine légale.

La section légale... (la suite comme au projet).

ART. 4.

(Comme au projet.)

ART. 3.

De provinciale overheid zal van de waterloopen beschrijvende tabellen doen opmaken, met inachtneming van de bepalingen van hoofdstuk I der wet van 7 Mei 1877.

Deze tabellen zullen de bestaande waterloopen vermelden, waarop de bepalingen van deze wet van toepassing zijn.

Zij zullen, door de zorgen van de Bestendige Deputatie, aan herziening worden onderworpen, voor wat betreft de inschrijving of de schrapping van de waterloopen die men beslist heeft te maken of te doen verdwijnen.

De Bestendige Deputatie zal op deze beschrijvende tabellen doen aanteekenen : de grenzen van het stroomgebied van elken waterloop, alsmede het aanvangspunt waar deze zijn wettelijken oorsprong neemt.

De wettelijke dwarsdoorsnede... (het vervolg zooals in het ontwerp)

ART. 4.

(Zooals in het ontwerp.)

Texte en vigueur.
(Loi du 7 mai 1877.)

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

16. Les frais occasionnés par les travaux de curage, d'entretien et de réparation sont répartis entre les propriétaires riverains et les usiniers ou autres usagers.

La part contributive de chacun d'eux est fixée par le conseil communal, en égard au degré de leur intérêt respectif, et en tenant compte de la détérioration qu'ils ont occasionnée, sauf recours à la députation permanente, dans le délai d'un mois, à dater de la notification de la décision.

Les cotisations ainsi établies ne peuvent être mises en recouvrement qu'après que les rôles en ont été rendus exécutoires par la députation permanente. Elles sont recouvrées conformément aux règles établies pour la perception de l'impôt au profit de l'Etat.

Les frais occasionnés par ces travaux sont supportés pour un tiers par la province, pour un tiers par la commune et répartis par cette dernière pour un tiers entre les riverains, les propriétaires intéressés, les usiniers et les autres usagers.

De kosten, door deze werken veroorzaakt, worden voor een derde gedragen door de provincie, voor een derde door de gemeente en door deze laatste voor een derde omgeslagen onder de aangelanden, de belanghebbende grondeigenaars, de benuttigers van waterkeeringen en andere gebruikers.

ART. 5.

La Députation permanente peut ordonner que les frais occasionnés par les travaux d'entretien d'un cours d'eau classé dans la première catégorie, établi dans un but autre que l'amélioration du régime des eaux, seront supportés moitié par la province et moitié par la commune, à moins que des conventions particulières n'en disposent autrement.

Pour les tronçons des cours d'eau pollués ou dont le régime est influencé par des retenues d'eau, classés dans la première catégorie, ainsi qu'il est dit à l'article 2, l'administration communale du lieu fixe la part d'intervention, dans les frais d'entretien, des particuliers, communes ou établissements publics qui utilisent les décharges ou les retenues d'eau, en tenant compte de la détérioration qu'ils ont occasionnée, et, le cas échéant, en se conformant aux conventions particulières.

Si ces décharges ou retenues d'eau sont situées sur le territoire d'une autre commune, la fixation de la part d'intervention incombe à la Députation permanente.

Le restant de ces frais est réparti conformément à l'article 4 de la présente loi.

ART. 5.

De Bestendige Deputatie kan verordenen dat de kosten, veroorzaakt door de onderhoudswerken aan een waterloop, in de eerste klasse gerangschikt en tot een ander doel aangelegd dan tot de verbetering van het afvoerstelsel, zullen gedragen worden voor de helft door de provincie en voor de helft door de gemeente, tenware bijzondere overeenkomsten er anders over beschikken.

Voor de afdeelingen van de waterlopen, die verontreinigd zijn of waarvan de afvoer door waterstuwen wordt beïnvloed en die in de eerste klasse gerangschikt zijn, zooals in artikel 2 gezegd is, stelt het gemeentebestuur, het aandeel in de onderhoudskosten vast voor de particulieren, de gemeenten of de openbare inrichtingen welke van de lossingen of de waterstuwen gebruik maken, daarbij rekening houdende met de veroorzaakte schade en desgevallend zich gedragende naar de bijzondere overeenkomsten.

Indien deze lossingen of waterstuwen op het grondgebied van eene andere gemeente gelegen zijn, behoort het de Bestendige Deputatie het aandeel in de onderhoudskosten vast te stellen.

Het overige dezer kosten wordt omgeslagen overeenkomstig artikel 4 van deze wet.

Texte proposé par la section centrale.

Les frais occasionnés par ces travaux, sont supportés, sous réserve de ce qui est prévu à l'article suivant, pour un tiers par la province, pour un tiers par la commune et répartis par cette dernière pour un tiers entre les riverains et les propriétaires de terrains dont l'assèchement serait défavorablement influencé par un entretien défectueux des cours d'eau.

Si une partie des frais est couverte par des subsides alloués par l'État, le restant de ces frais sera seul réparti conformément à ce qui précède.

ART. 5.

§ 1. La Députation permanente peut ordonner que les frais occasionnés par les travaux d'entretien d'un cours d'eau classé dans la première catégorie, établi dans un but autre que l'amélioration du régime des eaux, seront supportés moitié par la province et moitié par la commune, à moins que des conventions particulières n'en disposent autrement.

§ 2. Pour les tronçons des cours d'eau pollués ou dont le régime est influencé par des retenues d'eau, classés dans la première catégorie, ainsi qu'il est dit à l'article 2, l'administration communale du lieu fixe la part d'intervention, dans les frais d'entretien, des particuliers, communes ou établissements publics qui utilisent les décharges ou les retenues d'eau, en tenant compte de la détérioration qu'ils ont occasionnée, et, le cas échéant, en se conformant aux conventions particulières.

Le restant de ces frais est réparti conformément à l'article 4 de la présente loi.

§ 3. Si les décharges ou retenues d'eau sont situées sur le territoire d'une autre commune, la Députation permanente est substituée à l'administration communale intéressée pour la fixation de la part d'intervention dont il s'agit à l'alinéa premier du § 2 du présent article.

Tekst voorgesteld door de middenafdeeling.

De kosten, door deze werken veroorzaakt, worden, onder voorbehoud van het bepaalde bij het volgend artikel, voor een derde gedragen door de provincie, voor een derde door de gemeente en door deze laatste voor een derde omgeslagen onder de aangelanden, en de eigenaars van gronden wier drooglegging op ongunstige wijze zou beïnvloed worden door het slecht onderhouden der waterlopen.

Indien een gedeelte der onkosten wordt gedekt door Staatstoelagen, zal alleen het overblijvend gedeelte dezer onkosten worden omgeslagen overeenkomstig hetgeen voorafgaat.

ART. 5.

§ 1. De Bestendige Deputatie kan verordenen dat de kosten, veroorzaakt door de onderhoudswerken aan een waterloop, in de eerste klasse gerangschikt en tot een ander doel aangelegd dan tot de verbetering van het afvoerstelsel, zullen gedragen worden voor de helft door de provincie en voor de helft door de gemeente, tenware bijzondere overeenkomsten er anders over beschikten.

§ 2. Voor de afdeelingen van de waterlopen, die verontreinigd zijn of waarvan de afvoer door waterstuwen wordt beïnvloed en die in de eerste klasse gerangschikt zijn, zooals in artikel 2 gezegd is, stelt het gemeentebestuur, het aandeel in de onderhoudskosten vast voor de particulieren, de gemeenten of de openbare inrichtingen welke van de lossingen of de waterstuwen gebruik maken, daarbij rekening houdende met de veroorzaakte schade en desgevallend zich gedragende naar de bijzondere overeenkomsten.

Het overige dezer kosten wordt omgeslagen overeenkomstig artikel 4 van deze wet.

§ 3. Indien de lossingen of waterstuwen op het grondgebied van eene andere gemeente gelegen zijn, komt de Bestendige Deputatie in de plaats van het gemeentebestuur om het aandeel vast te stellen van de tusschenkomst waarvan sprake in de eerste alinea van § 2 van dit artikel.

Texte en vigueur.
(Loi du 7 mai 1877.)

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 6.

Les travaux d'entretien des voies d'écoulement classées dans la seconde catégorie, sont exécutés annuellement par les soins des riverains, aux époques fixées par l'administration communale; au cas où ceux-ci refuseraient de se conformer aux ordres donnés par l'administration communale, celle-ci fait exécuter les travaux d'office.

Dans ce cas les frais sont répartis entre les propriétaires riverains par le conseil communal, en tenant compte de l'importance du travail effectué dans la partie du lit contigue à leur propriété.

Dans le cas où un cours d'eau de la seconde catégorie serait amélioré ou créé non dans l'intérêt des propriétaires des parcelles contiguës, mais dans le but de faciliter l'évacuation des eaux de terrains situés vers l'amont, le Conseil communal pourra décider que les travaux d'entretien seront exécutés par les soins de l'administration communale.

Dans ce cas les frais sont répartis entre les propriétaires intéressés, au prorata de leur intérêt respectif.

ART. 6.

De werken van onderhoud der waterlopen, in de tweede klasse gerangschikt, worden jaarlijks op de door het gemeentebestuur vastgesteld tijdstippen uitgevoerd door toedoen der aangelanden; ingeval dezen zouden weigeren de bevelen van het gemeentebestuur na te komen, doet dit bestuur de werken van ambswege uitvoeren.

In dit geval worden de kosten door den gemeenteraad omgeslagen onder de aangelanden rekening houdende met het belang van het werk uitgevoerd in het aan hun eigendom grenzende deel van het stroombed.

Ingeval een waterloop van de tweede klasse zou worden verbeterd of aangelegd niet in het belang van de eigenaars der aanpalende perceelen maar ten einde den waterafloop te vergemakkelijken van stroomopwaarts gelegen gronden, kan de gemeenteraad beslissen dat de onderhoudswerken zullen uitgevoerd worden door toedoen van het gemeentebestuur.

In dit geval worden de kosten omgeslagen onder de belanghebbende eigenaars, naar de mate van het belang dat zij er bij hebben.

Texte proposé par la section centrale.

ART. 6.

§ 1. Les travaux d'entretien des voies d'écoulement, classées dans la seconde catégorie, sont exécutés annuellement par les soins des riverains aux époques fixées par l'Administration communale et sous la direction de celle-ci; au cas où un riverain refuserait de se conformer aux ordres donnés par l'Administration communale, celle-ci fait exécuter d'office les travaux incombant au riverain.

Le Conseil communal peut décider l'exécution d'office des travaux d'entretien sur toute l'étendue du cours d'eau.

§ 2. Les frais des travaux exécutés d'office sont répartis par le Conseil communal entre les propriétaires riverains au prorata de l'importance du travail effectué dans la partie du dit contigue à leur propriété et, le cas échéant, entre les usiniers ou autres usagers au prorata des détériorations qu'ils ont causées.

§ 3. Dans le cas où un cours d'eau de la seconde catégorie serait amélioré ou créé non dans l'intérêt des propriétaires des parcelles contigües, mais dans le but de faciliter l'évacuation des eaux des terrains situés vers l'amont, les travaux annuels seront exécutés par les soins de l'Administration communale sans le concours des riverains.

Dans ce cas le Conseil communal répartira les frais entre les propriétaires, les usiniers ou usagers bénéficiant de l'évacuation des eaux et ce au prorata de leur intérêt respectif.

§ 4. Le Conseil communal peut décider que les frais des travaux exécutés d'office seront supportés en entier ou pour partie par le budget communal, le restant des frais étant éventuellement réparti conformément aux § 2 et 3 du présent article.

Tekst voorgesteld door de middenafdeeling.

ART. 6.

§ 1. De werken van onderhoud der waterlopen, in de tweede categorie gerangschikt, worden jaarlijks uitgevoerd door de zorgen van de aangelanden, op de tijdstippen door het Gemeentebestuur bepaald en onder de leiding van dit laatste; ingeval een aangelonde mocht weigeren de bevelen van het Gemeentebestuur na te komen, doet dit bestuur de werken, waartoe de aangelonde verplicht is, van ambtswege uitvoeren.

De Gemeenteraad kan beslissen de onderhoudswerken over geheel de uitgestrektheid van den waterloop van ambtswege te doen uitvoeren.

§ 2. De kosten der van ambtswege uitgevoerde werken worden door den Gemeenteraad omgeslagen over de oevereigenaars, naar verhouding van de belangrijkheid van het werk uitgevoerd in het aan hun eigendom grenzende deel van het stroombed en, desgevallend, over de benuttigers van waterkeeringen of andere gebruikers, naar rato van de schade door hen veroorzaakt.

§ 3. Ingeval een waterloop van de tweede categorie zou worden verbeterd of aangelegd, niet in het belang van de eigenaars der aanpalende perceelen maar ten einde den waterafloop te vergemakkelijken van stroomopwaarts gelegen gronden, zullen de jaarlijksche werken worden uitgevoerd door toedoen van het Gemeentebestuur, zonder de medehulp van de aangelanden.

In dit geval, zal de Gemeenteraad ook in den omslag der kosten doen tusschenkomen, de eigenaars, de benuttigers van waterkeeringen of de belanghebbende gebruikers, naar rato van hun onderscheidenlijk belang.

§ 4. De Gemeenteraad kan beslissen dat de kosten der van ambtswege uitgevoerde werken geheel of gedeeltelijk zullen gedragen worden door de Gemeentelijke Begroting; het overige der kosten wordt eventueel omgeslagen overeenkomstig de §§ 2 en 3 van dit artikel.

Texte en vigueur.
(Loi du 7 mai 1877)

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 7.

17. Les obligations spéciales imposées, soit par l'usage, soit par des titres ou des conventions, sont maintenues et seront exécutées sous la même direction que les autres travaux de curage, d'entretien et de réparation.

Les obligations spéciales imposées, soit par l'usage, soit par des titres ou des conventions, sont maintenues et seront exécutées sous la même direction que les autres travaux de curage, d'entretien et de réparation.

18. Les ponts, digues et autres ouvrages privés sont entretenus et réparés par ceux à qui ils appartiennent; à défaut d'entretien, la députation peut en ordonner la réparation à leurs frais.

Les ponts, digues et autres ouvrages privés sont entretenus et réparés par ceux à qui ils appartiennent; à défaut d'entretien, la Députation permanente peut ordonner la réparation à leurs frais.

ART. 8.

Les riverains sont tenus de livrer passage aux agents de l'administration, aux ouvriers et autres personnes chargées de l'exécution des travaux de curage et d'entretien, et de recevoir sur chaque rive le volume des dépôts qui se sont formés dans la moitié du cours d'eau longeant cette rive.

Néanmoins, dans le cas où ces dépôts seraient la conséquence d'une pollution du cours d'eau classé dans la première catégorie, la Députation permanente pourra ordonner que les rives seront débarrassées des produits du curage, par les soins de l'administration communale, en se conformant aux dispositions des articles 4 et 5 de la présente loi.

ART. 9.

L'administration communale dresse les rôles répartissant les dépenses à charge des particuliers en exécution des articles 4, 5 et 6 de la présente loi, sauf recours à la Députation permanente dans le délai d'un mois, à dater de la notification de la décision.

Les cotisations ainsi établies sont mises en recouvrement après que les rôles en ont été rendus exécutoires par la Députation permanente. Elles sont recouvrées conformément aux règles établies pour la perception de l'impôt au profit de l'Etat.

ART. 7.

De bijzondere verplichtingen, opgelegd hetzij door het gebruik hetzij door titels of overeenkomsten, worden gehandhaafd en zullen uitgevoerd worden onder dezelfde leiding als de andere werken van ruiming, onderhoud en herstelling.

De bruggen, dijken en andere private werken worden onderhouden en hersteld door degenen, aan wie ze toebehooren; bij verzuim van onderhoud, kan de Bestendige Deputatie de herstelling op hunne kosten doen uitvoeren.

ART. 8.

De aangelanden moeten doorgang verleenen aan de agenten van het bestuur, aan de werklieden en andere personen, belast met de werken van ruiming en onderhoud, en op hunnen oever de hoeveelheid grond en aanwas laten storten die bezonken is in de aanpalende helft van den waterloop.

Nochtans, ingeval dit bezinsel het gevolg is van eene verontreiniging van den in eerste klasse gerangschikten waterloop, kan de Bestendige Deputatie bevelen dat het geruimde vuil van de oevers zal weggenomen worden door de zorgen van het gemeentebestuur, met inachtneming van de bepalingen der artikelen 4 en 5 van deze wet.

ART. 9.

Het gemeentebestuur maakt de kohieren op, waarbij de uitgaven ten laste der particulieren worden omgeslagen in uitvoering der artikelen 4, 5 en 6 van deze wet, behoudens verhaal bij de Bestendige Deputatie, binnen den tijd van eene maand, te rekenen van de kennisgeving der beslissing.

De aldus vastgestelde omslagen worden invorderbaar gesteld nadat de kohieren uitvoerbaar verklaard zijn door de Bestendige Deputatie. Zij worden ingevorderd overeenkomstig de regelen vastgesteld voor het innen der belasting ten bate van den Staat.

Texte proposé par la section centrale.

Tekst voorgesteld door de middenafdeeling.

ART. 7.

ART. 7.

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 8.

ART. 8.

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 9.

ART. 9.

(Comme aux alinéas 1 et 2
du projet.)

(Zocals in de alineas 1 en 2
van het ontwerp.)

Texte en vigueur.
(Loi du 7 mai 1877.)

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

Le Gouverneur de la province ou la Députation permanente sont qualifiés pour apprécier si l'administration communale prend, en temps opportun, les mesures nécessaires pour assurer le bon entretien des cours d'eau. Dans la négative, et sans préjudice aux mesures prévues par l'article 88 de la loi communale, la Députation permanente peut d'office prendre les mesures nécessaires en lieu et place de l'administration communale.

De Gouverneur der provincie of de Bestendige Deputatie zijn bevoegd om te oordeelen of het gemeentebestuur te gepasten tijde, de noodige maatregelen treft om het goed onderhoud der waterlopen te verzekeren Zooniet, en onverminderd de maatregelen voorzien bij artikel 88 der gemeentewet, mag de Bestendige Deputatie van ambtswege de noodige maatregelen nemen in naam en plaats van het gemeentebestuur.

CHAPITRE III.

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES D'AMÉLIORATION.

19. Les communes ou les particuliers qui veulent exécuter des travaux extraordinaires ou d'amélioration aux cours d'eau et à leurs dépendances doivent y être autorisés par la députation et en supporter toute la dépense. Néanmoins, si les travaux à exécuter par une commune en intéressent d'autres, ou si les travaux à exécuter par un particulier intéressent la commune du lieu de situation ou d'autres, la députation permanente peut, les conseils communaux préalablement entendus, mettre à la charge des dites communes une partie de la dépense proportionnée au degré d'intérêt qu'elles ont respectivement à l'exécution des travaux.

20. Les travaux extraordinaires ou d'amélioration peuvent être ordonnés d'office par le Roi ou par la députation permanente, les conseils communaux préalablement entendus.

La moitié des dépenses, au moins, est supportée respectivement par l'État ou par la province.

Le surplus est à charge de la commune du lieu de situation. Néanmoins, si les travaux intéressent d'autres communes, le Roi ou la députation permanente peut mettre à leur charge une part de cette dépense proportionnée au degré d'intérêt qu'elles ont respectivement à l'exécution des dits travaux.

21. Chaque commune peut toujours, sous l'approbation de la députation permanente, répartir la dépense qui lui incombe entre tous les propriétaires intéressés, proportionnellement au degré de leur intérêt.

Toutefois, s'il s'agit de travaux exécutés par des particuliers, il sera tenu compte à ceux-ci de la part qu'ils ont à supporter dans l'ensemble des dépenses.

22. Les travaux extraordinaires ou d'amélioration sont exécutés d'après les mêmes règles que les travaux ordinaires du curage, d'entretien et de réparation.

Toutefois, le Roi ou la députation permanente peut se réserver la direction ou la surveillance des travaux ordonnés d'office.

(1) Conf. arr.-loi, 28 août 1829, art. 1er; — Arr. roy., 10 sept. 1870, art. 1er et 2. — V., pour les cours d'eau navigables et flottables, la loi du 8 mai 1888, art. 2 (ci-après n° 301); — quant à certaines usines métallurgiques, les articles 73 à 82 de la loi du 24 avril 1810 (v° *Miner., mines et carrières*); — quant aux lavoirs de minerais dans les rivières et canaux, l'arrêté royal du 25 octobre 1868 (ci-dessus n° 295).

CHAPITRE III.

Travaux d'amélioration.

ART. 10.

Les communes ou les particuliers qui veulent exécuter des travaux d'amélioration aux cours d'eau ou ouvrir de nouveaux cours d'eau doivent solliciter l'autorisation de la Députation permanente; le cas échéant, l'administration communale du lieu procède à l'expropriation des emprises nécessaires.

Ces communes ou ces particuliers supportent la dépense.

En dehors des cas prévus à l'article 24 de la présente loi, ces travaux d'amélioration des cours d'eau ou d'ouverture de nouveaux cours d'eau, peuvent être ordonnés d'office par le Roi ou par la Députation permanente après avis du conseil communal. L'État ou la province supporte dans ce cas la moitié de la dépense et le surplus est à charge de la commune du lieu de situation, à moins que des conventions conclues avec des particuliers intéressés en stipulent autrement.

Par dérogation aux deux alinéas qui précèdent, la Députation permanente peut répartir entre diverses communes intéressées à l'exécution des travaux, la dépense qui incomberait à la commune du lieu de situation, en tenant compte du degré d'intérêt que les travaux présentent pour chacune de ces communes.

HOOFDSTUK III.

Verbeteringswerken.

ART. 10.

De gemeenten of de particulieren die verbeteringswerken aan de waterlopen willen uitvoeren of nieuwe waterlopen openen, moeten de machtiging van de Bestendige Deputatie aanvragen; in voorkomend geval, gaat het plaatselijk gemeentebestuur over tot de onteigening der noodige gronden.

Deze gemeenten of deze particulieren dragen de onkosten.

Buiten de gevallen voorzien bij artikel 24 van deze wet kunnen deze werken tot verbetering van waterlopen of tot opening van nieuwe waterlopen van ambtswege bevolen worden door den Koning of de Bestendige Deputatie, na advies van den gemeenteraad. De Staat of de provincie draagt in dit geval de helft der uitgave, en het overige valt ten laste van de gemeente der ligging, tenware overeenkomsten met belanghebbenden gesloten hierover anders zouden beschikken.

Bij afwijking van de twee vorige alinea's kan de Bestendige Deputatie de uitgave, die ten laste van de gemeente der ligging zou vallen, omslaan onder verschillende in de werken belang hebbende gemeenten, en zulks naarmate het belang, dat ieder dezer gemeenten in de werken heeft.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 9^{bis}.

ART. 9^{bis}.

(Comme à l'alinéa 3 ci-contre
du projet.)

(Zooals in nevenstaande ali-
nea 3 van het ontwerp.)

ART. 10.

ART. 10.

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

Texte en vigueur.
(loi du 7 mai 1877.).

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 11.

La commune peut toujours, sous l'approbation de la Députation permanente, répartir la moitié de la dépense relative aux travaux d'amélioration, qui lui incombe suivant les règles qui précèdent, entre tous les propriétaires intéressés proportionnellement au degré de leur intérêt.

ART. 11.

De gemeente kan altijd, mits goedkeurig door de Bestendige Deputatie, de helft van de uitgave voor verbeteringswerken, die volgens de voorgaande regelen te haren laste valt, onder al de belanghebbende eigenaars omslaan naar verhouding van ieders belang.

ART. 12.

Les travaux d'amélioration sont exécutés d'après les mêmes règles que les travaux de curage, d'entretien et de réparation.

Toutefois, le Roi ou la Députation permanente peut se réserver la direction ou la surveillance des travaux ordonnés d'office.

ART. 12.

De verbeteringswerken worden uitgevoerd volgens dezelfde regelen als de werken van ruiming, onderhoud en herstelling.

Nochtans kan de Koning of de Bestendige Deputatie zich het bestuur van of het toezicht over de van ambtswege bevolen werken voorbehouden.

ART. 13.

Lorsque le Roi ou la Députation permanente aura décidé qu'il y a lieu de supprimer certaines parties de cours d'eau, la commune du lieu sera subrogée à tous les droits que pourrait faire valoir l'État au sujet du fonds du cours d'eau supprimé.

Cependant les riverains du lit ou de la partie du lit abandonnée ont la faculté de se faire autoriser à disposer en pleine propriété du terrain devenu libre, en s'engageant à en payer, à dire d'experts, soit le prix d'acquisition, soit la plus-value dans le cas où il serait reconnu que les riverains étaient propriétaires du fonds.

ART. 13.

Wanneer de Koning of de Bestendige Deputatie tot de afschaffing van sommige gedeelten van waterloopen zal besloten hebben, zal de gemeente der ligging in al de rechten treden die de Staat nopens den bodem van den afgeschaften waterloop zou kunnen doen gelden.

Nochtans kunnen de aangelanden van de verlaten bedding of van het verlaten gedeelte der bedding de machtiging bekomen om in vollen eigendom over den vrij geworden grond te beschikken, door zich te verbinden tot het betalen, naar de schatting van deskundigen, hetzij van den koopprijs, hetzij van de meerderwaarde ingeval het zou erkend worden dat de aangelanden den bodem in hun bezit hadden.

Texte proposé par la section centrale.

ART. 11.

La commune peut toujours, sous l'approbation de la Députation permanente, répartir la moitié de la dépense relative aux travaux visés à l'article 10 et qui lui incombe suivant les règles qui précèdent, entre tous les propriétaires, les usiniers et les usagers intéressés proportionnellement au degré de leur intérêt.

ART. 12.

(Comme au projet.)

ART. 13.

(Comme au projet.)

Pendant six mois à dater de la publication par l'administration communale de la décision dont il s'agit à l'alinéa précédent, les riverains... (la suite comme au projet).

Tekst voorgesteld door de middenafdeeling.

ART. 11.

De gemeente kan altijd, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie, de helft van de uitgave voor verbeteringswerken, die volgens de voorgaande regelen te haren laste valt, over al de belanghebbende eigenaars, de benutters van waterkeeringen en de gebruikers omslaan, naar verhouding van ieders belang.

ART. 12.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 13.

(Zooals in het ontwerp.)

Gedurende zes maanden, van af de bekendmaking door het gemeentebestuur van de bij vorige alinea bedoelde beslissing, hebben de aangelanden... (het vervolg zooals in het ontwerp).

Texte en vigueur.
(Loi du 7 mai 1877.)

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

CHAPITRE IV.

POLICE.

Section I^{re}. — Usines et autres ouvrages.

23. Aucun moulin, usine, pont, écluse, barrage, batardeau et généralement aucun ouvrage permanent ou temporaire, de nature à influer sur le régime des eaux, ne peut être établi, supprimé ou modifié sans une autorisation préalable de la Députation permanente.

24. La députation permanente fera établir aux usines et aux barrages les clous de jauge qu'elle jugera nécessaires.

25. Les usiniers et autres usagers sont tenus d'obtempérer, pour l'ouverture ou la fermeture des écluses, vannes et vantaux, aux réquisitions de la députation permanente.

Ils sont également tenus, en cas d'urgence ou lorsque les eaux dépassent la hauteur du clou de jauge, d'obéir aux injonctions de l'administration communale ou des agents chargés de constater ou de dénoncer les contraventions.

26. Les usiniers et autres usagers sont responsables de tous dommages que les eaux auraient causés aux chemins publics ou aux propriétés particulières, par la trop grande élévation du déversoir ou autrement, alors même que les eaux n'auraient pas dépassé la hauteur du clou de jauge.

Pour faire cesser ces dommages ou pour en prévenir le retour, la députation permanente pourra prescrire l'exécution des ouvrages nécessaires, et même réduire la hauteur du clou de jauge.

CHAPITRE IV.

Police.

SECTION PREMIÈRE.

Usines et autres ouvrages.

ART. 14.

Aucun moulin, usine, pont, écluse, barrage, batardeau et généralement aucun ouvrage permanent ou temporaire de nature à influer sur le régime des eaux, ne peut être établi, supprimé ou modifié sans une autorisation préalable de la Députation permanente.

ART. 15.

La Députation permanente fera établir aux retenues d'eau les clous de jauge qu'elle jugera nécessaires.

ART. 16.

Les usiniers et autres usagers sont tenus d'obtempérer pour l'ouverture et la fermeture des écluses, vannes, vantaux, aux réquisitions de la Députation permanente.

Ils sont également tenus, en cas d'urgence, ou lorsque les eaux dépassent la hauteur du clou de jauge d'obéir aux injonctions de l'administration communale ou des agents chargés de constater ou de dénoncer les contraventions.

ART. 17.

Les usiniers et autres usagers sont responsables de tous dommages que les eaux auraient causés aux chemins publics ou aux propriétés particulières, par la trop grande élévation du déversoir ou autrement, alors même que les eaux n'auraient pas dépassé la hauteur du clou de jauge.

Pour faire cesser ces dommages ou pour en prévenir le retour, la Députation permanente pourra prescrire l'exécution des ouvrages nécessaires et même réduire la hauteur du clou de jauge.

HOOFDSTUK IV.

Politie.

EERSTE AFDEELING.

Nijverheidsinrichtingen en andere werken.

ART. 14.

Geen enkele molen, nijverheidsinrichting, brug, sluis, stuw, dam en in 't algemeen geen enkel bestendig of tijdelijk werk, dat invloed kan uitoefenen op den afvoer der wateren, mag opgericht, afgeschaft of gewijzigd worden, zonder een voorafgaande toelating van de Bestendige Deputatie.

ART. 15.

De Bestendige Deputatie zal aan de waterkeeringen de peilnagels doen stellen die zij noodig acht.

ART. 16.

De benuttigers van waterkeeringen en andere gebruikers moeten voor het openen en het sluiten der sluizen, schuiven, deuren, gevolg geven aan de eischen der Bestendige Deputatie.

Zij moeten ook, in geval van hoogdringendheid of wanneer de wateren boven peil komen, gehoorzamen aan de bevelen van het gemeentebestuur of van de agenten die de overtredingen moeten vaststellen of aanklagen.

ART. 17.

De benuttigers van waterkeeringen en andere gebruikers zijn verantwoordelijk voor alle schade, die het water zou veroorzaakt hebben aan de openbare wegen of aan de particuliere eigendommen door het te hoog houden van eene stuw of op eenige andere wijze, zelfs wanneer het water niet boven peil zou geklommen zijn.

Om aan deze beschadigingen een einde te stellen of om de herhaling er van te voorkomen, kan de Bestendige Deputatie de uitvoering der noodige werken voorschrijven en zelfs den peilnagel lager doen plaatsen.

(Texte proposé par la Section centrale.)

(Tekst voorgesteld door de middenafdeeling.)

ART. 14.

(Comme au projet.)

ART. 14.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 15.

(Comme au projet.)

ART. 15.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 16.

(Comme au projet.)

ART. 16.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 17.

(Comme au projet.)

ART. 17.

(Zooals in het ontwerp.)

[N° 324]

(xxii)

Texte en vigueur.
Loi du 7 mai 1877.)

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

Texte proposé par la section centrale.

ART. 17^{bis}.

Le Gouvernement notifiera aux administrations provinciales et communales les travaux dont il ordonnera l'exécution et qui intéressent le régime d'un cours d'eau auquel les dispositions de la présente loi s'appliquent.

La notification sera donnée aux autorités intéressées par lettre recommandée, déposée à la poste vingt jours au moins avant l'exécution des travaux.

A la notification seront joints la description, les plans et les coupes des travaux projetés.

Les administrations intéressées sont présumées adhérer à l'exécution des travaux si, dans le délai de vingt jours à partir de la notification, elles n'introduisent pas de réclamation auprès de l'administration qui a adressé la notification.

La réclamation est introduite par lettre recommandée déposée à la poste.

A défaut d'entente, il est statué par un arrêté royal signé par le Ministre de l'Agriculture.

Le Gouvernement indemnise les provinces, les communes, les propriétaires, les usiniers et les usagers du dommage qui peut résulter des travaux.

L'estimation du dommage est faite soit à l'amiable, soit par le juge compétent.

Ce dommage comprend : les modifications aux ouvrages existants, les travaux que les provinces, communes, propriétaires, usiniers ou usagers devront exécuter comme conséquences des décisions arrêtées ; le surcroît de dépenses de curage, d'entretien que les travaux pourront entraîner.

Tekst voorgesteld door de middenafdeeling.

ART. 17^{bis}.

De Regeering zal aan de provinciale en gemeentelijke besturen de werken notificeren, waarvan zij de uitvoering beveelt en die in verband staan met het afvoerstelsel waarop de bepalingen dezer wet van toepassing zijn.

De notificering zal aan de betrokken overheidspersonen worden gedaan, door middel van aangeteekenden brief, ter post besteld ten minste twintig dagen vóór den aanvang der werken.

Bij deze notificering zullen gevoegd worden, de beschrijving, de plans en de doorsneden van de ontworpen werken.

De betrokken besturen worden vermoed tot de uitvoering der werken toe te treden indien, binnen den termijn van twintig dagen, te rekenen van af de notificering, zij geen bezwaarschrift indienen bij het bestuur dat de notificering heeft gedaan.

Het bezwaarschrift wordt ingediend door middel van ter post aangeteekenden brief.

Bij ontstentenis van overeenstemming, wordt een beslissing getroffen bij Koninklijk besluit geteekend door den Minister van Landbouw.

De provinciën, de gemeenten, de eigenaars, de benuttigers van waterkeeringen en de gebruikers worden door de Regeering vergoed voor de schade die uit de werken mocht voortvloeien.

De schatting van de schade wordt gedaan hetzij bij minnelijke schikking, hetzij door den bevoegden rechter.

Deze schade omvat : de wijzigingen aan de bestaande werken, de werken welke de provinciën, gemeenten, eigenaars, benuttigers van waterkeeringen of gebruikers zullen moeten uitvoeren als gevolg van de getroffen beslissingen ; de vermeerdering van uitgaven wegens ruiming of onderhoud welke de werken kunnen met zich brengen.

Textes en vigueur.
(Loi du 7 mai 1877.)

Texte du projet de loi

Tekst van het wetsontwerp.

SECTION DEUXIÈME.

Contraventions, poursuites et peines.

ART. 18.

Seront punis des peines de simple police, sans préjudice des peines plus graves comminées par la loi pénale :

27. Sont punis de peines de simple police, sans préjudice des peines plus graves comminées par la loi pénale :

1° Ceux qui auront négligé de se conformer aux prescriptions données en vertu de l'article 10 et de l'article 26 § 2, de la présente loi ;

2° Ceux qui contreviendront aux articles 23 et 25 ;

3° Ceux qui dégraderont, abaisseront ou affaibliront, de quelque manière que ce soit, les berges ou les digues ;

4° Ceux qui obstrueront les cours d'eau, y jetteront ou déposeront des objets quelconques pouvant entraver le libre écoulement ;

5° Ceux qui y laisseront couler des liquides, y jetteront ou y déposeront des matières pouvant corrompre ou altérer les eaux, sauf les exceptions à déterminer par les règlements provinciaux, et, à défaut de ces règlements, par la députation permanente ;

6° Ceux qui enlèveront ou déplaceront les clous de jauge, emploieront des haussettes, ou modifieront de toute autre manière l'état légal des moulins, usines ou prises d'eau.

1° Ceux qui auront négligé de se conformer aux prescriptions données en vertu de l'article 10 de la loi du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables, et de l'article 16, § 2 de la présente loi ;

2° Ceux qui contreviennent aux articles 8, 14 et 16 de la présente loi ;

3° Ceux qui dégradent, abaissent ou affaiblissent, de quelque manière que ce soit, les berges ou les digues ;

4° Ceux qui obstruent les cours d'eau, y jettent ou déposent des objets quelconques pour entraver le libre écoulement ;

5° Ceux qui y laissent écouler des liquides, y jettent ou déposent des matières pouvant corrompre ou altérer les eaux, sauf les exceptions à déterminer par les règlements provinciaux et, à défaut de ces règlements, par la Députation permanente ;

6° Ceux qui enlèvent ou déplacent des clous de jauge, emploient des haussettes, ou modifient de toute autre manière l'état légal des moulins, usines ou prises d'eau.

TWEEDE AFDEELING.

Overtredingen, vervolgingen en straffen.

ART. 18.

Zullen gestraft worden met de straffen van enkele politie, onverminderd de zwaardere straffen voorzien bij de strafwet :

1° Degenen die de voorschriften niet nakomen, gegeven krachtens artikel 10 der wet van 7 Mei 1877 op de politie der niet bevaarbare noch vlotbare waterloopen, en, artikel 16, § 2 van deze wet ;

2° Degenen die de artikelen 8, 14 en 16 van deze wet overtreden ;

3° Degenen die, op welke wijze ook, de oevers of de dijken beschadigen, verlagen of verzwakken ;

4° Degenen die de waterloopen verstoppen, er voorwerpen inwerpen of inlaten die den vrijen waterafloop kunnen belemmeren ;

5° Degenen die er vloeistoffen laten inloopen of eenige andere stoffen inwerpen of leggen die het water kunnen bederven of vertroebelen, behalve de uitzonderingen te bepalen door de provinciereglementen en, bij ontstentenis dezer reglementen, door de Bestendige Deputatie ;

6° Degenen die peilnagels wegnemen of verplaatsen, het water boven peil opzetten, of op eenige andere wijze den wettelijken stand der molens, stuwen of verlaten veranderen.

Texte proposé par la section centrale.

Tekst voorgesteld door de middenafdeeling.

ART. 18.

(Comme au projet.)

ART. 18.

(Zooals in het ontwerp.)

Texte en vigueur.
(Loi du 7 mai 1877.)

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 19.

ART. 19.

28. Seront punis des mêmes peines, s'ils n'en ont obtenu l'autorisation de la députation permanente, ceux qui déplaceront le lit des cours d'eau ou préjudicieront à leur état normal et régulier par l'enlèvement de gazons, terres, boues, sables, graviers ou autres matériaux.

Seront punis des mêmes peines, s'ils n'en ont obtenu l'autorisation de la Députation permanente, ceux qui déplacent le lit des cours d'eau ou préjudicient à leur état normal et régulier par l'enlèvement de gazons, terres, boues, sables, graviers ou autres matériaux.

Zullen met dezelfde straffen gestraft worden degenen die, zonder de toelating van de Bestendige Deputatie, de bedding der waterloopen verplaatsen of aan hun gewonen en regelmatigen staat schade berokkenen door het wegnemen van graszoden, aarde, slijk, zand, kiezel of andere materialen.

ART. 20.

ART. 20.

29. Dans tous les cas de contraventions à la présente loi, outre la pénalité, le juge prononcera, s'il y a lieu, la réparation de la contravention dans le délai qui sera fixé par le jugement et statuera qu'en cas d'exécution, l'administration communale y pourvoira aux frais du contrevenant, qui, en vertu du même jugement, pourra être contraint au remboursement de la dépense, sur simple état dressé par le collège échevinal.

Dans tous les cas de contravention à la présente loi, outre la pénalité, le juge prononce, s'il y a lieu, la réparation de la contravention dans le délai fixé par le jugement, et statue qu'en cas d'inexécution, l'administration communale y pourvoira aux frais du contrevenant qui, en vertu du même jugement, pourra être contraint au remboursement de la dépense, sur simple état dressé par le collège échevinal.

In al de gevallen van overtreding dezer wet, spreekt de rechter, buiten de strafbepaling, gebeurlijk de herstelling der overtreding uit binnen den tijd, door het vonnis vastgesteld, en beslist dat, in geval van nietuitvoering, het gemeentebestuur er in zal voorzien op de kosten van den overtreder die, krachtens hetzelfde vonnis, kan gedwongen worden tot de terugbetaling der uitgave, op enkelen staat, door het schepencollege opgemaakt.

ART. 21.

ART. 21.

30. Si le prévenu excipe d'un droit de propriété ou autre droit réel, le tribunal saisi de la plainte statuera sur l'incident, en se conformant aux règles suivantes : l'exception préjudicielle ne sera admise qu'autant qu'elle soit fondée sur un titre apparent ou sur des faits de possessions précis, personnels au prévenu. Les titres produits ou les faits articulés devront être de nature à ôter au fait qui sert de base aux poursuites tout caractère de délit ou de contravention.

Si le prévenu excipe d'un droit de propriété ou autre droit réel, le tribunal saisi de la plainte statue sur l'incident, en se conformant aux règles suivantes : l'exception préjudicielle ne sera admise qu'autant qu'elle sera fondée sur un titre apparent ou sur des faits de possession précis, personnels au prévenu. Les titres produits ou les faits articulés devront être de nature à ôter au fait qui sert de base aux poursuites tout caractère de délit ou de contravention.

Indien de beklaagde zich beroept op een recht van eigendom of een ander werkelijk recht, beslist de rechtbank, waarbij de klacht is ingediend over het geval, met inachtneming der volgende regelen : de vooraf te wijzen uitneming zal slechts aanvaard worden voor zoveel zij zal gegrond zijn op een zichtbaren titel of op nauwkeurige daadzaken van bezit, die persoonlijk zijn aan den beklaagde. De voorgelegde titels of de aangevoerde daadzaken moeten van aard zijn om aan het feit, dat tot grondslag der vervolgingen dient, iedere eigenschap van misdrijf of van overtreding weg te nemen.

Dans le cas de renvoi à fins civiles, le jugement fixera un délai de deux mois au plus dans lequel la partie qui aura élevé la question préjudicielle devra saisir le juge compétent et justifier de ses diligences; sinon, il sera passé outre au jugement.

Toutefois, en cas de condamnation à l'emprisonnement et à la réparation de la contravention, il sera sursis, pendant un nouveau délai de deux mois, à l'exécution de ces condamnations. Si, pendant ce délai, le prévenu justifie de ses diligences, le sursis sera continué jusqu'à la décision du fond.

Les amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais seront exigibles après la condamnation. Si la question préjudicielle est ultérieurement décidée en faveur du prévenu, les sommes qu'il aura payées seront restituées.

Texte proposé par la section centrale.

Tekst voorgesteld door de middenafdeeling.

ART. 19.

ART. 19.

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 20.

ART. 20.

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 21.

ART. 21.

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

Texte en vigueur.
(Loi du 7 mai 1877.)

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

Dans le cas de renvoi à fins civiles, le jugement fixe un délai de deux mois au plus dans lequel la partie qui aura élevé la question préjudicielle devra saisir le juge compétent et justifier de ses diligences; sinon, il sera passé outre au jugement.

Toutefois, en cas de condamnation à l'emprisonnement et à la réparation de la contravention, il sera sursis, pendant un délai de deux mois, à l'exécution de ces condamnations.

Si pendant ce délai le prévenu justifie de ses diligences, le sursis sera continué jusqu'à décision du fond.

Les amendes, restitutions, dommages et intérêts et frais sont exigibles après la condamnation. Si la question préjudicielle est ultérieurement décidée en faveur du prévenu, les sommes qu'il aura payées seront restituées.

ART. 22.

Les communes peuvent agir par action civile pour obtenir la réparation de tout fait de nature à porter atteinte aux cours d'eau.

A défaut par elles d'agir, la Députation permanente peut charger un commissaire spécial d'agir en leur nom.

ART. 23.

Les fonctionnaires, délégués par le Ministre de l'Agriculture, ainsi que les agents voyers provinciaux dûment assermentés ont, au même titre que les agents de police judiciaire, le droit de constater les contraventions en matière de cours d'eau et d'en dresser procès-verbal.

Bij verwijzing naar den burgerlijken rechter, bepaalt het vonnis een tijdsbestek van ten hoogste twee maanden, waarin de partij die het vooraf te wijzen geschil heeft opgeworpen, zijne benaarstingen voor den bevoegden rechter moet brengen en dezelve rechtvaardigen; zoo niet zal er tot het vonnis worden overgegaan.

Nochtaans, in geval van veroordeeling tot de gevangenisstraf en tot de herstelling der overtreding, zal de uitvoering dezer veroordeelingen geschorst worden gedurende twee maanden.

Indien de beklaagde gedurende dit tijdsbestek zijne benaarstingen rechtvaardigt, zal het uitstel verlengd worden totdat over den grond der zaak is beslist.

De boeten, herstellingen, schadevergoedingen en kosten zijn eischbaar na de veroordeeling. Indien over het vooraf te wijzen geschil later ten gunste van den beklaagde wordt beslist, zullen de sommen die hij betaald heeft, teruggeschonken worden.

ART. 22.

De gemeenten kunnen optreden door burgerlijke rechtsvordering om de herstelling te bekomen van elk feit dat de waterloopen kan benadeelen.

Indien zij niet handelen, kan de Bestendige Deputatie een bijzonderen commissaris gelasten in hun naam te handelen.

ART. 23.

De ambtenaren, door den Minister van Landbouw afgevaardigd, alsook de behoorlijk beëdigde provinciale wegen-agenten, hebben te zelfden titel als de agenten van gerechtelijke politie, het recht de overtredingen in zake waterloopen vast te stellen en er proces-verbaal van op te maken.

31. Les communes peuvent agir par action civile pour obtenir la réparation de tout fait de nature à porter atteinte aux cours d'eau.

A défaut par elles d'agir, la députation permanente peut charger un commissaire spécial d'agir en leur nom.

32. Les agents voyers ou spéciaux dûment assermentés ont, au même titre que les agents de police judiciaire, le droit de constater les contraventions en matière de cours d'eau, et d'en dresser procès-verbal.

(Texte proposé par la Section centrale.)

(Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.)

ART. 22.

(Comme au projet.)

ART. 22.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 23.

(Comme au projet.)

ART. 23.

(Zooals in het ontwerp.)

Texte en vigueur.
(Loi du 7 mai 1877.)

Les fonctionnaires des ponts et chaussées peuvent constater les contraventions aux articles 23 et 25.

CHAPITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

33. Si un cours d'eau intéresse plusieurs communes de la même province, en cas de désaccord entre les autorités communales, au sujet des questions relatives à son administration, il est statué par la députation permanente, conformément à l'article 79 de la loi provinciale.

Lorsqu'un cours d'eau intéresse plus d'une province ou des communes appartenant à des provinces différentes, en cas de désaccord, il est statué par le Roi.

Texte du projet de loi.

Les fonctionnaires des Ponts et Chaussées peuvent constater les contraventions aux articles 14 et 16.

CHAPITRE V.

Dispositions générales.

ART. 24.

Si un cours d'eau intéresse plusieurs communes de la même province, en cas de désaccord entre les autorités communales au sujet de questions relatives à son administration, il est statué par la Députation permanente à la demande d'une des communes intéressées.

Lorsqu'un cours d'eau intéresse plus d'une province ou des communes appartenant à des provinces différentes, en cas de désaccord il est statué par le Roi, à la demande d'une des communes intéressées.

Tekst van het wetsontwerp.

De ambtenaren van Bruggen en Wegen kunnen de overtredingen van de artikelen 14 en 16 vaststellen.

HOOFDSTUK V.

Algemeene bepalingen.

ART. 24.

Indien verschillende gemeenten derzelfde provincie bij een waterloop betrokken zijn, zal, bij oneenigheid tusschen de gemeenteoverheden over kwesties aangaande het beheer er van, de Bestendige Deputatie uitspraak doen op aanvraag van een der belanghebbende gemeenten.

Wanneer bij een waterloop meer dan ééne provincie of gemeenten van verschillende provinciën betrokken zijn, wordt in geval van oneenigheid uitspraak gedaan door den Koning, op aanvraag van een der belanghebbende gemeenten.

Texte proposé de la section centrale

Tekst voorgesteld door de middenafdeeling.

ART. 24.

(Comme au projet.)

ART. 24.

(Zooals in het ontwerp.)

Texte en vigueur.
(Loi du 7 mai 1877.)

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 25.

ART. 25.

34. Les décisions à prendre par les députations permanentes, conformément aux articles 19, 20 et 23 de la présente loi, seront précédées d'une enquête de *commodo et incommodo* dans les communes intéressées.

Les décisions à prendre par les Députations permanentes, conformément aux articles 10 et 14 de la présente loi, sont précédées d'une enquête de *commodo et incommodo* dans les communes intéressées.

Vóór de beslissingen, door de Bestendige Deputaties te nemen overeenkomstig de artikelen 10 en 14 van deze wet, zal een onderzoek van *commodo en incommodo* in de belanghebbende gemeenten plaats hebben.

Les frais de l'instruction administrative à laquelle donneront lieu l'établissement, la suppression ou le changement des ouvrages dont il est question aux articles 23 et 24, sont à la charge des demandeurs et recouvrés comme en matière de contributions directes.

Les frais de l'instruction administrative à laquelle donne lieu l'établissement, la suppression ou le changement des ouvrages, dont il est question aux articles 14 et 15, sont à la charge des demandeurs et recouvrés comme en matière de contributions directes.

De kosten van het bestuurlijk onderzoek aangaande de oprichting, de afschaffing of de verandering der werken, waarvan sprake in de artikelen 14 en 15, zijn ten laste der aanvragers en worden ingevorderd zooals in zake rechtstreeksche belastingen.

ART. 26.

ART. 26.

35. Un recours au Roi pourra être exercé contre les décisions de la députation, rendues en vue des articles 16, 17, 18 à 21, 23 et 26.

Un recours au Roi pourra être exercé contre les décisions prises par la Députation permanente en vertu des articles 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 15, 17 et 24 de la présente loi.

Een verhaal bij den Koning kan ingediend worden tegen de beslissingen, door de Bestendige Deputatie genomen krachtens de artikelen 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 15, 17 en 24 van deze wet.

Ce recours devra être exercé par le Gouvernement, dans les dix jours à dater de la décision, par les administrations communales ou les particuliers intéressés, dans le même délai à dater de la notification qui leur en sera faite administrativement.

Ce recours devra être exercé par les administrations publiques ou par les particuliers intéressés dans le délai de quatorze jours à dater de la notification qui leur en aura été faite administrativement.

Dit verhaal moet ingediend worden door de openbare besturen of door de belanghebbende particulieren binnen de veertien dagen vanaf de kennisgeving, die er hun op bestuurlijke wijze van zal gedaan worden.

Texte proposé par la section centrale.

ART. 25.

(Comme au projet.)

ART. 26.

(Zooals in het ontwerp.)
(Sauf à ajouter, après le 9 : 9^{bis}.)

ART. 26^{bis}.

L'autorité provinciale fera, dans un délai de un an à partir de la publication de la présente loi, dresser une liste des cours d'eau auxquels les dispositions de celle-ci sont applicables mais dont les rétrécissements, les changements de direction et encombrements, les usines, ponts, digues, écluses, batardeaux, plantations ou autres ouvrages ne sont pas conformes soit aux indications des tableaux descriptifs, procès-verbaux et atlas, soit aux autorisations données par les Députations permanentes par application du chapitre IV de la loi du 7 mai 1877.

Tekst voorgesteld door de middenafdeeling.

ART. 25.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 26.

(Comme au projet.)
(Mits, na art. 9, toe te voegen : 9^{bis}.)

ART. 26^{bis}.

Binnen den termijn van één jaar van af de bekendmaking dezer wet, zal de provinciale overheid een lijst doen opmaken van de waterloopen waarop de bepalingen dezer wet van toepassing zijn, doch wier vernauwingen, veranderingen van richting en belemmeringen, de nijverheidsinrichtingen, bruggen, dijken, sluizen, dammen, beplantingen of andere werken niet strooken noch met de aanwijzingen der beschrijvende tabellen, processen-verbaal en atlassen, noch met de machtigingen verleend door de Bestendige Deputatiën bij toepassing van het hoofdstuk IV der wet van 7 Mei 1877.

Textes en vigueur.
(Loi du 7 mai 1877.)

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 27.

Les conseils provinciaux arrêteront des règlements complémentaires à la présente loi.

36. Dans un délai de deux ans, à dater de la publication de la présente loi, les conseils provinciaux feront la revision des règlements existants sur la matière.

Les nouveaux règlements ne seront exécutoires qu'après avoir été approuvés par le Roi (1)

A cet effet, dans le délai d'un an à dater de la publication de cette loi, ils procéderont à la revision des règlements mis en vigueur en suite de la loi du 7 mai 1877 sur les cours d'eau non navigables ni flottables.

Ces règlements complémentaires ne peuvent être contraires à la présente loi, et ne seront exécutoires qu'après avoir été approuvés par le Roi.

ART. 28.

Les peines à établir par les règlements provinciaux ne peuvent excéder les peines de simple police.

37. Les peines à établir par les règlements provinciaux ne peuvent excéder les peines de simple police.

Les peines plus fortes qui sont portées par les règlements en vigueur sont réduites, de plein droit, au maximum des peines de simple police.

Les peines plus fortes qui sont portées dans les règlements en vigueur sont réduites, de plein droit, au maximum des peines de simple police.

ART. 27.

De provincieraden zullen reglementen opstellen welke deze wet zullen aanvullen.

Te dien einde, binnen den tijd van een jaar te rekenen van de bekendmaking dezer wet, zullen zij de reglementen herzien welke in voege gebracht werden ingevolge de wet van 7 Mei 1877 op de onbevaarbare en onvlotbare waterloopen.

Deze aanvullende reglementen mogen niet strijdig zijn met deze wet en zullen slechts na goedkeuring van den Koning uitvoerbaar zijn.

ART. 28.

De straffen, door de provinciale reglementen vast te stellen, mogen de straffen van enkele politie niet te boven gaan.

De zwaardere straffen, in de van kracht zijnde reglementen bepaald, worden van rechtswege beperkt tot het maximum der straffen van enkele politie.

Texte proposé par la section centrale.

Tekst voorgesteld door de middenafdeeling.

La Députation permanente ordonnera, à l'époque qu'elle fixera, et en se conformant aux dispositions de la présente loi, un curage de ces cours d'eau.

Ce curage sera exécuté avant le 31 décembre 1930, sous la surveillance d'agents choisis par la Députation permanente.

ART. 27.

(Comme au projet.)

De Bestendige Deputatie zal, op het door haar te bepalen tijdstip en zich schikkende naar de bepalingen van deze wet, ruiming bevelen van deze waterlopen.

Deze ruiming zal vóór 31 December 1930 worden uitgevoerd, onder het toezicht van de door de Bestendige Deputatie aangestelde agenten.

ART. 27.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 28.

(Comme au projet.)

ART. 28.

(Zooals in het ontwerp.)

Texte en vigueur.
(Loi du 7 mai 1877.)

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 29.

28. En cas d'inexécution des ouvrages prescrits, des ordres donnés ou des jugements rendus en vertu de la présente loi, il est pourvu d'office à leur exécution par l'autorité administrative et aux frais des contrevenants.

Ces frais sont recouvrés sur simple état, comme en matière de contributions directes.

29. La présente loi ne déroge pas aux règlements des polders et des waterings.

En cas d'inexécution des ouvrages prescrits, des ordres donnés ou des jugements rendus en vertu de la présente loi, il sera pourvu d'office à leur exécution par l'autorité administrative et aux frais des contrevenants.

Ces frais seront recouvrés sur simple état, comme en matière de contributions directes.

ART. 30.

La présente loi ne déroge pas aux règlements des polders et des waterings. Néanmoins ces associations pourront solliciter auprès de la Députation permanente l'application de la présente loi, en ce qui concerne le classement de leurs cours d'eau.

Ce classement aura pour conséquence obligatoire pour la province de concourir aux frais des travaux d'entretien des cours d'eau classés, dans l'étendue de la circonscription de l'association, à raison du tiers de la dépense, pour autant que celle-ci ait été autorisée par la Députation permanente et que les travaux aient été exécutés suivant les conditions imposées par ce collège.

ART. 31.

Les chapitres II, III, IV et V de la loi du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables sont abrogés.

Les mots « conformément aux articles 27 et suivants de la présente loi » inscrits en l'article 11 de la loi précitée sont abrogés.

ART. 29.

Ingeval de krachtens deze wet voorgeschreven werken, gegeven bevelen of gevelde vonnissen niet worden uitgevoerd, zal er ambtshalve in hunne uitvoering worden voorzien door de bestuurlijke overheid en op de kosten der overtreders.

Deze kosten worden ingevorderd op enkelen staat, zooals in zake rechtstreeksche belastingen.

ART. 30.

Deze wet wijkt niet af van de reglementen der polders en der wateringen. Nochtans kunnen deze vereenigingen bij de Bestendige Deputatie de toepassing dezer wet aanvragen wat betreft de rangschikking hunner waterloopen.

Deze rangschikking zal voor de provincie de verplichting medebrengen bij te dragen tot de kosten der onderhoudswerken van de gerangschikte waterloopen, in geheel de omschrijving der vereeniging, op den voet van het derde der uitgave, voor zoover deze door de Bestendige Deputatie is toegelaten en de werken uitgevoerd zijn volgens de door dit college opgelegde voorwaarden.

ART. 31.

De hoofdstukken II, III, IV en V der wet van 7 Mei 1877 op de politie der niet bevaarbare noch vlotbare waterloopen zijn ingetrokken.

De woorden « overeenkomstig de artikelen 27 en volgende van deze wet », ingelascht in artikel 11 der voormelde wet, zijn ingetrokken.

(Texte proposé par la Section centrale.)

ART. 29.

(Comme au projet.)

(Tekst voorgesteld door de middenafdeeling.)

ART. 29.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 30.

(Comme au projet.)

ART. 30.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 31.

(Comme au projet.)

ART. 31.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 31^{bis}.

Les dispositions du chapitre 1^{er} de la loi du 7 mars 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables et celles de la présente loi seront coordonnées par le Gouvernement et publiées au Moniteur.

ART. 31^{bis}.

De bepalingen van hoofdstuk I der wet van 7 Maart 1877 op de politie der niet bevaarbare en niet vlotbare waterlopen, alsmede die van deze wet, zullen door de Regearing worden samengeordend en in den Moniteur bekendgemaakt.